

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2018-2019**

Notre mission

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) est un organisme indépendant de recherche, de prévisions économiques et d'évaluation des politiques publiques. L'OFCE accueille plus de quarante chercheurs français et étrangers auxquels s'ajoutent plusieurs chercheurs affiliés et associés.

L'OFCE a pour mission, au sein de l'IEP de Paris, d'étudier en toute indépendance la conjoncture de l'économie française, ses structures et son environnement extérieur, notamment européen, d'effectuer des comparaisons avec les économies étrangères, de formuler, dans la mesure où il l'estimera possible, des prévisions économiques, à court, moyen et long terme.

« Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission confiée par l'Etat à l'OFCE et que l'OFCE mène à bien par sa recherche théorique et appliquée et sa participation aux débats de politiques économiques français et européens.

L'OFCE est fidèle au principe fondateur que lui a fixé son premier président Jean-Marcel Jeanneney : « Nul obstacle n'est fait à la diffusion d'idées, sous réserve que, n'étant point dogmatiques, elles puissent prétendre à un fondement scientifique ».

Édito

Xavier Ragot, président de l'OFCE

Ce rapport d'activité décrit la diversité des travaux de l'OFCE en quatre chapitres concernant l'économie française qui regroupe la conjoncture et l'analyse du tissu productif, son insertion dans l'économie européenne, la question environnementale et les inégalités. Ces chapitres sont les quatre axes de développement de l'OFCE.

L'OFCE est un acteur incontournable du débat public en économie en France. L'OFCE est présent, en moyenne, 8 fois par jour dans les médias français, sur de nombreux supports. La condition de cette visibilité est la rigueur des études et travaux de recherches, qui irriguent le débat français. S'ils ne sont connus que des spécialistes, ces travaux de recherche adossés à notre revue, *La Revue de l'OFCE*, garantissent la rigueur intellectuelle et l'utilisation des derniers outils d'analyse économique.

Avant de se plonger dans ces travaux, il est intéressant de revenir sur l'année 2018, qui a été particulièrement riche et intense pour l'OFCE et qui a été une année de consolidation des travaux de l'OFCE. Après le déménagement dans nos nouveaux locaux et l'introduction de nouveaux statuts, modernisant la gouvernance, l'OFCE a pu se développer scientifiquement. L'outil interne de ce développement a tout d'abord été la mise en place des pôles de recherche au sein de l'OFCE, afin de soutenir le développement de nouveaux axes de recherche.

Neuf « Pôles de Recherche (PR) » ont été définis au sein de l'OFCE permettant un travail à la fois collectif et décentralisé. Les pôles de recherches sont des lieux de décloisonnement de l'institution, des lieux d'échange et d'élaboration. Ils ont aussi pour but de permettre aux chercheurs de l'OFCE de mener des travaux de recherche et d'études au temps long, qui sont absolument nécessaires à la rigueur scientifique dont fait preuve l'OFCE. Pour la première fois, ce rapport d'activité présente les pôles et leur activité. Ils sont un témoignage du dynamisme scientifique de l'OFCE.

Pour les nouveaux programmes de recherche, l'on perçoit à quel point l'actualité économique et sociale valide le choix des quatre axes. Au-delà des élections européennes, l'impact du *Brexit* et la situation de l'Italie montrent à quel point il est nécessaire d'investir les questions européennes pour comprendre la dynamique de l'économie française. Le mouvement des gilets jaunes indique que l'analyse économique de la situation française

demande de nouveaux outils pour penser les effets redistributifs et territoriaux de nos politiques. L'urgence environnementale demande aussi une contribution économique pour identifier les manières les plus justes et efficaces de réaliser notre transition énergétique. L'OFCE s'investira en 2019 pour avancer tous ces thèmes.

Toute l'équipe de l'OFCE se joint à moi pour vous en souhaiter une bonne lecture.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'X' followed by the name 'RAZOS' in a cursive script.

Sommaire

- 9. Quatre thèmes de recherche
- 49. Gouvernance et organisation
- 55. Départements et pôles de recherche
- 93. Publications
- 119. Actualités scientifiques
- 131. Les médias
- 137. Activités contractuelles
- 141. Les activités scientifiques des chercheurs

Annexes :

Rapport d'activités de PRESAGE

Quatre thèmes de recherche

Quatre thèmes de recherche sont au cœur de l'activité de l'OFCE : la compréhension de l'économie française dans l'environnement international, les questions européennes, les questions environnementales et les inégalités. Les principaux axes de travail de ces programmes en 2018-2019 sont présentés ci-après.

Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale

Le Département analyse et prévision (DAP) analyse la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme (*analyser et prévoir la conjoncture*) et étudie les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées (*intervenir dans le débat de politique économique*). Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs (*développer les outils*).

Analyser et prévoir la conjoncture

Une mission essentielle de l'OFCE est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international. Cela est fait au sein du département analyse et prévision en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Différents outils sont utilisés : un modèle macro-économétrique trimestriel de l'économie française (*e-mod.fr*) ; des outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ; des outils quantitatifs de comparaison des analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ; des indicateurs avancés pour différents pays ou zones (France, zone euro, Royaume-Uni, États-Unis) ; un modèle simplifié de la zone euro (iAGS model) qui permet d'étudier les effets de débordement à travers le commerce intra-européen des chocs dans chaque pays ; un modèle macro-sectoriel de l'économie française destiné aux analyses fines des politiques de taxation, en particulier environnementales (*ThreeME*).

Par ailleurs, le département rassemble et met en cohérence les informations concernant les circuits réels et financiers. Il recherche les modifications de structures qui infléchissent les rythmes de croissance de la production, de la productivité et des prix et affectent les équilibres réels et nominaux. Son analyse des situations étrangères permet de décrire les interdépendances et leurs implications pour la France, de mettre en évidence les déphasages conjoncturels et leur incidence pour la coordination des politiques, d'explicitier les mécanismes de développement à l'œuvre selon les contextes institutionnels, de comparer les potentiels de croissance, cycles de productivité et output gap français et étrangers.

Le Département analyse et prévision effectue chaque année deux campagnes de prévision, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département et en utilisant les outils quantitatifs dont ils disposent.

La prévision du printemps 2018 (E. Heyer et X. Timbeau, *Revue de l'OFCE*, 155) a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de l'économie française. Il s'intitule « France : retour à meilleure fortune ».

Trois études spéciales complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle :

Dans la première étude, Raul Sampognaro (*Revue de l'OFCE*, 155) analyse « Les effets de la politique budgétaire depuis 2008 dans six économies avancées ».

Dans la deuxième étude, Bruno Ducoudré, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot (*Revue de l'OFCE*, 155) cherchent à quantifier, à partir d'une modélisation des taux de change réel d'équilibre, les ajustements à effectuer – aussi bien à l'intérieur de la zone euro que vis-à-vis du reste du monde – pour parvenir à résorber les déséquilibres de balance courante tout en stabilisant les positions extérieures nettes des pays de la zone euro.

Dans la dernière étude Christophe Blot, Paul Hubert et Rémi Odry (*Revue de l'OFCE*, 155) analysent les effets différenciés des politiques monétaires de la BCE et de la Réserve fédérale sur l'évolution du taux de change euro/dollar. Deux types d'effets sont quantifiés : l'effet de signal lié à l'annonce des politiques monétaires et l'effet macroéconomique lié à la mise en œuvre de celle-ci.

Enfin, ce numéro se termine par la retranscription du débat sur les perspectives économiques qui a permis de confronter les analyses de l'OFCE à celles Paola Monperrus-Veroni du Crédit Agricole et de Laurent Clavel d'Axa (*Revue de l'OFCE*, 155).

Les différentes analyses autour de la prévision ont été déclinées en billets de blog. D'autres billets ont repris des points analysés dans les textes de la prévision, afin de leur donner plus de visibilité. C'est le cas pour la politique budgétaire et monétaire aux Etats-Unis, sur l'action de la Banque d'Angleterre et de la BCE, sur le Brexit, sur l'épargne de précaution lié au risque de chômage, sur le livret A, sur le marché du travail, sur les comparaisons de productivité tendanciel dans les grands pays développés, sur l'incidence de la politique budgétaire dans les six grands pays développés, sur les raisons de l'inflation, sur le marché de l'immobilier en France, sur l'investissement des ménages, sur les aides sociales en France, sur l'impact des mesures socio-fiscales sur le taux d'épargne français, sur les indicateurs avancés, sur la révision des comptes nationaux, sur le montant des recettes publiques en France ainsi que sur le lien entre dépense publique et pauvreté.

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 12 avril 2018 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr).

La prévision d'automne 2018 (E. Heyer et X. Timbeau, *Revue de l'OFCE*, 159) s'intitule « Croissance sous tensions ». Le cœur de l'analyse prolonge ce qui avait été développé dans la prévision de printemps et a fait l'objet du numéro 159 de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est également composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de l'économie française. Il s'intitule

« France : heurts supplémentaires sur la reprise ».

Une étude spéciale (C. Blot et P. Hubert, *Revue de l'OFCE*, 159) intitulée « Une analyse de la contribution de la politique monétaire à la croissance économique » évalue la contribution de la politique monétaire à l'activité économique depuis 1999 en zone euro, aux États-Unis et Royaume-Uni, ainsi qu'en Allemagne, France, Italie et Espagne. L'estimation des multiplicateurs monétaires indique un effet significatif de la politique monétaire sur le PIB et confirme des délais de transmission assez long, de l'ordre de plusieurs trimestres. L'effet d'une hausse des taux d'intérêt semble plus important dans la zone euro qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il y a cependant une forte hétérogénéité entre les quatre plus grands pays de la zone euro, avec un effet plus important en Espagne et en Italie et plus faible en Allemagne et en France.

Enfin, ce numéro se termine par la retranscription du débat sur les perspectives économiques qui a permis de confronter les analyses de l'OFCE à celles François Cabeau de Barclays et de Olivier Vigna de HSBC (*Revue de l'OFCE*, 159).

Comme à l'accoutumée les analyses de la prévision ont été disséminées largement à travers des billets de blog : sur la situation économique en Italie et en zone euro, sur le Brexit, sur l'action de la BCE et de la FED, sur la désocialisation des heures supplémentaires, sur l'impact du CICE, sur la prime d'activité, sur les indicateurs avancés, sur l'impact des mesures socio-fiscales sur le pouvoir d'achat des français, sur le montant des recettes publiques en France.

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 18 octobre 2018 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr).

Le travail de la prévision d'automne sert également de base à l'analyse conjoncturelle utilisée dans le premier chapitre de la version 2019 du Repères sur l'économie française mais aussi de l'économie européenne et dans le rapport iAGS, cette année la version iAGS 2019. Ainsi, les analyses de prévision ont été synthétisées et publiées en anglais dans le chapitre 1 du rapport iAGS 2019.

Par ailleurs, au moment où les prévisions de croissance d'automne pour la France de l'OFCE étaient rendues publiques, l'OFCE conviait à un atelier, appelé l'Observatoire Français des Comptes Nationaux (OFCN), les différentes institutions françaises publiques (Banque de France, Direction Générale du Trésor, Insee) et internationales (Commission européenne, OCDE et FMI) ainsi que les institutions privées françaises ou opérant en France. Le sujet de la journée était la conjoncture française et son environnement international, les prévisions macroéconomiques à l'horizon 2020, les perspectives budgétaires ainsi que des éléments de méthodes ou structurels comme l'écart de production ou les déséquilibres macroéconomiques. Cette rencontre annuelle dont c'est la deuxième édition, a eu lieu mercredi 17 octobre 2018. Au total, 18 instituts pratiquant la prévision à 1 ou 2 ans étaient représentés. Une analyse détaillée de ces prévisions a été publiée dans un *Policy brief* de l'OFCE (M. Dauvin et al., *OFCE Policy Brief*, 42).

Les outils de la prévision

emod.fr

Les modèles macroéconométriques sont bâtis sur les définitions de la Comptabilité nationale et sont estimés. Les développements théoriques de la macroéconomie sont testés et implémentés dans le modèle s'ils ont une validité empirique. Le département développe et entretient le modèle France (*e-mod.fr*). Ce modèle est robuste et permet une bonne appréciation dans le court terme des phénomènes économiques, lorsqu'il est utilisé en prévision. Il permet aussi de caractériser les canaux par lesquels les chocs ou les politiques économiques se transmettent. Enfin, il peut être utilisé pour cadrer les projections à moyen terme, ce qui permet de préciser et d'améliorer le long terme du modèle.

En 2017, le travail de réestimation des fonctions de comportement du modèle France a été poursuivi. Le bloc demande de facteur a été reformulé. Il est désormais possible de mieux prendre en compte différentes hypothèses de substitution des facteurs et de mieux prendre en compte les conséquences d'une modification du coût du travail. Par ailleurs l'équation de comportement d'épargne des ménages a été réestimée. Un travail hors modèle permet de traiter les baisses de coût du travail différenciées suivant le niveau de salaire. Par ailleurs, un travail a été entrepris qui vise à enrichir le modèle de non linéarité de façon à prendre en compte les effets du cycle économique dans les comportements des agents.

Indicateurs avancés

Le travail sur les indicateurs avancés se poursuit. Outre le projet conduit avec Eurostat d'indicateurs mensuel de PIB de la zone euro, une mise à jour mensuelle du travail effectué en 2017 pour construire un nouvel indicateur pour la zone euro dont la note méthodologique est résumée ici https://www.ofce.sciences-po.fr/indic&prev/note_methoeuro2017.pdf, est effectuée et donne lieu à la publication d'un post de Blog.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité du DAP tente de répondre à des demandes spécifiques émanant des institutions publiques et relatives à l'évaluation de certaines politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. De nombreuses évaluations ont été réalisées au sein du département DRIC. Celles-ci peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – et souvent très médiatisées – comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), ou encore comprendre plus largement comment l'investissement public agit sur la productivité des entreprises, ou sur l'impact des politiques locales sur le succès de technopoles particulières comme celles de Sophia-Antipolis. Ces recherches sont essentiellement contractuelles et répondent à des demandes ponctuelles et précises de la part des administrations centrales ou locales.

Évaluation de l'effet du CICE sur l'emploi et les salaires en France

En 2018, le DAP a prolongé et actualisé le travail de Ducoudré, Heyer et Plane de 2015 qui analysait les premiers effets du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) sur

l'emploi et les salaires en utilisant des données trimestrielles par branche fournies par les comptes nationaux et qui a été publié dans la *Revue Economie et Prévision* en 2017. Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un contrat avec France Stratégie sur l'évaluation du CICE. Ce travail a donné lieu à un premier rapport proposant une évaluation des effets macroéconomiques du CICE sur la période 2013-2015. Nous avons dans celui-ci réalisé des simulations à partir du modèle macro-économétrique de l'OFCE e-mod.fr, lequel est calibré à l'aide d'estimations effectuées par le TEPP sur données d'entreprises. Nous intégrons les hausses de prélèvements obligatoires et les économies de dépenses publiques associées au CICE afin de prendre en compte leurs impacts récessifs sur l'économie. Outre les effets relatifs au financement du CICE, nos simulations intègrent également les effets de bouclage macroéconomique, contrairement aux approches micro-économétriques. Les résultats suggèrent que compte tenu de l'effort budgétaire, le CICE aurait permis de créer entre 111 000 (scénario bas) et 281 000 (scénario haut) emplois entre 2013 et 2015, alors que les effets sur le PIB seraient quasi-nuls. L'augmentation de la fiscalité et les économies de dépenses publiques exercent des effets négatifs sur la demande adressée aux entreprises, contribuant à limiter l'efficacité de la mesure sur les créations d'emplois. Le manque de données disponibles après 2015 ne nous permet toutefois pas de prendre en compte l'intégralité des économies de dépenses publiques.

Réguler les contrats courts

Dans le cadre d'un contrat avec la Délégation sénatoriale aux entreprises du Sénat, Bruno Coquet et Eric Heyer, (*Rapport du Sénat*), ont proposé des pistes pour une régulation économique des contrats courts sans contraindre les entreprises et en préservant l'Assurance chômage. Leur rapport comporte deux volets. La première partie dessine le cadre économique dans lequel les contrats courts s'inscrivent, établit un bilan de leur développement au cours des dernières décennies, et met en évidence les déterminants de leur usage croissant. La deuxième partie tire les conséquences de cette segmentation du marché du travail du point de vue de l'assurance chômage, en s'attachant à montrer qu'il existe de nombreuses solutions pour réguler l'usage des contrats courts avec des instruments économiques, respectueux des mécanismes de marché, afin d'éviter l'attrition ou la faillite du régime d'assurance

Intervenir dans le débat de politique économique

L'OFCE contribue de manière régulière au débat public en économie.

Questions nationales

L'OFCE a réalisé la version 2019 du *Repères* sur l'économie française, publiée par les éditions La Découverte. Ce *Repères* synthétise les analyses de l'OFCE et est largement diffusé (5 000 exemplaires). Il comprend un rappel historique et conjoncturel, des dossiers thématiques sur les principaux éléments de l'économie française (place de l'Etat, marché du travail, tissu productif).

La seconde partie propose des analyses plus approfondies de certains thèmes qui constituent des aspects majeurs des débats actuels. Où en est la France dans la numérisation de son tissu productif ? Quel impact sur la croissance et le pouvoir d'achat du premier budget du quinquennat d'Emmanuel Macron ? Quel impact redistributif des mesures en 2018-2019 de ce

budget ? La loi « évolution du logement, de l'aménagement et du numérique » (ELAN) est-elle à la hauteur des enjeux sur le logement en France ? Où va l'Assurance chômage ? A quoi va ressembler la réforme du système des retraites en France ?

Evaluation des mesures socio-fiscales

En début d'année, nous avons publié une étude fournissant un panorama exhaustif du budget 2018. Elle analyse en détail les mesures votées, leur montée en charge et leur impact macroéconomique sur la croissance et le pouvoir d'achat des ménages en 2018 et 2019. Elle fournit également une évaluation de leurs effets redistributifs selon le niveau de vie des ménages à l'aide de données microéconomiques et du modèle de microsimulation Ines.

L'OFCE a également alimenté les *Working Papers* de l'OFCE dans le domaine du lien entre l'épargne et l'incertitude, du lien entre la politique monétaire et le prix des actifs, dans les pratiques d'activité réduite et leurs impacts sur les trajectoires professionnelles, dans les déséquilibres de la zone euro ainsi que dans l'analyse de la balance des paiements chinoise.

Par ailleurs, les chercheurs de l'OFCE ont contribué à un grand nombre de *Policy Briefs* de l'OFCE sur la Prime d'activité, sur l'inflation européenne, sur une comparaison du salaire minimum en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, sur la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales, sur une évaluation de la dette climatique ainsi que sur l'évaluation du Budget 2018 sur l'économie française.

Vulgarisation, pédagogie et autres publications

Les chercheurs de l'OFCE sont fréquemment sollicité-e-s pour participer à des publications grand public. Dans le cadre d'un hors-série (*n°114, février 2018*) sur l'état de l'économie 2018 d'*Alternatives Économiques*, des contributions importantes ont été faites sur la conjoncture mondiale, sur les enjeux de l'économie des plates-formes, sur la fin de la détente des politiques monétaires, sur l'efficacité d'un surcroît de la flexibilité du marché du travail, des conséquences des déséquilibres mondiaux et d'une analyse du pouvoir d'achat des ménages français.

Un certain nombre de travaux sont réalisés au département des études. Eloi Laurent a fait paraître à l'automne 2018 un ouvrage consacré à l'opposition entre économie collaborative et économie coopérative (*E. Laurent, L'impasse collaborative, 2018*). Le livre dévoile trois visages de la crise de la coopération : l'épidémie de solitude ; l'avènement des nouveaux passagers clandestins – multinationales, 1 % les plus fortunés... –, qui, à force de contourner et saboter règles fiscales et droit social, finissent par décourager la coopération ; enfin, la guerre contre le temps, induite par une transition numérique hypertrophiée et une transition écologique négligée, rendant incertain l'avenir de la coopération sous la pression conjuguée d'une accélération du présent et d'un obscurcissement du futur. Il faut donc reconstruire des institutions de coopération, en accédant à l'économie écologique, en endiguant la concurrence fiscale et sociale – d'abord en Europe – afin de restaurer la puissance coopérative des systèmes sociaux et fiscaux et, enfin, en décélérant la transition numérique pour accélérer la transition écologique.

Gilles Le Garrec et Vincent Touzé ont contribué à deux thèmes importants, en 2018 et pour les années à venir : le passage au prélèvement à la source pour l'imposition des revenus en France, et la réforme des retraites. Sur le premier thème, ils ont mis à jour en 2018 le *Policy Brief (OFCE Policy Brief, 24)* qu'ils avaient préparé en 2017, et ils ont creusé la question de l'équité intergénérationnelle que le prélèvement à la source allait pouvoir engendrer dans un article paru dans une revue à comité de lecture. Sur le second thème, et en prévision de la réforme annoncée pour 2019, ils ont préparé, avec Frédéric Gannon, un chapitre pour *L'économie française 2019 (F. Gannon, et al., L'économie française, 2018)* qui explique les tenants et les aboutissants d'une réforme des retraites en France. Vincent Touzé, avec Frédéric Gannon et Florence Legros, a en outre fait paraître deux chapitres, l'un sur les mécanismes d'équilibre automatique des régimes de retraites (*Mathematical and statistical methods for actuarial sciences and finance*), et l'autre sur l'histoire et les propriétés du système à point dans le régime de retraite français.

Évaluation des politiques publiques sur l'activité des entreprises

Au sein de l'OFCE, le Département Recherche Innovation et concurrence (DRIC) s'intéresse à l'effet du CICE sur l'investissement corporel des entreprises (*S. Guillou, Rapport d'évaluation France Stratégie*). La logique qui sous-tend les décisions d'investissement, la non-linéarité de ces décisions et leur caractère accidenté, l'existence de coût d'ajustement fixe non-convexe, amènent à questionner l'identification d'une réaction de l'investissement à l'obtention d'un crédit d'impôt dont le montant repose sur la structure de la masse salariale. C'est pourquoi le choix méthodologique s'est porté sur la mesure de la sensibilité au CICE de la contrainte financière que rencontre l'entreprise pour investir. En effet, le CICE ne vise pas directement l'investissement, mais peut en revanche alléger la contrainte financière pour investir, parce qu'il permet un rétablissement des marges, une diminution de l'endettement, ou une augmentation des résultats grâce à la baisse des prix. Nous privilégions donc le canal de la contrainte financière. Notre stratégie d'identification consiste donc à estimer un indicateur de contrainte financière se basant sur les équations d'Euler de l'investissement, puis à tester sa sensibilité au CICE. Sans pouvoir conclure sur le montant d'investissement induit par la politique du CICE, cette étude présente des résultats suggérant que le CICE a permis aux entreprises de se désendetter et a diminué la contrainte financière qui s'oppose à elles pour investir. Cet effet apparaît plus intense pour les petites entreprises qui investissent plus occasionnellement. Il a donc créé des conditions plus propices à l'investissement.

L'OFCE évalue également le Crédit d'Impôt Recherche en développant un modèle spatial d'investissement en R&D, (*M. Herrera, et al, Research Policy, 47*). Plus précisément, la recherche évalue la réaction de l'investissement privé en R&D à différentes formes d'aides publiques en distinguant les effets directs de ces aides mais aussi leurs effets indirects générés par l'existence d'interactions spatiales entre régions. La recherche mobilise une base de données unique fournissant les montants de différentes aides (Crédit d'impôt recherche et diverses subventions) reçus par les entreprises et agrégés au niveau départemental (NUTS3) sur la période 2001-2011. A l'aide d'un modèle SDM (Spatial Durbin Model), les résultats mettent en exergue une dépendance spatiale négative entre les investissements privés en R&D au niveau départemental. Dans ce contexte, alors que des estimations économétriques a-

spatiales conduiraient à valider un effet d'additionnalité pour l'ensemble des aides étudiées, nous montrons que seules les subventions allouées au niveau national génèrent un effet d'additionnalité significatif. En revanche, il semble que le design, la taille et l'allocation spatiale des autres aides (crédit d'impôt recherche, subvention régionale ou subvention européenne) ne permettent pas de générer d'effet significatif sur l'investissement en R&D.

En 2018, l'OFCE a également évalué la réforme du taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés (IS) inscrite dans la loi de finance pour 2019 (OFCE, *Rapport pour l'Assemblée Nationale*). Avec cette réforme, le taux statutaire français devrait être égal à celui de la zone euro (25%) en 2022. Ma contribution a consisté à étudier la structure progressive du barème de l'IS, son évolution, et de décrire les enjeux de la réforme. Parmi ces enjeux il y a la question du rendement de l'IS qui contribue de moins en moins au désendettement du budget de l'Etat du fait notamment du CIR et du CICE. Il y a également la question du partage de la valeur ajoutée ; dans les secteurs où le pouvoir de négociation des actionnaires et salariés est élevé, la baisse du taux d'IS pourrait se traduire par une hausse des dividendes et des salaires, plus que par celle de l'investissement.

Politique monétaire, finance et croissance

Un premier document des chercheurs de l'OFCE (M. Iacopetta, *et al.*, forthcoming *The Economic Journal*) introduit les frictions de la gouvernance d'entreprise dans un modèle de croissance avec une structure de marché endogène. Les gestionnaires s'engagent dans la diversion des ressources de l'entreprise et à la construction d'un 'empire'. Les actionnaires disciplinent les dirigeants avec des contrats de rémunération incitative. Une réforme qui atténue les frictions du gouvernement d'entreprise favorise l'entrée des entreprises dans l'industrie et, pour une structure de marché donnée, a un impact ambigu sur le retour qui concerne l'amélioration de produits. Cependant, à mesure que la structure du marché s'adapte pour devenir plus diffuse, les entreprises existantes investissent moins dans l'amélioration des produits. En calibrant le modèle sur des données américaines, nous constatons qu'une réforme telle que celle récemment adoptée dans plusieurs économies avancées peut entraîner une perte de bien-être.

Une contribution des chercheurs de l'OFCE (M. Guérini, *et al.*, *European Journal of Economics and Economic Policies*, 15) traite de certaines des questions de politique monétaire auxquelles ont participé les principales banques centrales du monde depuis la crise financière de 2008. Le document fournit un aperçu des politiques monétaires non conventionnelles adoptées par les banques centrales, en se concentrant sur l'UE et les États-Unis, et discute de la raison d'être et de l'efficacité de certains instruments non conventionnels, du ciblage de l'inflation et de l'indépendance de la banque centrale. Une évaluation générale indique que la politique monétaire non conventionnelle a été utile, mais qu'il reste également beaucoup à faire pour l'améliorer. Les outils de politique monétaire non conventionnels seront mieux coordonnés avec les politiques fiscales, micro et macroprudentielles à l'avenir.

Enfin dans le cadre du projet ISIGrowth, l'OFCE a contribué à la rédaction finale d'un document d'orientation qui met en évidence les conséquences de la financiarisation et propose des mesures susceptibles de limiter et de contrecarrer ses effets négatifs sur l'activité d'innovation,

la croissance économique inclusive, inégalités et instabilité financière (S. Battiston, et al. *ISIGROWTH Policy Brief*).

Dette

Une contribution des chercheurs de l'OFCE (M. Guerini, et al., *Macroeconomic Dynamics*) consiste en une recherche empirique portant sur le rapport entre dette publique, dette privée et croissance économique aux États-Unis. Les résultats découlant d'une batterie de modèles VAR cointégrés soulignent l'importance des chocs de la dette hypothécaire en tant que source possible de crise financière et de croissance négative à moyen terme. D'un autre côté, les résultats suggèrent que les chocs de la dette publique sont plus bénéfiques pour la croissance économique. Bien que ces résultats soient vérifiés aux États-Unis, les recherches futures devront déterminer s'ils sont dans des pays ayant des niveaux d'endettement public plus élevés ou une crédibilité internationale plus faible (et un coût de la dette publique plus élevé).

Analyse du tissu productif sur données d'entreprises

Une importante réflexion (S. Guillou, et al., *Les Notes de la Fabrique*) basée sur la production et l'exploitation de statistiques descriptives fines, a été initiée sur l'investissement des entreprises françaises. Ce travail est né d'une interrogation partagée sur le comportement énigmatique, voire paradoxal, de l'investissement des entreprises françaises, plutôt dynamique relativement aux partenaires de la France. Il apparaît en effet, en comparaison internationale et à première vue, que la Formation Brute de Capital Fixe des entreprises françaises se porte plutôt bien, en niveau et en taux. Pourtant, ni la productivité, ni la compétitivité française voire ni la croissance ne semblent refléter le même avantage relatif vis-à-vis des mêmes partenaires. Que cache cette relative vitalité de l'investissement des entreprises françaises ?

Ce qui caractérise la France, c'est une évolution moins cyclique relativement aux autres pays et une augmentation tendancielle du taux d'investissement avec ou sans construction. Il est frappant aussi d'observer la proximité des taux d'investissement allemands et français en niveau et en évolution hors investissement de construction sur l'ensemble du secteur marchand. Ensuite, l'investissement français se singularise par une faiblesse des investissements en équipements et machines alors qu'au contraire les investissements en actifs immatériels comme la R&D et les logiciels et bases de données sont importants dans la dépense d'investissement. Ainsi, si on observe le taux d'investissement dans les actifs matériels hors construction, la France sous-performe par rapport à ses partenaires. Enfin, la trajectoire du secteur manufacturier relativement aux autres secteurs explique une grande partie des caractéristiques de l'investissement du secteur marchand. La faiblesse de l'intensité en robots résulte de la faiblesse de la part du manufacturier et notamment du secteur de l'électronique.

Dans la lignée de cette réflexion sur l'investissement productif (S. Gaglio, et al., *OFCE Policy Brief*, 36 et S. Gaglio, et al., *L'économie française 2019*), un ensemble de travaux se sont focalisés sur l'investissement numérique. Amorcée clairement au début des années 2000, la transformation numérique fait l'objet de nombreuses études qui en soulignent leur caractère

prometteur et exaltant bien que bouleversant et polarisant, appelant donc des adaptations des politiques publiques. L'étude de l'OFCE propose une évaluation de la numérisation du tissu productif français en utilisant une grille sectorielle mais en doublant l'évaluation de la production de numérique par celle de la consommation des branches en numérique. Des comparaisons internationales permettent de situer la France relativement à ses principaux partenaires et d'établir qu'elle se situe dans une position médiane, laquelle appelle une plus forte mobilisation des acteurs pour rejoindre les pays de tête. Comme ailleurs, le tissu productif français a profité de la baisse des prix des services des télécommunications et du manufacturier numérique. L'accélération de la numérisation de l'économie passera par une augmentation de l'intensité numérique du tissu productif en services d'ingénierie informatique et numérique, ce qui contribuera à développer le secteur en lui-même ainsi que les exportations de services.

Un travail méthodologique sur la mesure des contraintes financières est en cours de finalisation afin d'évaluer le degré d'imperfection des marchés auxquels faisait face les entreprises françaises. Les auteurs effectuent notamment un travail de mesure des contraintes financières sur données de firmes françaises mises à disposition par la Banque de France. Ils mettent en concurrence plusieurs mesures en évaluant leur pouvoir explicatif vis-à-vis de la réponse faite par les entreprises sur leur contrainte financière ressentie.



PUBLICATIONS¹

- Battiston S., Guerini M., Napoletano M. et V. Stolbova, "Financialization in the EU and its consequences", *ISIGROWTH Policy Brief*, 36, juillet 2018.
- Blot C., P. Hubert et R. Odry, "Taux de change euro/dollar : un effet BCE ou réserve fédérale?", *Revue de l'OFCE*, 155, p. 335-354, avril, 2018.
- Blot C., et P. Hubert, "Une analyse de la contribution de la politique monétaire à la croissance économique", *Revue de l'OFCE*, 159, p. 231-254, décembre, 2018.
- Cabau F., O. Vigna, Heyer E., Plane M., Ragot X., et C. Riffart, "Débat sur les perspectives économiques à court terme du 21 novembre 2018", *Revue de l'OFCE*, 159, p. 255-266, décembre, 2018.
- Clavel L., Heyer E., Hubert P., Montperrus-Veroni P., Plane M., Ragot X. et X. Timbeau., "Débat sur les perspectives économiques", *Revue de l'OFCE*, 155, p. 353-366, avril, 2018.
- Coquet B., et E. Heyer, "Pour une régulation économique des contrats courts sans contraindre les entreprises, en préservant l'assurance chômage", Rapport au Sénat, Délégation sénatoriale aux entreprises, décembre 2018.
- Dauvin M., H. Péléraux et C. Riffart, "Une comparaison des prévisions macroéconomiques 2018-2020 sur la France", *OFCE Policy Brief*, 42, 5 décembre, 2018.
- Ducoudré B., X. Timbeau et S. Villemot, "Taux de change d'équilibre et ampleur des désajustements internes à la zone euro", *Revue de l'OFCE*, 155, p. 303-334, avril, 2018.

¹ Pour voir l'ensemble des publications : <https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue.php>.

- Gaglio C., et S. Guillou, "Le tissu productif numérique en France", *OFCE Policy Brief*, 36, 12 juillet 2018 et Gaglio C. et S. Guillou, "Des biens aux données : la numérisation des activités productives françaises", in *L'économie française 2019*, La Découverte, Repères, pp. 78-85, 2018.
- Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé, « Réformer le système de retraite : pourquoi, comment ? », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 86-97, 2018.
- Gannon F., Legros F. et V. Touzé, « Automatic balancing mechanisms in practice : what lessons for pension policy makers », in *Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance* (ed. A. Grané), Springer, 2018.
- Guérini M., Lamperti F., et A. Mazzocchetti, "Unconventional monetary policy: between the past and future of monetary economics", *European Journal of Economics and Economic Policies*, vol 15, n°2, pp. 122-131, 2018.
- Guerini M., Monetta A., Napoletano M. et A. Roventini, "The Janus-faced nature of debt: results from a data-driven cointegrated SVAR approach", *Macroeconomic Dynamics*, p. 1-31, 2018.
- Guillou S., *Etude de l'effet du CICE sur l'investissement corporel des entreprises à travers son impact sur la contrainte financière*, Rapport d'évaluation pour France Stratégie, 21 septembre 2018
- Guillou S., Lallement R. et C. Mini, "L'investissement français est-il efficace ?", *Les Notes de la Fabrique*, La Fabrique de l'Industrie, octobre 2018.
- Herrera M., Massard N., et B. Montmartin, "The impact of the French policy mix on business R&D: how geography matters?", *Research Policy*, 47 (10), p. 2010-2017, 2018
- Heyer E. (dir.), "Introduction", in *L'économie française 2019*, La Découverte, Collection Repères, p. 3-4, 2018.
- Heyer E. et X. Timbeau (dir.), "Perspectives 2018-2020 pour l'économie mondiale et la zone euro. Synthèse : la fin d'un cycle ?", *Revue de l'OFCE*, 155, avril, 2018.
- Heyer E. et X. Timbeau (dir.), "Perspectives 2018-2020 pour l'économie mondiale et la zone euro. Synthèse : croissance sous tensions" *Revue de l'OFCE*, 159, décembre, p. 19-37, 2018.
- Iacopetta M., Minetti R. et P. Peretto, "Financial markets, industrial dynamics and growth", forthcoming, *The Economic Journal*.
- Laurent É., *L'impasse collaborative. Pour une véritable économie de la coopération*. Les Liens qui Libèrent, 192 pages, 2018.
- Le Garrec G. et V. Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients », *OFCE Policy Brief*, 24, 6 septembre 2018.
- OFCE, "Impôts sur les sociétés : état des lieux et effets différenciés de la réforme", Rapport pour l'Assemblée Nationale, 18 pages, octobre 2018.
- Sampognaro R., "Les effets de la politique budgétaire depuis 2008 dans six économies avancées", *Revue de l'OFCE*, 155, p. 296-302, avril, 2018.

Les questions européennes

Le développement des analyses européennes est un axe prioritaire de l'OFCE. Les questions européennes sont analysées au sein des départements de l'OFCE.

Bilan de l'économie européenne

L'année 2018 a vu la parution du troisième volume de *L'économie européenne* dans la collection Repères des éditions La Découverte (Creel J., *L'économie européenne 2018*). Avec cet ouvrage, l'OFCE affirme son implication dans les débats européens en proposant un bilan annuel accessible et rigoureux de l'économie européenne.

Comme chaque année, l'ouvrage comporte un éclairage sur la conjoncture de la zone euro. Christophe Blot (*L'économie européenne 2018*) synthétise l'analyse de conjoncture européenne réalisée par le Département analyse et prévision en octobre 2017 et indique que le raffermissement de la croissance pourrait être rapidement confronté à un écueil : l'incertitude entourant les négociations du Brexit. Il insiste également sur le ralentissement des gains de productivité, donc sur la baisse de la croissance potentielle de la zone euro.

Eloi Laurent (*L'économie européenne 2018*), pour sa part, revient sur l'histoire de l'intégration européenne et poursuit par une discussion des possibles désintégrations européennes, en citant en particulier quatre : la montée des populismes, le Brexit, l'une et l'autre ayant des relations multiples, l'incertitude sur la pérennité de l'euro, ayant contribué à la création d'institution de sauvetage mais pas forcément de prévention, et les crises territoriales, comme en Catalogne, qui font peser un risque d'éclatement au cœur de la zone euro.

Les questions quant à l'avenir de l'Union européenne sont esquissées par Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak (*L'économie européenne 2018*), dans l'analyse qu'ils font du *Brexit* : le départ annoncé d'un Etat membre sera-t-il le début de la dislocation, ou produira-t-il un sursaut du processus d'intégration ? Différentes pistes sont évoquées et les difficultés des négociations analysées.

Sandrine Levasseur (*L'économie européenne 2018*), étudie plus particulièrement les conséquences à attendre du *Brexit* sur la finance européenne. Dans un environnement qui reste très incertain, la capacité de la City à maintenir sa domination sur la finance européenne semble pouvoir prévaloir : les avantages comparatifs dans les infrastructures de traitement de l'information sont tels que la prééminence de la City pourrait durer quelques décennies encore, malgré le *Brexit*. Le principal risque pour l'UE serait de voir ses Etats membres se lancer séparément dans une course au « moins disant » fiscal et social pour tenter d'attirer les acteurs de la finance.

Sébastien Villemot (*L'économie européenne 2018*), s'empare de la question de la mobilité du travail au sein de l'UE. Dans une UE qui a contribué à la création du marché unique, il est patent qu'il n'existe pas de « marché du travail unique », malgré l'abolition des frontières au sein de l'espace Schengen, qui aurait dû faciliter la convergence entre les Etats membres. Si l'acquis de la liberté de circulation doit être conservé, il convient, dans une perspective de convergence réelle, d'améliorer l'adéquation entre compétences et emplois proposés aux migrants intra-européens et de lutter contre le recours abusif au travail détaché qui met en concurrence les systèmes sociaux.

La nécessité d'une ambition sociale qu'on sent poindre ici trouve un certain écho dans l'ambition climatique européenne dont Eloi Laurent (*L'économie européenne 2018*) rappelle les fondements et les résultats. Malgré une politique climatique précoce et ambitieuse, les résultats se font attendre. Les dysfonctionnements du marché du carbone sont pointés du doigt : aucune réforme de la tarification du continent européen n'est pour l'instant à l'œuvre et les engagements pris ne seront pas tenus. L'ouvrage se poursuit justement avec des réflexions croisées sur les réformes à accomplir pour relancer le processus de construction européenne.

Maxime Parodi (*L'économie européenne 2018*) s'interroge sur les questions de représentation politique d'une population aux nationalités multiples qui ne peut pas être réduit à l'expression d'un peuple européen. Ce dernier n'existe pas et n'existera sans doute jamais. Il faut donc en permanence tenter de faire cohabiter les différentes strates des institutions politiques de l'UE : européennes, nationales et locales. Il en résulte potentiellement des déficits de gouvernance dont la monnaie unique constitue un bon exemple : déficit de cohésion, car le passager clandestin a toutes les chances d'être impuni, déficit de régulation macroéconomique au niveau de la zone euro, et déficit de justice sociale qui empêche jusqu'à présent de répartir équitablement les risques économiques et financiers entre les Etats membres. Pour échapper à un système décisionnel hiérarchique, il faut mieux intégrer aux décisions nationales les risques systémiques que les Etats membres font peser sur leurs voisins européens.

Jérôme Creel et Francesco Saraceno (*L'économie européenne 2018*) synthétisent les réformes budgétaires d'ores et déjà mises en œuvre ou celles envisagées à l'avenir pour améliorer la gouvernance de la zone euro. Prise entre deux logiques difficilement réconciliables, le refus d'une répartition équitable des risques financiers entre les Etats membres et la nécessaire atténuation du déficit de régulation macroéconomique de la zone euro, la Commission européenne a fait preuve de beaucoup de pusillanimité dans ses propositions de réformes. Le manque patent d'ambition avait toutes les chances d'être suivi d'effets secondaires, sinon marginaux.

Christophe Blot, Paul Hubert et Fabien Labondance (*L'économie européenne 2018*) se concentrent sur les voies de réforme de la gouvernance monétaire de la zone euro, après des années de recours intensif aux politiques monétaires, tant conventionnelles que non conventionnelles, de la Banque centrale européenne. Ils évoquent ainsi l'élargissement officiel du mandat de la BCE à la stabilité financière, conforme à l'importance prise par la BCE dans l'union bancaire européenne, et incitent à la réflexion sur la porosité grandissante entre politiques monétaire et budgétaire et sur le processus de décision monétaire au sein de la BCE qui continue à faire la part belle aux « petits » pays, malgré l'adoption d'un système de rotation entre les banquiers centraux nationaux de la zone euro.

L'année 2018 a aussi la parution d'un ouvrage, en anglais, sur les vingt ans de l'euro. Jérôme Creel, Eloi Laurent et Jacques Le Cacheux ont coordonné un cinquième volume du *Report on the State of the European Union*. Si certains chapitres rejoignent ceux discutés plus haut et paru dans *L'économie européenne 2018* – c'est le cas notamment du chapitre de Maxime Parodi, et d'un chapitre de Jérôme Creel et Francesco Saraceno, d'autres apportent des éclairages complémentaires et différents.

Jérôme Creel revient sur les fondements monétaires de l'euro et sur les institutions auxquelles il a été associé : banque centrale européenne et règles budgétaires, notamment, dont les mandats et les actions s'inscrivaient dans un environnement économique, financier et politique stable. Vu qu'il n'a pas été au rendez-vous, des réformes ont dû être mises en œuvre, tant du côté budgétaire (J. Creel, et F. Saraceno, *Report on the State of the European Union*) que monétaire (C. Blot, et al., *Report on the State of the European Union*). Ces réformes continuent d'opposer les tenants d'une Europe respectueuse des Traités, donc du droit, et ceux d'une Europe plus sociale et solidaire. Elles restent inachevées car les propositions de la Commission, à mi-chemin de ces deux extrêmes, peinent à convaincre.

Au-delà des réformes de la gouvernance budgétaire et monétaire européenne, l'ouvrage s'attache à représenter les dynamiques politiques, sociales et environnementales à l'œuvre dans l'UE. Le chapitre de Guillaume Allègre (*Report on the State of the European Union*) traite des facteurs contribuant aux inégalités dans les pays développés (changement technologique, mondialisation, déclin des syndicats). Bien que les inégalités se soient accrues moins rapidement dans l'UE que dans les autres régions du monde, les niveaux d'inégalité entre pays sont hétérogènes en Europe, en raison des différences dans les institutions du marché du travail, qui déterminent les inégalités de salaire, et des différences dans la redistribution opérée par l'impôt et le système de prestations. En termes d'inégalité entre pays européens, il y a cependant eu une convergence, quoiqu'elle fût limitée aux pays aux revenus les plus bas. Globalement, les inégalités globales dans l'UE - mesurées entre citoyens européens - se situent au même niveau qu'aux États-Unis. La concurrence fiscale autour des bases d'imposition mobiles pèse certainement sur la progressivité du système fiscal global. Afin de limiter les inégalités, l'UE doit limiter la concurrence fiscale, notamment par le biais de taux d'imposition minimaux sur les revenus des entreprises; il doit également mettre fin aux stratégies de croissance à bas salaire par une coordination des politiques salariales nationales.

Le chapitre d'Hélène Péruvier et Grégory Verdugo (*Report on the State of the European Union*) étudie ensuite l'évolution des marchés du travail européen dans une perspective de genre, tout en distinguant les évolutions structurelles de la dynamique cyclique expliquée par la crise. Dans la plupart des pays, bien que la participation des femmes à la population active ait augmenté de manière spectaculaire au cours des dernières décennies, l'écart entre les sexes reste important. Du côté cyclique, l'impact de la crise sur les femmes et les hommes est bien établi. Sur le plan structurel, l'augmentation du niveau d'éducation des femmes est un facteur majeur de leur participation croissante au marché du travail. En outre, alors que l'UE tentait d'accompagner l'augmentation de la participation des femmes sur le marché du travail et la réduction de l'écart entre les hommes et les femmes, sa stratégie s'est finalement révélée décevante. En se concentrant sur le taux d'emploi sans considérer l'emploi à temps partiel, la stratégie européenne pour l'emploi a limité les résultats en termes d'égalité de genre, en particulier dans

les pays où la proportion de femmes travaillant à temps partiel est élevée. Enfin, Horizon 2020 ne contient pas d'objectif de genre.

Le chapitre de Gisela Landa et al., (*Report on the State of the European Union*) s'efforce de définir le rôle que l'UE peut jouer pour favoriser efficacement la mise en œuvre de politiques ambitieuses de transition énergétique. Premièrement, la plupart des projets liés à la transition énergétique sont mieux gérés au niveau local ou national, ce qui permet au niveau européen d'être mieux armé pour assurer le rôle de collecteur de fonds ou de projet pilote d'infrastructures de réseau transnational d'énergie et de transport. Ceci est mis en évidence par une analyse des projets financés par le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Deuxièmement, une coordination entre les politiques énergétiques nationales devrait être assurée au niveau de l'UE, ce qui permettrait d'associer plus efficacement les différentes sources de financement, de constituer un marché de capacité et même de définir une politique commune de taxe sur le carbone en plus du système d'échange de quotas d'émission. Malgré une position de leader significative dans de nombreux projets écologiques de R&D, la quasi-disparition de l'industrie manufacturière photovoltaïque européenne par ses concurrents chinois devrait pousser les autorités européennes à prendre pleinement conscience de la fragilité des avantages temporaires européens. Une fois la phase de R&D achevée, des efforts supplémentaires doivent être consentis pour la commercialisation de produits et de technologies innovants liés à la transition énergétique.

Le chapitre d'Eloi Laurent (*Report on the State of the European Union*) préconise une approche en deux temps pour « ré-enchanter » le projet européen: premièrement, placer le bien-être et la soutenabilité, et non la discipline budgétaire, la croissance ou la finance, au centre de la politique européenne; deuxièmement, construire un état socio-écologique calibré pour le début du 21^{ème} siècle où les inégalités et les crises écologiques se nourrissent les unes les autres. Cette approche serait cohérente avec l'histoire de l'UE, qui s'est construite en tant que puissance normative et post-matérialiste. Dans le contexte géopolitique actuel, l'UE doit également prendre son destin en main et s'affranchir des États-Unis, où l'obsession de la croissance, du profit et de la finance coïncide avec la dégradation alarmante des inégalités, de la santé, de la confiance en la démocratie et de la qualité de l'environnement.

Parution de *l'Economie européenne 2019*, Repères, éditions La Découverte, le 28 février 2019, coordonné par Jérôme Creel. Cet ouvrage dresse le bilan de l'Union européenne(UE) vingt ans après la naissance de l'euro et à quelques semaines de la date-butoir du 29 mars 2019 supposée voir se réaliser l'impensable il y a encore quelques années: la sortie d'un Etat membre de l'UE, en l'occurrence le Royaume-Uni. L'ouvrage revient sur l'évolution du projet de monnaie unique, rapport officiel après rapport officiel depuis les années 1960, et sur l'influence allemande, notamment dans le domaine monétaire. Ainsi l'euro, largement approuvé par les citoyens européens, est-il devenu une monnaie stable qui, en contribuant globalement à la stabilité des prix, a protégé le pouvoir d'achat des Européens. Ce n'est pas une mince réussite. Elle ne doit pas pour autant masquer les difficultés à faire émerger des convergences dans de nombreux domaines : structures des marchés du travail, dynamiques industrielles, politiques migratoires, systèmes de retraite, fiscalité des entreprises, et adaptation aux défis numériques, pour ne citer que ceux auxquels un chapitre est consacré.

Dans le cadre de l'animation du débat européen, la *Revue de l'OFCE* a publié un numéro « **Améliorer la Construction Européenne** » en décembre 2018. Ce numéro a regroupé 23 contributions de différents horizons afin de cerner les difficultés de la construction européenne.

Les contributions à ce numéro proviennent d'économistes et spécialistes européens de différentes institutions et d'économistes de l'OFCE, qui tous trouvent ici l'espace pour présenter leurs analyses aux lecteurs français. Ce numéro est composé de six parties, qui sont autant d'angles d'analyse de la question européenne. La première partie présente des éléments d'analyses des divergences et convergences réelles de l'Union européenne.

La seconde partie concerne l'aspect plus strictement monétaire et financier de l'union économique et monétaire. La troisième partie aborde la question de la coordination des politiques budgétaires dans la zone euro. La quatrième partie traite la question de la fiscalité des entreprises en Europe. La cinquième partie de cette revue élargit le débat à des aspects qu'il est urgent d'articuler avec l'analyse économique : le climat et la transition énergétique. La sixième partie s'arrête enfin sur la question de la démocratie et des institutions en Europe.

Les contributeurs à ce numéro sont des chercheurs externes à l'OFCE comme Paul De Grauwe, Emiliano Grossman, Maria Jepsen, Yuemei Ji, Enrico Letta, Marcello Messori, Julien Pellefigue, Philippe Pochet, Nicolas Véron.

Mais aussi des économistes de l'OFCE : Pierre Aldama, Guillaume Allègre, Céline Antonin, Christophe Blot, Edouard Challe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Cyrielle Gaglio, Mattia Guerini, Sarah Guillou, Eric Heyer, Paul Hubert, Gissela Landa, Eloi Laurent, Sandrine Levasseur, Pierre Madec, Paul Malliet, Mauro Napoletano, Lionel Nesta, Rémi Odry, Maxime Parodi, Hélène Périvier, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Frédéric Reynès, Raul Sampognaro, Aurélien Saussay, Francesco Saraceno, Henri Sterdyniak, Xavier Timbeau, Vincent Touzé, Grégory Verdugo, Sébastien Villemot.

A la suite de ce numéro des initiatives et débats ont été organisés afin de discuter les analyses et propositions :

- Workshop ETUI/OFCE : Relancer l'Europe sociale, quelques propositions pour améliorer la dimension sociale (01/04/2019)
- Workshop OFCE : L'Europe bancaire (04/04/2019)
- Workshop OFCE : L'industrie a-t-elle besoin de l'UE ? (10/04/2019)
- Workshop Sciencespo/OFCE/CEE : Qu'a fait l'Europe ? Bilan de la législature européenne 2014-2019 (16/05/2019)

Comprendre la dynamique européenne

De l'iAGS (independent Annual Growth Survey) à l'iASES (independent Annual Sustainable Economy Survey)

Le projet iAGS a été développé au cœur de la crise des dettes souveraines en zone euro pour proposer une analyse alternative au consensus sur la politique macroéconomique. Les principaux arguments développés depuis maintenant 7 années sont :

- La stabilité des finances publiques et en particulier la soutenabilité de la dette publique est un objectif de moyen terme qui demande de prendre en compte les effets de court terme de la politique budgétaire (multiplicateurs budgétaires), de la politique monétaire (inflation, taux à court terme) et des taux souverains (taux à long terme, spread de taux). Le principal résultat est qu'en présence de non linéarités notoires et établies empiriquement, caractéristiques d'une situation de crise financière, bancaire et économique de grande ampleur, il vaut mieux reporter l'ajustement budgétaire que de poursuivre un objectif de réduction immédiat de la dette publique. La stratégie budgétaire en particulier doit être « *backloadée* » plutôt que « *frontloadée* ». Par ailleurs, la politique monétaire et en particulier le lien avec la formation des spreads de taux long (i.e. la politique monétaire non conventionnelle) ainsi que l'ancrage des anticipations de prix (un autre aspect de la politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle) sont autant d'instruments complémentaires. La complexité est accrue du fait de l'interaction entre les économies de la zone euro et ce d'autant plus que l'on cherche également la stabilité et la soutenabilité des positions extérieures nettes intra et extra zone euro
- La réduction du chômage ainsi que la nature détaillée des politiques budgétaires, dans un contexte où la crise économique induit un ensemble de chocs dont les conséquences redistributives ne sont pas neutres, provoque des dynamiques d'inégalité. Or l'attention portée aux inégalités dans le haut de la distribution des revenus (les 1% les plus aisés et au-delà), risque de masquer d'importants phénomènes qui se produisent dans le bas de la distribution des revenus ou géographiquement entre régions européennes. Les canaux sont à la fois les prestations sociales ou les autres instruments de redistributions vers les plus pauvres, mais aussi les effets directs ou induit par des réformes sur le marché du travail. Le chômage pèse plus sur les moins qualifiés et sur l'évolution de leur rémunération. Les dimensions géographiques ont à voir à la fois avec des effets pays (plus ou moins d'austérité induit plus ou moins de redistribution géographique) et les effets sectoriels (qui se combinent avec les spécialisations géographiques). Les conséquences de la crise se sont en partie estompées si l'on se limite aux indicateurs « simples » comme le taux de chômage mais on peut constater une scarification profonde lorsqu'on analyse d'autres indicateurs comme par exemple le ratio D1/D6 entre les déciles de la distribution de revenu. Par ailleurs, la dynamique des inégalités a reçu peu d'attention dans le débat européen, laissant le sujet au niveau de débats nationaux inégaux et contraints.
- Que ces différents éléments interagissent avec les institutions et les règles européennes. A cet égard, le mal européen est d'être gouverné par les nombres et dans une gouvernance qui de plus ajoute aux nombres des règles. Dans cette optique, nous avons développé des analyses quantitatives et quantifiées, afin de parler le même langage, mais en ajoutant une dimension critique de la quantification. En replaçant les nombres dans leur environnement et en les reliant à des objectifs plus sensés, on peut en accroître la signification. En modélisant et en s'appuyant sur un ensemble empirique riche, nous avons également montré à la fois la complexité des interactions et la nécessité d'adapter les règles aux circonstances afin que les objectifs généraux soient bien atteints.

Le travail de l'année 2018 a opéré un virage notable. La première matérialisation en est le changement de nom, ajoutant à l'analyse la question de la soutenabilité environnementale. Ce

virage est motivé par deux raisons principales. La première est que la phase aigüe de la crise est achevée. Il ne s'agit plus de promouvoir une stratégie macroéconomique différente pour arriver à un même objectif. Il s'agit au contraire de généraliser les recommandations sur les axes de soutenabilité que nous avons exploré depuis 2012, à savoir les inégalités dans leurs nombreuses dimensions et les questions macroéconomiques (dettes publiques, positions extérieures). La seconde raison tient à la nécessité dans cette perspective de soutenabilité générale d'intégrer la question environnementale.

Notre constat est que le semestre européen est un instrument efficace amis qui produit avant tout de la surveillance et de la pression par les pairs plus que de la coordination. Le cadre général des Objectifs de Développement Durable (ODD) peut ainsi être intégré dans cette démarche : les pays conviennent d'objectifs, ils s'engagent à un horizon temporel et ont ensuite la charge de produire les politiques publiques nécessaires. Le cadre de surveillance propose une mesure de la distance à l'objectif, analyse les politiques mises en œuvre dans leur capacité à réduire cette distance et intègre les effets de bords sur les autres indicateurs. Sur la base de ce diagnostic, des inflexions de politique ou de nouvelles politiques peuvent être proposés.

La notion de dette climatique, que nous avons développée et introduite dans le rapport iASES 2019, s'inscrit dans ce schéma. Elle permet, assez simplement, et sur la base d'information publique, d'apprécier la distance à la cible climatique (la réduction d'émissions de GES nécessaire pour respecter les engagements climatiques – par exemple ceux convenus à la COP21, +2°C d'augmentation des températures par rapport à l'époque préindustrielle) et d'évaluer la dynamique des efforts. Les politiques en cours peuvent être évaluées et quantifiées dans cette métrique générale. Les pays peuvent enfin être comparés à la fois de façon statique et dynamique.

Politique monétaire et budgétaire

Le thème de la stabilité financière et celui de la politique monétaire en Europe ont donné lieu à de nombreux travaux qui ont irrigué plusieurs projets importants pour l'OFCE.

Tout d'abord, des études spéciales ont été préparées en soutien des prévisions macroéconomiques biennuelles menées par le Département analyse et prévision. En 2018, elles ont porté sur les déterminants du taux de change euro/dollar (C. Blot, et al., *Revue de l'OFCE*, 155) et sur la contribution de la politique monétaire à la croissance économique dans plusieurs pays, dont les Etats-Unis et la zone euro (C. Blot et P. Hubert, *Revue de l'OFCE*, 159).

D'autres travaux ont paru dans la *Revue de l'OFCE* sur la macroéconomie en information parfaite (P. Hubert et G. Ricco, *Revue de l'OFCE*, 157) ou dans des revues extérieures à comité de lecture, sur les effets redistributifs des politiques monétaires de la BCE (C. Blot et al., *Revue d'économie financière*, 158), sur l'impact de la politique de « forward guidance » de la BCE sur la structure par terme des taux d'intérêt (P. Hubert et F. Labondance, *International Journal of Central Banking*, 14), et sur une vision cliométrique de la politique monétaire de la Fed autour de la période de Grande Dépression (O. Damette et al., *Studies in nonlinear dynamics & econometrics*, 22).

Enfin, les travaux sur la politique monétaire et la stabilité financière ont trouvé un support de visibilité institutionnelle important auprès du Parlement européen et de la BCE. L'OFCE fait en effet partie depuis 2015 du groupe d'experts sollicités tous les trimestres pour aider à la préparation du dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE². Ainsi chaque trimestre l'OFCE prépare-t-il un *policy brief* remis aux parlementaires européens et aux équipes du président de la BCE. Ces *policy briefs* sont publics et postés sur un site dédié du Parlement européen. Les quatre thèmes traités en 2018 ont été les suivants.

En février 2018, l'OFCE s'est penché sur les liens entre reprise de la croissance et inflation (C. Blot, et al. *OFCE Policy Brief*, 33). Les auteurs examinent les déterminants de l'inflation dans la zone euro depuis 2000 et montrent que les déterminants les plus importants sont les anticipations d'inflation et la croissance des salaires. Les deux indicateurs ont contribué négativement à l'inflation depuis 2014, mais les anticipations d'inflation l'ont été de moins en moins depuis 2015, tandis que la contribution de la croissance des salaires est restée négative. Les auteurs estiment que les réformes structurelles pourraient avoir limité la capacité de la BCE à atteindre rapidement son objectif d'inflation.

En mai 2018, l'OFCE a étudié les risques que la politique de collatéral de la BCE et ses changements font peser sur la zone euro (C. Blot, et al., *Monetary Dialogue*, juin 2018). Depuis 2008, la Banque centrale européenne (BCE) a sensiblement modifié sa politique de collatéral, c'est-à-dire le montant et la qualité des actifs qu'elle exige d'une banque commerciale en garantie du prêt qu'elle lui octroie, ainsi que la décote qu'elle applique sur la valeur de cet actif en cas de défaut de contrepartie. Les modifications de cette politique ont eu potentiellement des répercussions sur le risque pris par la BCE en même temps qu'elles ont facilité l'accès des banques commerciales à la liquidité. L'étude fait le point sur cette politique et sur ses enjeux.

Ces deux premières études ont respectivement donné lieu à la publication d'un post sur le blog de l'OFCE.

En septembre 2018, l'OFCE a analysé les modes de communication des banques centrales selon le contexte conjoncturel (C. Blot et P. Hubert, *Monetary Dialogue*, septembre 2018). Les banques centrales ont intensifié leurs communications depuis le milieu des années 1990 et celles-ci sont devenues un instrument d'élaboration des politiques des banques centrales. De nombreuses preuves empiriques suggèrent que la communication a effectivement amélioré la transmission de la politique monétaire avant et pendant la crise financière. Néanmoins, l'utilisation de la communication comme instrument politique est fragile car elle dépend des perceptions et des convictions des agents économiques. Il est donc essentiel que la communication de la banque centrale reste cohérente avec les décisions politiques.

En novembre 2018, la question de la bonne pratique de politique monétaire selon le régime de croissance économique dans la zone euro a donné lieu au dernier *Policy Brief* de l'année. Le récent ralentissement économique dans la zone euro dépend de facteurs liés à l'offre et à la demande, qui ont des conséquences différentes sur la production potentielle. D'une part, elle peut croître à faible allure pendant longtemps; par contre, elle pourrait bientôt croître un peu plus vite. La stratégie de la BCE doit s'adapter à ces différents résultats possibles. Quoi qu'il en

² Les autres experts sont des institutions (Bruegel, CASE, CEPS, DIW, Kiel Institute for the World Economy, LSE) ou des économistes (Andrew Hughes Hallett et Karl Whelan).

soit, les auteurs soulignent que la BCE dispose de marges de manœuvre quelle que soit l'évolution de la production potentielle européenne.

En 2019, un workshop et un ouvrage sur l'état de l'investissement public en Europe seront coordonnés par Francesco Saraceno.

Le système productif européen

Le DRIC contribue également aux analyses européennes avec différents travaux. Tout d'abord, un effort empirique considérable a été mené sur la caractérisation des investissements en TIC des économies européennes. En l'espèce, l'OFCE s'intéresse à la place de l'Europe dans la révolution numérique en comparaison de celle des États-Unis et de la Chine par trois approches complémentaires : la première, macro-sectorielle, évalue le tissu productif numérique, la deuxième, microéconomique, discute le rôle des acteurs de l'économie des plateformes, la troisième couvre les environnements financier et institutionnel. Il apparaît que l'Europe peine à se constituer en puissance numérique. Elle est marquée par des disparités entre ses États membres et par un retard vis-à-vis des États-Unis et de la Chine dans les secteurs associés à la révolution numérique. Toutefois, à certains égards, l'économie européenne dispose d'atouts prometteurs, notamment dans les services. Forte de son vaste marché de consommateurs qualifiés, l'Europe se montre très active en matière de régulation numérique et de prise en compte des enjeux sociétaux.

Dans une autre recherche, l'OFCE étudie également la convergence et la synchronisation des systèmes industriels de l'Union européenne. Les données issues de l'OCDE mettent en exergue une hétérogénéité prononcée : l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas sont apparemment "guéris" de la grande récession, tandis que l'Espagne et l'Italie présentent toujours des symptômes inquiétants : faiblesse des gains de productivité du travail et faible niveau du PIB. L'économie française se situe entre ces deux groupes. L'exercice empirique révèle une fracture Nord/Sud qui graduellement s'affirme. Tout se passe comme si la réduction des coûts de transaction dans l'UE accentue la concentration de l'activité industrielle hautement spécialisée en Allemagne, au détriment de ses voisins européens. Cette hétérogénéité croissante des structures productives est à la base de l'absence de synchronisation des cycles au sein de l'Union, et représentent ce faisant un défi majeur pour les futures politiques macroéconomiques de l'Union européenne.

Dans le cadre du contrat européen *ISIGrowth*, une étude plus précise s'est concentrée sur la comparaison des niveaux de productivité entre les entreprises manufacturières françaises et allemandes. L'étude révèle l'effet asymétrique de la grande récession sur la productivité des entreprises dans les deux pays. Nos résultats révèlent un avantage productif systématique des entreprises allemandes sur les entreprises françaises sur la période 2003-2013. Toutefois, les écarts de productivité se sont considérablement réduits au fil du temps. Ce résultat s'explique à la fois par une meilleure performance des entreprises françaises dans tous les secteurs et par une détérioration des entreprises allemandes dans certains secteurs, notamment durant la Grande Récession.



PUBLICATIONS³

- Aldama P., *et al.*, « Améliorer la construction européenne », *Revue de l'OFCE*, vol. 158, 482 pages, décembre 2018.
- Allègre G., « Mitigating the inequality crisis », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe*, (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 133-149, 2018.
- Blot C., « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2018*, (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 5-18, 2018.
- Blot C., J. Creel et P. Hubert, « Why does the recovery show so little inflation? », *OFCE Policy Brief*, 33, 15 mars 2018.
- Blot C., J. Creel et P. Hubert, « The effects and risks of ECB collateral framework changes », *Parlement européen. Monetary Dialogue*, juin 2018.
- Blot C., J. Creel, P. Hubert et F. Labondance, « Les effets redistributifs des politiques monétaires de la BCE », *Revue d'économie financière*, vol. 128, n° 4, p. 165-180, janvier, 2018.
- Blot C. et P. Hubert, « Central bank communication during normal and crisis times », *Parlement européen. Monetary Dialogue with the ECB*, septembre 2018.
- Blot C. et P. Hubert, « Une analyse de la contribution de la politique monétaire à la croissance économique », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 231-254, décembre, 2018.
- Blot C., P. Hubert et F. Labondance, « Quelles réformes pour la Banque Centrale Européenne ? », in *L'économie européenne 2018*, (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 97-109, 2018.
- Blot C., P. Hubert et F. Labondance, « Reforming the European Central Bank », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe*, (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 83-96, 2018.
- Blot C., P. Hubert et R. Odry, « Taux de change euro/dollar : un effet BCE ou réserve fédérale ? », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 335-354, avril, 2018.
- Creel J. (dir.), *OFCE, L'économie européenne 2018*. La Découverte, Collection Repères, 125 pages, 2018.
- Creel J., É. Laurent et J. Le Cacheux (dir.), *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe*, Palgrave Macmillan, 227 pages, 2018.
- Creel J. et F. Saraceno, « Les réformes budgétaires dans la zone euro », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 81-96, 2018.
- Creel J. et F. Saraceno, « The future of the euro area: the possible reforms », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 115-130, 2018.
- Damette O., F. Jawadi et A. Parent, « Can a Taylor rule better explain the Fed's monetary policy through the 1920s and 1930s? A nonlinear cliometric analysis », *Studies in Nonlinear dynamics & Econometrics*, vol. 22, n° 5, octobre, 2018.

³ Pour voir l'ensemble des publications : <https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue.php>.

- Hubert P. et F. Labondance, « The effect of ECB forward guidance on the term structure of interest rates », *International Journal of Central Banking*, vol. 14, n° 5, p. 193-222, décembre, 2018.
- Hubert P. et G. Ricco, « Imperfect information in macroeconomics », *Revue de l'OFCE. Whither the economy ?*, vol. 157, p. 181-196, septembre, 2018.
- Landa G., P. Malliet, F. Reynès et A. Saussay, « Building a consistent European climate-energy policy », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 171-185, 2018.
- Laurent É., « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 18-31, 2018.
- Laurent É., « La politique climatique européenne : vers une nouvelle ambition ? », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 56-68, 2018.
- Laurent É., « Toward a well-being Europe », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 187-202, 2018.
- Levasseur S., « La City de Londres et le Brexit », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 110-121, 2018.
- Mathieu C. et H. Sterdyniak, « Brexit : comment le Royaume-Uni et l'Union européenne vont-ils rebondir ? », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 32-43, 2018.
- Parodi M., « L'Union européenne : une démocratie de démocraties », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 69-80, 2018.
- Périer H. et G. Verdugo, « A dynamic towards gender equality? Participation and employment in European labour markets », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 151-169, 2018.
- Villemot S., « La mobilité du travail en Europe », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 44-55, 2018.

Les questions environnementales

Des outils pour analyser les questions environnementales

ThreeME

L'OFCE développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et NEO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Convention avec l'ADEME

- **Optimisation et standardisation du modèle *ThreeME***

Des améliorations techniques ont été apportées au modèle afin d'améliorer et d'optimiser son utilisation. Les définitions des principales variables ont été rationalisées et standardisées afin de faciliter l'adaptation du modèle en dehors de France. On notera en particulier la refonte complète de la représentation du système fiscal. Par ailleurs, un effort de simplification et de rationalisation a été fait concernant le lien entre le modèle de base et les différentes extensions du modèle (en particulier les blocs logement, transport, marchés financiers) afin de pouvoir plus facilement les isoler les uns des autres.

- **Adaptation de l'algorithme de calibrage des données de *ThreeME***

Afin de permettre la recalibration de *ThreeMe* sur des données plus récentes, ainsi que faciliter la mise à jour de cette calibration en continu, un nouvel algorithme de calibration, entièrement automatisé, a été développé. Contrairement aux versions antérieures, ce nouvel algorithme permet en particulier d'adapter la désagrégation sectorielle du modèle aux besoins des scénarios étudiés. La recalibration du modèle utilise comme données primaires la base de données internationale WIOD. Une analyse de sa cohérence pour la France avec les données d'Eurostat a été mise en œuvre. Il apparaît que la version 2016 de WIOD est équivalente à Eurostat. L'utilisation de WIOD doit permettre à terme l'adaptation rapide d'une version basique de *ThreeME* pour chacun des 43 pays inclus dans la base de données.

- **Automatiser la mise à jour de la documentation du modèle**

Afin de générer automatiquement la documentation du modèle au format pdf, chaque équation du modèle a été clairement documentée dans le code même. Pour plus de clarté, l'ordre des

équations et la définition des blocs a été redéfini. Un compilateur programmé dans R a ensuite été spécifié. Ce procédé permet de faire consigner la description des équations du modèle au sein même des fichiers qui en assurent la définition. Par ailleurs, le processus de production automatique de la documentation de référence (mise en page sous LaTeX) garantit une mise à jour constante du guide utilisateur de *ThreeME*

- **Amélioration de la modélisation du marché des capitaux**

Un marché du crédit bancaire et un marché obligataire sont introduits dans le bloc financier de *ThreeMe*. Un premier prototype préliminaire réalisé en 2017 avait mis en lumière un certain nombre de difficultés. Le travail réalisé sur le prototype initial a été consolidé en 2018, en poursuivant les tests de stabilité ainsi qu'en testant différentes spécifications. Ce travail a permis de résoudre les problèmes de stabilité et de comparer les propriétés d'un modèle simple qui tient compte seulement d'une fonction de réaction de la banque centrale (comme dans la version actuelle de *ThreeME*) et une version qui modélise explicitement les marchés financiers en distinguant le crédit bancaire du crédit obligataire.

- **Améliorer la modélisation et le calibrage de l'efficacité énergétique des secteurs**

Les travaux réalisés cette année s'inscrivent dans la continuité des réalisations de 2017. Le principal résultat est qu'adopter une approche non-paramétrique dans l'estimation de l'élasticité conduit cette dernière à dépendre du choix dans les combinaisons de facteurs de production. Ainsi cette élasticité devient décroissante au fur et à mesure que l'on remplace du capital par de l'énergie (c'est-à-dire avec la mise en œuvre des investissements d'efficacité énergétique). L'interprétation que l'on en retient est que l'élasticité et donc la relative facilité avec laquelle on substitue un facteur de production va dépendre du potentiel technique qui peut être fini (du moins en l'absence de progrès technique). Il est donc possible qu'une entreprise ait une fonction de production où les facteurs sont initialement substituables mais deviennent complémentaires à mesure que l'on se rapproche du potentiel technique.

Modélisation hybride de l'économie mexicaine (projet AFD-Mexique)

L'OFCE, l'AFD (Agence Française de Développement) et SENER (Ministère de l'énergie mexicain) ont mis en place un projet de collaboration scientifique qui a démarré début 2018. Cette coopération a pour objectif le développement d'une nouvelle version du modèle *ThreeMe-Mex*, le transfert de capacités techniques concernant la modélisation de l'économie mexicaine et la facilitation du dialogue interministériel en ce qui concerne les impacts économiques des politiques climatiques. Le modèle est dédié à l'évaluation des effets macroéconomiques et environnementaux des politiques énergétiques de SENER, en faisant partie de leur système de modèles énergétiques intégrés mis en place par l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM).

Le projet inclut cinq modules de travail qui ont été réalisés en étroite collaboration avec des administrations mexicaines et des organisations internationales, particulièrement pour l'évaluation des scénarios électriques, du marché du carbone et des politiques d'efficacité énergétique. Nous avons travaillé, notamment, avec le Ministère de l'Environnement (SEMARNAT), la Commission Nationale de l'Efficacité Énergétique (CONUEE), le Ministère de

Finance et du Crédit Public (SHCP), Ea Energy Analyses, Enerdata et l'agence de l'énergie Danoise. Les différentes activités de cette coopération vont se poursuivre tout au long de l'année 2019.

Impacts macroéconomiques de la rénovation énergétique

L'OFCE a mené de 2016 à 2017 un projet visant à associer le modèle de micro-simulation des décisions de rénovation des ménages Menfis et le modèle macroéconomique *ThreeME*. Le bouclage a été réalisé avec succès en 2017. La méthodologie adoptée et les premiers résultats avaient été présentés lors d'un séminaire de la Chaire Modélisation-Prospective en octobre 2017. Le modèle est en cours a été livré auprès de la DHUP en mars 2018, ainsi que l'interface graphique dédiée, réalisée spécifiquement pour ce projet. Le projet a été clôturé en avril 2018.

Dans la continuité de ce projet, l'OFCE a remporté un appel d'offre de l'ADEME portant sur la mise à jour du modèle Menfis et son adaptation à une plateforme de modélisation plus performante que Scilab – sur laquelle le modèle reposait jusqu'à présent. L'OFCE a réalisé un audit complet du code, a corrigé les erreurs identifiées, l'a documenté et traduit intégralement en anglais et enfin adapté dans le langage R, ce qui a permis un gain de performance d'un facteur 4. Ce projet va permettre la publication du modèle en open source en 2019. Par ailleurs, il contribue à développer les capacités de l'OFCE en matière de micro-simulation, particulièrement en ce qui concerne les impacts des mesures incitatives accompagnant la transition énergétique dans le secteur résidentiel.

Modélisation du scénario RéPOS dans la région Occitanie

La région Occitanie, à la demande de sa présidente Carole Delga, a élaboré en partenariat avec Enerdata au cours du premier semestre 2017 un scénario dit « Région à Énergie Positive », ou RéPOS. Ce scénario vise à faire de l'Occitanie une région exportatrice nette d'énergie entièrement décarbonée à l'horizon 2050. Suite à cet exercice technique, la région, en collaboration avec l'Ademe, a souhaité faire réaliser une évaluation macroéconomique de l'implémentation de ce scénario. L'OFCE, en partenariat avec NEO et le cabinet iCare, a remporté cet appel d'offre. La modélisation des impacts économiques du scénario RéPOS est effectuée sur une version du *ThreeMe-France* adaptée à l'échelle et à la structure de l'économie occitane. Le projet a été livré à la Région Occitanie en février 2018.

Carbon Consumption Survey

L'OFCE s'est vu attribuer la charge d'un projet de recherche de 24 mois, étendu de 8 mois pour 2019, en partenariat avec le bureau d'études Beyond Ratings dénommé Carbon Consumption Survey. Ce projet vise à construire un modèle de simulation de politiques fiscales qui se base sur une cartographie des flux d'émissions de carbone qui soit la plus détaillée possible. Celle-ci vise à identifier à la fois l'origine géographique et sectorielle des émissions de Gaz à Effet de Serre importées et leurs destinations finales entre différentes classes de ménages.

La base de données des flux d'émissions a été appariée à la base de micro-données du budget

des familles 2011 (INSEE), et les consommations renseignées sont calées sur les données issues de la comptabilité nationale. Une estimation des élasticités de consommation par un modèle AIDS a également été produite afin d'identifier, et ce pour différentes catégories de ménages, les élasticités de prix directe et ainsi différencier les impacts avec comportements de ces catégories.

Enfin, des simulations de fiscalité carbone aux frontières ont été produites et seront complétés avant Avril 2019, date du séminaire final de restitution des résultats pour constituer une analyse en variante des impacts potentiels d'une fiscalité carbone aux frontières sur la consommation des ménages français.

Valorisation de la recherche et dissémination

F. Reynès (à paraître, *Mathematical Social Sciences*, 2019) présente les fondements théoriques de la fonction de production utilisée dans *ThreeME*. Il montre en particulier que cette fonction de production, dénommée fonction *Variable Output Elasticities Cobb–Douglas*, est une généralisation de la fonction CES en autorisant des élasticités de substitution différentes entre chaque paires d'input. Elle présente aussi l'avantage de conduire à des fonctions de demande d'intrant linéaire – contrairement à la fonction translog, par exemple.

G. Landa *et al.* (*Report on the State of the European Union*) analysent le rôle des politiques européennes dans la lutte contre le changement climatique au sein de l'Union Européenne. Ils identifient les rôles pertinents que peut remplir l'échelon européen dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le financement des investissements d'efficacité énergétique et dans les énergies renouvelables, la coordination des stratégies de décarbonation, ou encore la coopération en matière de recherche et développement.

M. Sato et A. Saussay (*Gratham Research Institute Working Paper*, 311) examinent l'impact des prix relatifs de l'énergie sur la localisation de l'investissement des firmes industriels. A l'aide d'une base de données originale de près de 70 000 transactions, ils établissent que les firmes industrielles sont bien attirées vers les pays où l'énergie est la moins chère. Cet effet est toutefois principalement observé pour les secteurs les plus énérgo-intensifs. Seuls ces secteurs nécessitent donc des politiques compensatoires en cas de mise en place d'un prix du carbone élevé. Cet article a reçu le prix du meilleur article par un jeune économiste de la FAERE en 2018.

A. Saussay (à paraître, *OFCE Working Paper*, 2019) analyse l'hétérogénéité de la réponse des ménages face à l'augmentation des prix de l'essence. En estimant un modèle dynamique de la demande sur un panel de ménages américains, il observe notamment que la demande des ménages les plus modestes est plus rigide face à un choc de prix, ce qui retarde leur adaptation et renforce le caractère régressif de la taxation de l'essence. Cet article a reçu le second prix du meilleur article par un jeune économiste de l'énergie de la FAEE en 2018.

A. Guéret *et al.* (*OFCE Policy Brief*, 44) introduisent le concept de dette climatique, destiné à mesurer la distance entre les trajectoires d'émissions résultant des politiques de transition énergétique mises en place par chaque pays et le budget carbone cohérent avec leurs engagements climatiques. Celle-ci est ensuite chiffrée en euros, afin d'obtenir une estimation

des dépenses futures, non prises en compte à ce jour, qui résulteront du report de la mise en œuvre de mesures d'atténuation climatique.

La question de la perception du changement climatique, de l'impact différencié des politiques environnementales et des conséquences des catastrophes naturelles, tant sur l'emploi que sur les conditions de vie, est également analysée par plusieurs chercheurs du DRIC.

D. Consoli, C. Marin, D. Popp et F. Vona (*Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*, 5) étudient les compétences les plus pertinentes sur le marché du travail à l'heure des politiques de transition vers des économies durables. Ils identifient deux grands ensembles de « compétences vertes », à savoir : les compétences d'ingénieur pour la conception et la production de technologies d'une part et, d'autre part, les compétences managériales de mise en œuvre et de suivi des plans organisationnels liés à l'environnement. Ils montrent enfin que la régulation environnementale semble avoir un impact sur la demande de « compétences vertes ».

L. Nesta *et al.* (*OFCE Working Paper*, 5) analysent l'efficacité des incitations générées par les politiques environnementales sur le développement des innovations dans le secteur énergétique sur la période 1990-2012 à travers plusieurs pays. En particulier, ils mettent en évidence qu'il existe des effets de seuil qui dépendent du degré de compétence des économies nationales dans le domaine des technologies fossiles et renouvelables.

G. Marin et F. Vona (*OFCE Working Paper*, 23) s'intéressent aux impacts différenciés des politiques climatiques sur l'emploi et montrent que ces dernières sont globalement défavorables aux travailleurs manuels tandis qu'elles favorisent les techniciens et les professions intellectuelles.

F. Chiaromonte, M. Coronese, F. Lamperti et A. Roventini (*LEM Working Paper*, 22) se penchent sur la question de la répartition des dommages liés aux catastrophes naturelles en prenant en compte, notamment, les quantiles du haut de la distribution des revenus. Ils mettent en évidence que les quantiles les plus favorisés sont plus touchés par les pertes causées par les catastrophes naturelles qu'il ne l'avait été montré dans la littérature existante.

G. Dosi, F. Lamperti, M. Napoletano, A. Roventini et A. Sapio (*OFCE Working Paper*, 28) étudient la probabilité de mener à bien des politiques de transition énergétique et environnementale vers une économie de croissance durable en présence de dégâts climatiques grâce à un modèle d'évaluation intégré.

F. Vona (*OFCE Policy Brief*, 35) propose une réflexion sur l'acceptabilité des politiques climatiques, en tant qu'elles créent potentiellement d'importantes pertes économiques, en particulier en termes de destruction d'emplois. Il soutient que ces pertes potentielles ont un impact sur la disposition des citoyens à voter pour la mise en œuvre de telles mesures, ce qui revient à essayer de comprendre comment résoudre un problème de coordination d'action collective.

Z. Babutsidze et L. Nesta (*OFCE Policy Brief*, 43) analysent les résultats d'une étude sur la connaissance des Français du changement climatique, sur leurs valeurs et les comportements adoptés comme réponses à celui-ci. Les résultats dressent le profil d'une nation inquiète au sujet du changement climatique, mais encore trop peu mobilisée.

Enfin, E. Laurent (à paraître, *OFCE Policy Brief*, 2019) propose deux réformes générales et quatre réformes spécifiques pour mettre en œuvre une transition sociale-écologique et sortir de l'inertie qui caractérise les politiques environnementales actuelles.

Investissement public

En 2018, en impliquant les économistes de deux départements de l'OFCE, Francesco Saraceno a coordonné un *rapport sur l'investissement public de la ville de Paris* (à paraître, 2019) qui dresse un état des lieux des tendances de l'investissement depuis 2008, en travaillant sur une base de données fournie par la Ville. Il apparaît qu'en comparaison avec d'autres agglomérations, la ville a réussi à limiter la baisse de l'investissement pendant la crise. A la suite de ce rapport, Eloi Laurent supervisera une étude complémentaire sur le développement d'un indicateur de bien-être des parisiens et des parisiennes pour la Ville de Paris.

Ensuite le rapport analyse les effets sectoriels, pour le bassin d'emploi de l'Ile-de-France, d'un choc d'investissement public. Les simulations réalisées à l'aide du modèle macroéconomique multisectoriel *ThreeMe* sur le périmètre de la région Ile-de-France mettent en évidence l'impact des investissements publics réalisés par la Ville de Paris pour l'ensemble de la région. Une réduction significative de ces investissements sur la durée complète d'un mandat aurait des conséquences indiscutablement négatives pour l'activité économique et l'emploi dans la région, particulièrement à moyen terme. Leur magnitude resterait néanmoins limitée, compte tenu de la taille du bassin d'activité francilien.

Le chapitre suivant se penche sur les besoins en logement de la ville de Paris. Les simulations effectuées permettent de quantifier le besoin en logement de près de 50 000 logements. Autrement dit, plus de 12% des ménages locataires parisiens accusent un taux d'effort, après versement des aides personnelles au logement, supérieur à 30%. Ces chiffres révèlent clairement l'incapacité du marché locatif privé parisien à loger les ménages les plus modestes. En 2016, en partenariat avec l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion (ONPES) et le Plan urbanisme construction architecture (PUCA), l'OFCE s'était attelé à évaluer le coût économique et social du mal logement. Les liens statistiques mis en évidence concluaient à un impact significatif des principales conditions de logement tant sur la réussite scolaire des élèves que sur la probabilité de retrouver un emploi ou celle de se déclarer en mauvaise santé. Ainsi, entre 8% et 10% du retard scolaire mesuré serait en partie expliqué par des conditions de logement dégradées. Le mal logement a ainsi un impact important sur le bien-être des parisiens.

Le dernier chapitre dresse par conséquent des pistes pour construire un indicateur de bien-être à l'usage des pouvoirs publics et des citoyens. Un tel indicateur, conclut le rapport, pourrait remplir quatre fonctions : (a) être un outil de connaissance permettant de mieux comprendre les expériences et les aspirations de la population parisienne en matière de bien-être ; (b) être un outil de pilotage et de réforme des politiques publiques (à commencer par le PIM) afin de mieux les aligner sur les préférences des habitant(e)s ; (c) être un outil de participation à la décision publique et d'engagement citoyen ; (d) être un outil de communication/d'image pour la Ville de Paris, qui tiendrait son rang à l'avancée de « la transition du bien-être ».

A mi-chemin entre transition écologique et inégalités sociales, qui fondent depuis de nombreuses années sa théorie de la social-écologie (E. Laurent, *Revue française de socio-économie*, 20), Eloi Laurent a contribué à un rapport européen d'une commission intitulée *Independent Commission for Sustainable Equality* en novembre 2018 qui préconise notamment l'introduction d'objectifs de soutenabilité environnementale dans les discussions du Semestre européen.

Impacts macroéconomiques de la rénovation énergétique

Enfin, une étude récente de l'OFCE (L. Nesta *et al.*, *OFCE Working Paper 5*) montre que certaines combinaisons d'instruments de recherche et de politique environnementale sont plus efficaces que d'autres pour promouvoir l'innovation dans les énergies renouvelables. Pour promouvoir efficacement les énergies renouvelables, les portefeuilles de politiques doivent être adaptés aux capacités spécifiques de chaque pays. L'analyse montre ainsi qu'il existe trois régimes différents de spécialisation à faibles émissions de carbone. La conclusion est que les pays qui adaptent leur portefeuille de politiques en fonction de leur niveau de compétences réussiront mieux à promouvoir l'innovation renouvelable.

Impact en emploi de la transition énergétique

L'OFCE s'intéresse également à l'impact des politiques environnementales sur le marché du travail. Par exemple, une recherche récente développe une nouvelle méthodologie (basée sur l'approche par tâches) pour sélectionner les compétences centrales des emplois verts. L'objet de l'exercice est de tester l'effet de l'amendement récent de la loi américaine *Clean Air Act* sur ces compétences sur la période 2006-2014. Vona F. *et al.* (à paraître) montrent ainsi que des variations exogènes de la réglementation environnementale sont corrélées avec les variations de la demande pour ce type de qualification sur le marché du travail américain.

Dans ce thème sont abordées les questions du « multiplicateur d'emplois verts », (développant une mesure originale des emplois verts dans les régions métropolitaines américaines pour la période 2006-2014), celle de l'impact des prix de l'énergie et du système de quotas d'émission sur la dynamique de l'emploi en Europe au niveau sectoriel pour la période 1995-2011, ou encore celle de l'impact de la variation des prix de l'énergie induite par les politiques sur les facteurs socio-économiques, notamment l'emploi et les compétences, et les objectifs environnementaux, notamment les émissions, des entreprises françaises pour la période 1997-2014. Enfin, un dernier travail d'économie politique aborde la question de la destruction d'emploi de la transition énergétique, argument souvent utilisé pour contraster des politiques environnementales ambitieuses. Ces recherches sont en cours et devraient très bientôt être publiées dans des revues à comité de lecture.

Une recherche originale de l'OFCE s'est focalisée sur la construction d'un modèle multi-agents pour l'analyse des interactions entre changement climatique et dynamiques productives (G. Dosi *et al.*, *Ecological Economics*, 150). Dans ce modèle, des entreprises hétérogènes appartenant aux secteurs des biens d'équipement, des biens de consommation et de l'énergie interagissent par des liens de production et d'investissement. La production et la production

d'énergie entraînent des émissions de gaz à effet de serre qui influent sur la dynamique de la température de la Terre. Les dommages climatiques sont modélisés au niveau individuel en tant que chocs stochastiques frappant à la fois la productivité du travail des travailleurs, l'efficacité énergétique, le stock de capital ou les innovations des entreprises. Les résultats montrent que différents types de chocs ont un impact hétérogène sur la croissance, le taux de chômage et la probabilité de crises économiques. Globalement, les dommages climatiques ont un impact sur l'économie beaucoup plus importants que ceux prévus par des modèles plus standard pour des scénarios pourtant comparables.

Environnement et préférences des consommateurs

La question de l'impact des politiques environnementales et des modifications des préférences des usagers vers des usages plus respectueux de l'environnement est analysée par plusieurs chercheurs du DRIC. Z. Babutsidze et A. Chai (*Ecological Economics*, 146) utilisent des données d'une enquête nationale australienne pour connaître les usages « verts » des consommateurs et observent que ces usages s'agglomèrent géographiquement suggérant des effets d'imitation. Une étude similaire pour la France par l'OFCE (*OFCE Policy Brief 43*) dresse le profil d'une nation inquiète au sujet du changement climatique, mais encore trop peu mobilisée. Le sentiment d'efficacité de nos actions est faible et l'idée est très répandue que la responsabilité d'agir face au changement climatique incombe aux autres (aux entreprises, aux gouvernements et à la communauté internationale) plutôt qu'aux individus eux-mêmes.

Verdolini E. *et al.* (*Energy Policy*, à paraître) montrent la complémentarité du développement des énergies renouvelables et des énergies fossiles dans les pays de l'OCDE en réponse aux limites de stockage des énergies vertes.



PUBLICATIONS⁴

- Babutsidze Z. et A. Chai, "Look at me saving the planet! The imitation of visible green behaviour in local regions and its impact on the climate value-action gap", *Ecological Economics*, 146:290-303, 2018.
- Babutsidze Z. et L. Nesta "Le changement climatique en France : croyances, comportements, responsabilités", *OFCE Policy Brief*, 43, 10 décembre 2018.
- Chiaromonte F., M. Coronese, F. Lamperti et A. Roventini, « Natural disaster risk and the distributional damages of damages », *LEM Working Paper Series*, 22, août 2018.
- Consoli D., G. Marin, D. Popp et F. Vona, « Environmental regulation and Green skills: an empirical exploration », *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*, vol. 5, n° 4, p. 713-753, octobre, 2018.
- Dosi G., Lamperti F., Napolitano M., et S. Sapio, "Faraway, so close: an agent-based model for climate energy and macroeconomic policy", *Ecological Economics*, vol. 150, p. 315-339, août 2018.
- Dosi G., F. Lamperti, M. Napolitano, A. Roventini et A. Sapio, « And then he wasn't a she: climate change and green transitions in an agent-based integrated assessment model », *OFCE Working Paper*, 28, septembre, 2018.
- Guéret A., P. Malliet, A. Saussay et X. Timbeau, « Une évaluation exploratrice de la dette climatique », *OFCE Policy Brief*, 44, 11 décembre 2018.
- Landa G., P. Malliet, F. Reynès et A. Saussay, « Building a consistent European climate-energy policy », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 171-185, 2018.
- Laurent É., « Participation au Report of the Independent Commission for Sustainable Equality (ed. Marcel Mersch) », 2018.
- Laurent É., « La protection sociale : de l'incertitude au risque, de l'Etat Providence à l'Etat social-écologique », *Revue française de socio-économie*, vol. 20, n° 1, p. 191-194, 2018.
- Marin G. et F. Vona, « Climate policies and skill-biased employment dynamics: evidence from EU countries », *OFCE Working Paper*, 23, juin, 2018.
- Nesta L., Verdolini E., et F. Vona, "Threshold policy effects and directed technical change in energy innovation", *OFCE Working Paper*, 5, janvier 2018.
- Sato M. et A. Saussay, « The impacts of energy prices on industrial foreign investment location : evidence from global firm level data », LSE, *Gratham Research Institute Working Paper*, 311, décembre 2018.
- Verdolini, E., Vona, F. et D. Popp, 'Bridging the gap: fast-reacting fossil technologies facilitate renewable energy diffusion', forthcoming *Energy Policy*.
- Vona F., « Job losses and the political acceptability of climate policies: an amplified collective action problem », *OFCE Policy Brief*, 35, 7 mai 2018.

⁴ Pour voir l'ensemble des publications : <https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue.php>.

Inégalités et bien-être

Le genre, une perspective de recherche incontournable

Le genre constitue un axe pertinent pour penser les défis économiques et sociaux et pour alimenter le débat public. L'analyse des systèmes sociaux et distributifs (fiscalité, protection sociale...) ne peut pas faire abstraction de cette dimension dans la mesure où les États sociaux reposent sur une division sexuée du travail, et sur des normes de genre qui ont contribué à les façonner. Analyser les politiques publiques, apporter des éclairages sur les réformes proposées requiert souvent d'adopter cet axe d'analyse. La mission d'animation du débat public requiert également de pouvoir produire des travaux de recherche permettant de répondre aux grands défis sociétaux : égalité, intersectionnalité, division sexuée du travail et politiques publiques.

Les recherches sur le genre à l'OFCE s'inscrivent plus largement dans le programme *PRESAGE* (Programme de Recherche et d'Enseignement des SAvoirs sur le GENre). Dirigé par Hélène Périvier, ce programme s'appuie sur une collaboration étroite entre Sciences Po et l'OFCE. Il rassemble les chercheur-es de Sciences Po de disciplines variées travaillant sur ce thème (économie, droit, sociologie, histoire, sciences politiques) et valorise la recherche et les enseignements en études de genre au sein de Sciences Po. *PRESAGE* dispose d'un budget administré par l'OFCE et issu de partenariats de mécénat destinés à financer la recherche sur le genre.

En 2018, le projet « PRODIGE » Projet de Recherche sur les Orchestres, les DIScriminations et le GENre en collaboration avec l'IREMUS Paris-Sorbonne, retenu par l'ANR, a été engagé. Le projet s'appuie sur un premier rapport réalisé en 2016 pour l'ARDIS (Alliance de Recherche sur les DIScriminations), « Ecouter sans voir : l'impact du paravent dans le recrutement des orchestres en Ile-de France » et vise à élargir cette première recherche à plusieurs orchestres en France et à mesurer les discriminations dans les embauches, à évaluer l'efficacité des recrutements à l'aveugle pour réduire ces phénomènes et à analyser la construction des inégalités de sexes, en s'appuyant sur le secteur de l'interprétation musicale.

Avec *PRESAGE*, l'OFCE est identifié comme ayant un pôle de recherche sur le thème du genre et est donc en capacité de porter ces sujets dans diverses instances, ainsi qu'en témoigne la présence renouvelée d'Hélène Périvier au HCFEA (Haut Conseil à la Famille, à l'Enfance et à l'Age), au Conseil scientifique de l'Observatoire National de la Petite Enfance et à celui de la délégation interministérielle à la stratégie de lutte contre la pauvreté. Le pilotage par Françoise Milewski et Hélène Périvier d'un groupe de recherche « Genre et politique publique » qui rassemble des personnalités d'horizon divers (administration, recherche...) montre également que l'OFCE remplit son rôle d'animation du débat public. De même, les dialogues et collaborations avec des administrations comme le service des droits des femmes ou d'autres administrations témoignent de la grande visibilité de l'OFCE sur ce sujet. Ce fut bien

évidemment le cas avec l'audition d'Hélène Périvier par la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale en octobre 2018 sur le thème : « Réforme fiscale et égalité femmes-hommes ».

Durant l'année 2018, plusieurs travaux de recherche ont abouti à des publications dans des revues à comité de lecture (H. Martin et H. Périvier, *Revue économique*, 69 ; H. Périvier, *International Labour Review*, 157).

Les travaux de recherche en sociologie menés au Département des études ont porté notamment sur le thème des « transmissions familiales entre générations » qui, après avoir donné lieu à un colloque en 2017, a abouti à la publication d'un numéro spécial de la *Revue de l'OFCE* sous la direction de Michel Forsé et Maxime Parodi (*Revue de l'OFCE*, 156). Maxime Parodi, en collaboration avec Michel Forsé, Alexandra Frénod et Caroline Guibet-Lafaye, a publié un article consacré à la tolérance des inégalités de patrimoine dans ce numéro (*Revue de l'OFCE*, 156).

Au-delà des questions de genre, les inégalités ont donné lieu à divers travaux des chercheurs de l'OFCE. Jean-Paul Fitoussi et Francesco Saraceno (*Revue d'économie financière*, 128) ont fait paraître un article dans une revue à comité de lecture sur les interactions entre inégalités et compétitivité. Le modèle à agents construit par Alberto Cardaci et Francesco Saraceno (*Economic Inquiry*) pour relier inégalités de revenus, crédit à la consommation et cycles économiques a paru dans une revue à comité de lecture. Guillaume Allègre a contribué au débat sur le revenu universel en faisant paraître un ouvrage avec Philippe van Parijs (*Pour ou contre le revenu universel*). L'article de Gilles Le Garrec (*Social choice and welfare*, 50) sur les liens entre justice distributive, normes sociales et demandes de redistribution par les ménages est paru en 2018 dans une revue à comité de lecture. Grégory Verdugo et Sorana Toma ont également fait paraître dans une revue à comité de lecture un article consacré au lien entre politique de logement social et ségrégation (*Demography*, 55).

Économie politique de la mondialisation, des réformes structurelles et leurs conséquences sur les inégalités

L'OFCE aborde également la question des conséquences des réformes structurelles et de l'insertion internationale de la France sur les inégalités. Gaffard JL. (*OFCE Working Paper*, 2018) montre que les réformes structurelles engagées en France ont une grande cohérence. Elles visent à développer un nouveau modèle économique et un nouveau modèle social basés sur le développement de l'entrepreneuriat et une individualisation des parcours professionnels censés favoriser l'innovation et la croissance en rupture radicale avec ce qui est parfois désigné comme l'ancien monde. L'analyse et l'expérience rappellent à une certaine réalité de l'entreprise et de la finance et conduisent à formuler un diagnostic moins optimiste faisant craindre une montée du dualisme et un affaiblissement des stabilisateurs automatiques allant à l'encontre du but recherché.

Quant à la mondialisation, l'auteur soutient qu'il en existe deux visions : une vision idéalisée et une vision réaliste. L'une et l'autre sont inscrites dans le débat contemporain de théorie et de politique économique. Cette opposition met en lumière les conditions dans lesquelles la création

de richesses et une répartition équitable peuvent l'emporter sur le simple détournement de valeur et le creusement des inégalités. Le sentier suivi, imprévisible, dépend de l'attitudes des entrepreneurs et des détenteurs de capitaux qui ont à arbitrer entre court et long terme, entre création de valeur et captation de rentes : une attitude que commandent organisations et institutions façonnant les marchés, structurant l'ordre social et garantissant la viabilité de la transition en cours.



PUBLICATIONS⁵

- Allègre G. et P. Van Parijs (dir.), *Pour ou contre le revenu universel ?* PUF Collection *La vie des idées*, 112 pages, 2018.
- Cardaci A. et F. Saraceno, « Between Scylla and Charybdis: income distribution, consumer credit and business cycles », *Economic Inquiry*, décembre, 2018.
- Fitoussi JP. et F. Saraceno, « Inégalités et compétitivité : quelques considérations », *Revue d'économie financière*, vol. 128, n° 4, p. 77-89, 2018.
- Forsé M. et M. Parodi, « Aspects des transmissions familiales entre générations. Introduction », *Revue de l'OFCE*, vol. 156, p. 5-10, juin, 2018.
- Forsé M., A. Frénod, C. Guibet-Lafaye et M. Parodi, « Pourquoi les inégalités de patrimoine sont-elles mieux tolérées que d'autres ? », *Revue de l'OFCE, Aspects des transmissions familiales entre générations*, vol. 156, p. 97-122, juin, 2018.
- Gaffard J.L., « Les réformes structurelles : philosophie sociale et choix politique », *OFCE Working Paper*, 15, avril 2018.
- Le Garrec G., « Fairness, social norms and the cultural demand for redistribution », *Social Choice and Welfare*, vol. 50, n° 2, p. 191-212, 2018.
- Martin H. et H. Péruvier, « Les échelles d'équivalence à l'épreuve des nouvelles configurations familiales », *Revue Économique*, vol. 69, n° 2, 2018.
- Péruvier H., « Recession, austerity and gender », *International Labour Review*, vol. 157, n° 1, 2018.
- Toma S. et G. Verdugo, « Can public housing decrease segregation ? Lessons and challenges from non-european immigration in France », *Demography*, vol. 55, n°5, p. 1803-1828, 2018.

⁵ Pour voir l'ensemble des publications : <https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue.php>.

Gouvernance et organisation

Cette partie présente les organes de gouvernance l'OFCE qui arrêtent les programmes de travail et fixent les orientations. Les capacités de recherche reposent sur une équipe de chercheurs disposant d'un support administratif.

Gouvernance

L'OFCE comprend un conseil dénommé, Conseil de l'OFCE¹, un comité d'évaluation scientifique² et un comité de direction.

Le Conseil de l'OFCE, sous l'autorité du président, arrête le programme de travail pour l'année en cours et évalue la réalisation du programme de l'année précédente. Il veille à l'indépendance des travaux de l'OFCE et émet un avis sur le budget de l'OFCE.

Composition du Conseil de l'OFCE présidé par Xavier RAGOT³

Philippe AGHION

Titulaire de la Chaire Economie des institutions, de l'innovation et de la croissance, Collège de France

Jean-Louis BEFFA

Président d'honneur, Saint-Gobain

Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ

Professeure, Paris 1 Panthéon Sorbonne

Sandrine DUCHÊNE

Secrétaire générale, AXA France

Jean-Paul FITOUSSI

Professeur émérite, IEP de Paris

Sébastien JEAN

Directeur, CEPII

Gilles de MARGERIE

Commissaire général, France Stratégie

Philippe MARTIN

Président délégué, CAE

Odile RENAUD-BASSO

Directrice générale du Trésor

Jean-Luc TAVERNIER

Directeur général, INSEE

Frédérique VIDAL

Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

François VILLEROY de GALHAU

Gouverneur, Banque de France

¹ Le Conseil de l'OFCE a été renouvelé le 4 mai 2017 par la signature d'une convention entre l'Etat et la FNSP.

² En cours de constitution.

³ Depuis juin 2014, l'OFCE est présidé par Xavier Ragot, Directeur de recherches au CNRS et professeur en économie à Sciences Po. En juin 2017, Olivier Duhamel, Président de la FNSP et Frédéric Mion, Directeur de Sciences Po et Administrateur de la FNSP ont reconduit le mandat de Xavier Ragot, pour une durée de cinq ans.

Le comité de direction, sous l'autorité du président, fixe les orientations stratégiques et prend les décisions opérationnelles relatives au fonctionnement et à la gestion de l'OFCE.

Composition du Comité de direction de l'OFCE présidé par Xavier RAGOT

Jérôme CREEL

Directeur du département des études (DE)

Estelle FRISQUET

Directrice exécutive

Éric HEYER

Directeur du département analyse et prévision (DAP)

Lionel NESTA

Directeur du département recherche, innovation et concurrence

Xavier TIMBEAU

Directeur principal

L'équipe⁴

- **Guillaume ALLÈGRE**
Économiste, Département des Études
Rédacteur en chef du blog et des *Policy Brief*
- **Céline ANTONIN**
Économiste, DAP
- **Christophe BLOT**
Directeur adjoint, DAP
- **Jérôme CREEL**
Directeur du département des études
- **Laurence DUBOYS-FRESNEY**
Secrétaire de rédaction
- **Amel FALAH**
Statistiques/Base de données, DAP
- **Estelle FRISQUET**
Directrice exécutive
- **Cyrielle GAGLIO**
Économiste, DRIC
- **Adeline GUÉRET**
Économiste, DAP
- **Éric HEYER**
Directeur, DAP
- **Paul HUBERT**
Économiste, Département des Études
- **Xavier JOUTARD**
Chercheur associé
- **Éloi LAURENT**
Économiste, Département des Études
- **Gilles LE GARREC**
Économiste, Département des Études
- **Josyane LE GUIFFANT**
Assistante de la directrice exécutive
- **Corinne ALLOUCH**
Assistante du président
- **Zakaria BABUTSIDZE**
Économiste, DRIC
- **Edouard CHALLE**
Chercheur associé
- **Magali DAUVIN**
Économiste, DAP
- **Bruno DUCOUDRÉ**
Économiste, DAP
- **Michel FORSÉ**
Chercheur associé
- **Frédéric GANNON**
Chercheur associé
- **Mattia GUERINI**
Économiste, DRIC
- **Sarah GUILLOU**
Directrice adjointe, DRIC
- **Claudine HOUDIN**
Assistante, DRIC
- **Maurizio IACOPETTA**
Économiste, DRIC
- **Gissela LANDA**
Économiste, DAP
- **Sabine LE BAYON**
Économiste, DAP
- **Sylvie LE GOLVAN**
Responsable de la communication
- **Sandrine LEVASSEUR**
Économiste, Etudes
Rédactrice en chef des publications de l'OFCE

⁴ Au 31 décembre 2018.

- **Pierre MADEC**
Économiste, DAP
- **Catherine MATHIEU**
Économiste, DAP
- **Najette MOUMMI**
Responsable de la fabrication
- **Lionel NESTA**
Directeur, DRIC
- **Maxime PARODI**
Économiste, Département des études
- **Hélène PÉRIVIER**
Économiste, Département des études
Directrice du Programme PRESAGE
- **Xavier RAGOT**
Président
- **Giovanni RICCO**
Chercheur associé
- **Christine RIFFLART**
Économiste, DAP
- **Raul SAMPOGNARO**
Économiste, DAP
- **Aurélien SAUSSAY**
Économiste, DAP
- **Vincent TOUZÉ**
Économiste, Département des études
- **Isabelle VAN QUANG**
Responsable éditorial, Webmaster
- **Francesco VONA**
Économiste, DRIC
- **Paul MALLIET**
Économiste, DAP
- **Benjamin MONTMARTIN**
Économiste, DRIC
- **Mauro NAPOLETANO**
Économiste, DRIC
- **Nathalie OVIDE**
Assistante, DAP
- **Hervé PÉLERAUX**
Économiste, DAP
- **Mathieu PLANE**
Directeur adjoint, DAP
- **Frédéric REYNÈS**
Chercheur associé
- **Valérie RICHARD**
Assistante, Département des études
- **Evens SALIÈS**
Économiste, DRIC
- **Francesco SARACENO**
Directeur adjoint, Département des études
- **Xavier TIMBEAU**
Directeur principal
- **Violette TOYE**
Responsable administrative, PRESAGE
- **Grégory VERDUGO**
Chercheur associé
- **Nicolas YOL**
Économiste, DAP

Les chercheurs de l'OFCE enseignent à SciencesPo, ESPC, Polytechnique et dans de nombreux Masters.

L'OFCE a accueilli 13 stagiaires en 2018 : **Julia Bok** (Institut supérieur d'économie & de management), **Hippolyte Dervaux** (SciencesPo), **Emma Evans** (The Institute for Field Education), **Morgane Fridlin** (ENS), **Ilona Hogg** (University of Exeter), **Paul Hubert** (Polytechnique), **Lorenzo Kaaks** (SciencesPo), **Rémi Odry** (Université Paris Nanterre), **Hamed Ouedraogo** (Institut supérieur d'économie & de management), **Cédric Oppé** (ENPC), **Alice Schwenninger** (Université de Toulouse), **Aizhan Shorman** (ENS).

Départements et pôles de recherche

Cette partie présente les trois départements structurant l'OFCE ainsi que la description des 9 pôles de recherche mis en place depuis 2017 afin de soutenir le développement de nouveaux axes de recherche.

Le département Analyse et prévision (DAP)

Il prévoit la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme et évalue les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées. Il est ainsi amené à intervenir dans le débat de politique économique. Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs.

Analyser et prévoir la conjoncture

Sa première mission est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international, en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Les outils développés sont aussi appliqués à l'économie européenne (projet iAGS, avec le département des études) et l'interdépendance des questions économiques et environnementales (modèle *ThreeME*).

Intervenir dans le débat de politique économique

Le département réalise deux prévisions par an. Il est amené à participer régulièrement au débat public. Il coordonne la publication du *Repères* sur l'économie française, publié par les éditions La Découverte. La contribution du département au débat européen repose en grande partie sur le projet *iAGS*, *independent Annual Growth Survey* qui évalue la stratégie économique de l'Union européenne, et articule prévisions macroéconomiques et recommandations de politique économique. Il réunit, en plus de l'OFCE, un organisme allemand (IMK) et un organisme danois (ECLM). Par ailleurs, le département contribue au réseau européen EUROFRAME qui regroupe dix instituts indépendants de prévision et d'analyse économique de différents pays de l'UE. Il permet de discuter des outils et des prévisions au niveau européen.

Développer les outils

Plusieurs modèles macroéconométriques sont utilisés pour réaliser les prévisions de l'économie française (*emod.fr*) et européenne (*iAGS model*). Le modèle *ThreeME* est destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Il a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale. Le modèle est issu d'un partenariat entre l'OFCE, l'ADEME et TNO.

Direction du département

Heyer Eric, Directeur, prévisions, marché du travail, modélisation

Blot Christophe, Directeur adjoint, États-Unis ; Co-responsable du pôle de recherche
« Macroéconomie monétaire et financière »

Plane Mathieu, Directeur adjoint, économie française, entreprises, politique économique,
finances publiques

Ovide Nathalie, Assistante

Économistes

Antonin Céline, (zone euro : Italie, Grèce, pétrole, économie numérique, épargne, union bancaire,
fiscalité du capital)

Dauvin Magali, (pays émergents, modélisation)

Ducoudré Bruno, (France, modélisation macroéconomique, emploi, chômage, marché du travail,
conjuncture France) ; Responsable du pôle de recherche « Modélisation de l'économie française et de
son environnement international »

Gueret Adeline, (*ThreeMe*)

Landa Gissela, (*ThreeMe*)

Le Bayon Sabine, (Allemagne, zone euro)

Madec Pierre, (économie française, immobilier)

Malliet Paul, (*ThreeMe*)

Mathieu Catherine, (Royaume-Uni, Japon, demande mondiale, questions européennes)

Péléraux Hervé, (indicateurs avancés, économie française, inflation)

Rifflart Christine, (Espagne, Amérique Latine, pays émergents)

Sampognaro Raul, (finances publiques, économie française, zone euro)

Saussay Aurélien, (*ThreeMe*) ; Responsable du pôle de recherche « Environnement »

Villemot Sébastien¹, (zone euro Grèce, dette publiques)

Yol Nicolas, (modélisation, évaluation des politiques publiques)

Statistiques/base de données

Falah Amel, (conjuncture, Asie)

Chercheurs associés

Joutard Xavier, (Université Aix-Marseille), économie du travail, politique de l'emploi, méthodes
d'évaluation

Reynès Frédéric (TNP), environnement

¹ Du 1^{er} janvier 2018 au 31 avril 2018.

Chercheur-e-s affilié-e-s

Cochard Marion (Banque de France), macroéconomie

Coquet Bruno (DGEFP), assurance chômage, macroéconomie

Schweisguth Danielle (Société Générale), macroéconomie

Tamsamani Yasser (OCP), environnement

Villemot Sébastien² (CEPREMAP), modélisation

² Chercheur affilié à partir du 1^{er} mai 2018.

Le département des études (DE)

Il analyse dans une perspective de moyen à long terme les changements économiques et sociaux en France et en Europe. Il a vocation à alimenter les débats scientifiques autour des questions de politique économique et de politique publique, au travers de la parution de rapports d'études, d'ouvrages et d'articles académiques. Les principaux thèmes de recherche auxquels le département contribue sont : la gouvernance économique, monétaire et financière de l'union européenne, la fiscalité et la protection sociale, la dynamique des inégalités de revenus et de patrimoine couplée à celles de l'écologie, et l'économie du genre.

Gouvernance économique, monétaire et financière de l'UE

Le département contribue, par ses analyses des performances économiques et sociales de l'Union européenne, aux réflexions sur l'architecture optimale des politiques économiques. La question de l'instabilité financière et ses liens avec les politiques budgétaires et monétaires se situent également au cœur de ses réflexions. Le département participe activement à plusieurs projets européens, sur la politique monétaire de la BCE et sur l'évolution de l'investissement public, notamment. De nombreux travaux académiques sont menés en parallèle.

Fiscalité et protection sociale

Le département contribue à l'analyse des systèmes de retraites, en France et à l'étranger, et aux conséquences du vieillissement sur l'équilibre macroéconomique. Il contribue également à l'analyse des effets de répartition et d'incitation produits par les modifications de la fiscalité des ménages ou des politiques sociales et familiales en France et en Europe.

Dynamique des inégalités et valeurs

Ces deux dimensions, à la frontière de l'économie, de la sociologie et des autres sciences sociales sont développées depuis de nombreuses années au sein du département, et donnent lieu à des parutions régulières dans la *Revue de l'OFCE*.

Écologie

Les questions d'économie politique autour de la transition écologique et de la mesure du bien-être alimentent de nombreux ouvrages, rapports et auditions. La conception d'outils de mesure du bien-être territorial contribue notamment à mieux comprendre les expériences et aspirations

de la population en matière de bien-être et à aider au pilotage de réforme des politiques publiques afin de mieux les aligner sur les préférences de ces populations.

Économie du genre et discriminations

Le département accueille le Programme de Recherche et d'Enseignement sur le Genre (PRESAGE), lancé à Sciences Po et piloté à l'OFCE. Par son approche pluridisciplinaire, PRESAGE vise à dynamiser et promouvoir la recherche en études de genre, à développer et mettre en valeur l'offre de cours sur le genre à Sciences Po, et à diffuser les savoirs sur le genre au sein de la société.

Direction du département

Jérôme Creel, Directeur, économie européenne, politique économique, macroéconomie

Francesco Saraceno, Directeur adjoint, macroéconomie, politique européenne, modèles de déséquilibre, modèles d'apprentissage

Valérie Richard, Assistante

Économistes

Allègre Guillaume, (inégalités, politiques publiques) ; Rédacteur en chef du blog et des *Policy Briefs* de l'OFCE

Hubert Paul, (macroéconomie, politique monétaire) ; Co-responsable avec Christophe Blot du pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière »

Laurent Eloi, (social-écologie, nouveaux indicateurs de bien-être, résilience et soutenabilité, développement soutenable, économie territoriale)

Le Garrec Gilles, (économie du vieillissement, politiques redistributives) ; Co-responsable avec Vincent Touzé du pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE »

Levasseur Sandrine, (économie du logement, questions européennes) ; Rédactrice en chef des publications de l'OFCE

Parodi Maxime, (changement social, justice sociale et sociologue de la connaissance) ; Responsable du pôle de recherche « Sociologie »

Périer Hélène, (marché du travail, inégalités femmes-hommes, politiques sociales et familiales, discriminations), Responsable du pôle de recherche « Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales » ; Directrice du programme PRESAGE

Touzé Vincent, (financement des systèmes de retraite, économie du vieillissement, stagnation séculaire, fiscalité du capital, régulation bancaire européenne) ; Co-responsable avec Gilles Le Garrec du pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE »

Chercheurs associés

Forsé Michel, CNRS, (perception des inégalités, cohésion sociale, représentation de la justice sociale, comparaisons internationales et méthodes quantitatives en sociologie)

Gannon Frédéric, Université du Havre, (économie du vieillissement, financement des systèmes de retraites)

Labondance Fabien³, Université de Franche-Comté, (macroéconomie monétaire, stabilité financière, économie européenne)

Ricco Giovanni (Université de Warwick), (macroéconomie, modélisation de l'information imparfaite, analyse des séries temporelles en économie, chocs de politiques économique)

³ Du 1^{er} janvier 2018 au 1^{er} septembre 2018.

Verdugo Grégory, Université Paris 1, (économie du travail, économétrie)

Chercheurs affiliés

Aldama Pierre, Université Paris 1, (macroéconomie, politique budgétaire, prévisions)

Daudin Guillaume, Université Paris-Dauphine, (histoire économique, économie internationale)

Labondance Fabien⁴, Université de Franche-Comté, (politique monétaire, stabilité financière, économie européenne)

Parent Antoine, Sciences po, Lyon, (trappe à liquidité, histoire économique et démographie)

⁴ Depuis le 1^{er} septembre 2018.

Le département Recherche innovation et concurrence (DRIC)

Il développe des travaux sur les changements technologiques et du tissu productif : évolution des frontières des entreprises et de la structure des industries, cycles de vie des innovations, déterminants de la productivité, attractivité, compétitivité et développement inégal des territoires, politiques structurelles. Ses recherches académiques servent de point d'appui pour participer au débat public relatif à la compétitivité des entreprises et aux performances de croissance des pays ou des régions ainsi qu'à la conduite des politiques économiques en faveur de la croissance. Par ailleurs, les transformations structurelles liées à la diffusion des technologies numériques, à la transition énergétique et au commerce international, ont considérablement modifié le mode de fonctionnement des marchés (des produits, du capital, du travail) et la répartition des fruits de la croissance économique. Comprendre les effets de telles transformations est crucial pour concevoir des politiques permettant de s'adapter aux défis futurs. Dans ce cadre, une attention particulière est portée sur l'ensemble des débats relatifs à la transition énergétique et numérique.

Dynamique industrielle et compétitivité des entreprises

Ces recherches s'intéressent au comportement des entreprises, en utilisant des données individuelles d'entreprise. Elles encourrent chacune à éclairer les différents aspects des barrières à la croissance des entreprises, comme par exemple l'analyse des comportements d'exportation des entreprises. Ces travaux sont en outre utilisés pour évaluer les politiques de soutien aux entreprises comme le CICE ou pour construire un tableau de bord du tissu productif en France.

Dynamique macroéconomique de moyen et long terme

Le département développe des modèles permettant de rendre compte du rôle de l'hétérogénéité des agents producteurs ou consommateurs en économie. Ces modèles représentent la dynamique économique comme un système complexe résultant des interactions entre ces agents hétérogènes. Ces modèles sont appliqués à l'évolution des économies européennes, à la dynamique des industries, entre autres sujets. La qualité scientifique de ces travaux est maintenant reconnue par l'insertion du département dans plusieurs contrats de recherche nationaux, européens ou encore les collectivités locales.

Contraintes environnementales

Ses recherches en dynamique industrielles et en dynamique macroéconomique se sont développées dans des directions qui traitent des contraintes environnementales et des politiques qui peuvent y répondre : de la relation entre inégalité et innovation environnementale, de la politique de soutien à l'innovation verte, pour arriver à la transition énergétique en France.

Marché du travail et détermination du salaire

Le département est engagé dans des recherches sur la transformation structurelle des marchés du travail selon trois axes: i) comprendre les effets de la mondialisation et des chocs de la concurrence sur différentes dimensions de l'inégalité, des institutions du marché du travail et du pouvoir de négociation des travailleurs; ii) examiner l'impact des économies numériques sur les emplois, les compétences et la répartition des talents; iii) évaluer l'impact des politiques climatiques sur le marché du travail, y compris l'effet de la loi verte américaine sur la reprise et le réinvestissement et de la taxe française sur le carbone.

Direction du département

Lionel Nesta, Directeur, dynamique industrielle, économie de l'innovation & Co-responsable avec Sarah Guillou du pôle de recherche, « Politique publique et compétitivité des entreprises »

Sarah Guillou, Directrice adjointe, économie industrielle internationale, économie des politiques publiques & Co-responsable avec Lionel Nesta du pôle de recherche « Politique publique et compétitivité des entreprises »

Claudine Houdin, Assistante

Économistes

Babutsidze Zakaria, (économie de la consommation)

Gaglio Cyrielle, (CDD jusqu'à juin 2019), (économie numérique)

Guerini Mattia (CDD jusqu'à fin novembre 2019), (macroéconomie et dynamique industrielle)

Iacopetta Maurizio, (économie de la croissance, économie de la connaissance)

Montmartin Benjamin, (macroéconométrie de la R&D)

Napoletano Mauro, (dynamique industrielle, macroéconomie) ; Responsable du pôle de recherche « Network and agent based computational analysis of economic systems NETACE »

Saliès Evens, (économie industrielle, économie de l'énergie)

Vona Francesco, (économie du travail, économie de l'éducation et innovation, économie de l'environnement)

Chercheur-e-s affilié-e-s

Barde Sylvain, (Université of Kent, UK), économie géographique

Bellone Flora, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique des firmes et compétitivité des pays, comparaisons internationales de productivité, changements structurels et croissance

Deschamps Marc, (Université de Franche-Comté), politique de la concurrence, REACH, jeux coopératifs, droit d'asile, éthique et déontologie des économistes

Gaffard Jean-Luc, (Université Nice Sophia Antipolis), économie de la croissance, économie industrielle, macroéconomie, politique industrielle, politique économique

Hasman Augusto, (GIIDS, Suisse), banque et finance

Marty Frédéric, (Université Nice Sophia Antipolis), économie du droit, politique de concurrence

Roventini Andrea, (Scuola Superiore Sant'Anna, Pise), multi-agents modèles, théorie de la croissance, cycles économiques, transactions à haute fréquence, macroéconométrie appliquée

Sevestre Patrick, (Université Aix-Marseille, FEG), économétrie des données de panel, finance, microéconométrie

Treibich Tania, (University of Maastricht), dynamique industrielle, économie internationale, macroéconomie

Pôles de recherche

A la structure par département, se sont ajoutés depuis 2017 des pôles de recherche. Neuf pôles de recherche (PR) ont été mis en place. Les responsables de ces pôles sont chargés de l'animation scientifique interne à l'OFCE et à Sciences Po sur les thèmes de leurs pôles, avec les moyens financiers et humains nécessaires. Par ailleurs, ils/elles coordonnent la visibilité scientifique des travaux de l'OFCE en proposant conférences, séminaires, contributions à la *Revue de l'OFCE*, etc.

La structure de département reste essentielle car elle encadre des activités récurrentes ou non, qui concernent de nombreux pôles et des chercheurs qui ne sont pas dans les pôles. Par ailleurs, les départements restent le lieu de planification et de mise en cohérence du travail des chercheurs dans l'OFCE. Une présentation des pôles de recherche ainsi que l'organisation des départements

9 pôles de recherche :

- Macroéconomie Monétaire et Financière, MMF
- Modélisation de l'économie française et de son environnement international
- Politique publique et compétitivité des entreprises, PPCE
- Enjeux économiques du vieillissement démographique, ECONAGE
- Network and agent based computational analysis of economic systems, NETACE
- Sociologie
- Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales
- Modèles à agents hétérogènes
- Environnement

« Macroéconomie Monétaire et Financière, MMF »

- **Responsables** : Christophe Blot et Paul Hubert
- **Chercheurs associés** : Fabien Labondance (Université de Franche-Comté) et Giovanni Ricco (Warwick University)
- **Assistant de recherche** : Rémi Odry (Université de Paris-Nanterre)
- **Chercheurs invités** : Whelsy Bounou (Université de Bordeaux) et Fergus Cumming (Bank of England)

Descriptif

L'objectif du pôle Macroéconomie Monétaire et Financière est d'organiser le développement et la coordination au sein de l'OFCE des différentes activités liées à ces thématiques. L'équipe du Pôle souhaite améliorer le référencement et la dissémination de ces travaux, réalisés par les chercheurs de l'OFCE, au sein d'une structure dédiée, afin d'en augmenter la visibilité externe et ainsi d'accroître la capacité d'obtention de financements.

Le pôle Macroéconomie Monétaire et Financière permet de structurer et de coordonner des travaux existants qui sont menés au sein de l'OFCE et qui s'articulent autour des questions de mesure des effets et des canaux de transmission de la politique monétaire, d'identification des chocs monétaires, de communication des banques centrales, de dynamique de l'inflation et des anticipations, d'identification des bulles financières et de leurs effets, d'interactions de la politique monétaire et des bulles financières, de détermination de la politique monétaire optimale, de construction d'indicateurs de conditions financières, de stabilité financière, de l'union bancaire et de gouvernance monétaire de la zone euro.

Programme 2019

- Organisation du workshop Empirical Monetary Economics 2019
- *Policy briefs* pour le Dialogue Monétaire du Parlement Européen
- Articles dans la *Revue de l'OFCE* sur la transmission de la politique monétaire à l'économie réelle
- Publication à paraître de l'article « Les banques centrales peuvent-elles encore être indépendantes? », par Christophe Blot, dans la *Revue Française d'Economie*
- Objectifs de publication de travaux de recherche dans des revues internationales à comité de lecture sur les thèmes suivants : "The role of ECB monetary policy and financial stress on Eurozone sovereign yields", "The Intertwining of Credit and Banking Fragility", "Policy and Macro Signals as Inputs to Inflation Expectation Formation", "The Impact of Monetary Policy on Asset Price Booms and Busts", "On the External Validity of Experimental Inflation Forecasts" ou "The Role of Credit Conditions in the Transmission of Monetary Policy".

- Participation à des conférences sur le thème de macroéconomie monétaire et financière, du type GDRE



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

Organisation du workshop Empirical Monetary Economics 2018, avec Silvana Tenreyro et Martin Uribe comme keynote speakers, les 3 et 4 décembre.

Présentation du projet de recherche "Monetary Policy and Asset Price Bubbles" à la conférence annuelle de l'American Economic Association (AEA), de l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE) et de T2M.

Présentation du projet de recherche "Central Bank Sentiment" à la Banque du Canada et à la Banque centrale de Pologne, et aux universités de Dijon et Bordeaux.

Présentation du projet de recherche "State-Dependent Effects of Monetary Policy" à la conférence GDRE Monnaie, Banque et Finance et au Melbourne Macro Meetings

Présentation du projet de recherche "Fragmentation" à la conférence ICMAIF et GDRE Monnaie, Banque et Finance



PUBLICATIONS

Hubert P., et F. Labondance, « The effect of ECB forward guidance on the term structure of interest rates », *International Journal of Central Banking*, vol. 14, n° 5, p. 193-222, décembre, 2018.

Publication de l'article "Une analyse de la contribution de la politique monétaire à la croissance économique" par Christophe Blot et Paul Hubert, dans la *Revue de l'OFCE*.

Hubert P. et G., Ricco, « Imperfect information in macroeconomics », *Revue de l'OFCE. Whither the economy ?*, vol. 157, p. 181-196, septembre, 2018.

Blot C., J. Creel, P. Hubert et F. Labondance, « Les effets redistributifs des politiques monétaires de la BCE », *Revue d'économie financière*, vol. 128, n° 4, p. 165-180, janvier, 2018

Policy briefs pour le Dialogue Monétaire du Parlement Européen: "Why does the recovery show so little inflation?", "The effects and risks of ECB collateral framework changes", "Central Bank communication in Normal times and Crisis times", "Monetary Policy with Transitory vs. Permanently Low Growth"

« Modélisation de l'économie française et de son environnement international »

- **Responsable** : Bruno Ducoudré
- **Chercheurs** : Pierre Madec (OFCE), Nicolas Yol (OFCE)

Descriptif

Le Pôle de recherche s'articule principalement autour de trois outils de modélisation complémentaires : le modèle *emod.fr* pour la représentation macroéconomique de l'économie française, le modèle *Ines* pour la microsimulation de mesures socio-fiscales et le modèle *iAGS* pour la représentation de la France au sein de la zone euro. L'activité du pôle consiste à entretenir, développer et mobiliser ces outils afin de produire des travaux originaux venant alimenter l'activité de prévision du DAP, le débat public et la réponse aux contrats de recherche.

Activités du Pôle de recherche en 2018

Lors de l'année 2018, l'activité du Pôle a principalement consisté à mobiliser les modèles afin de produire des travaux originaux, notamment en réponse à des demandes émanant d'organismes extérieurs (CAE, Assemblée Nationale) ou en réponse à des appels d'offre (Insee, France Stratégie, Groupe S&D du Parlement Européen). En parallèle, Amel Falah s'est occupée de la gestion des contrats avec les fournisseurs de données, et de la transition entre logiciels liée à la clôture de l'accès aux données *via* le logiciel Aremos.

Programme de travail pour 2019

En 2019, l'activité du Pôle sera structurée par la production de travaux en réponse à des contrats en cours (France Stratégie - Évaluation des effets macroéconomiques du CICE) ou potentiels (UNAF - étude descriptive sur la situation des familles et éléments sur le revenu universel d'activité ; Ministère des Solidarités et de la Santé – Réponse à appel à projets de recherche sur Monoparentalité et discriminations ; groupe S&D – *iAGS* 2020), et afin d'alimenter le débat public (évaluation des effets redistributifs du budget 2019).

La maintenance et le développement des modèles sont également prévus :

- Mise à jour d'*emod.fr* pour les deux exercices de prévision. Poursuite de la réflexion pour une refonte du modèle à partir des comptes à prix chaînés, et transfert sur nouveau logiciel ;
- Mise à jour d'*iAGS*, pour la projection à moyen terme. Projet de développement d'un module de simulations par méthode de Monte-Carlo pour réaliser des études de

sensibilité ;

- Poursuite des travaux menés avec France Stratégie, l'Insee et la Drees pour la construction d'un module « Patrimoine » pour *Ines* et projet de publication avec France Stratégie sur la taxation du patrimoine immobilier.



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

- « Simulation macroéconomique des effets du CICE », Présentation au Comité de Suivi du CICE, Bruno Ducoudré, séance plénière, France Stratégie, Paris, 24 septembre 2018, avec la publication du rapport.
- « Entre 2008 et 2016, les réformes sociales et fiscales ont pesé sur le revenu des ménages mais ont renforcé le rôle d'amortisseur social du système redistributif », Présentation à la presse, Pierre Madec, Insee, Montrouge, 20 novembre 2018.



PUBLICATIONS

- « Simulation of a Fiscal Public Expenditure Rule Dependent on the Level of Public Debt », Bruno Ducoudré, Mathieu Plane, Raul Sampognaro, Xavier Ragot et Xavier Timbeau, *Conseil d'Analyse Économique, Focus*, n°023-2018, septembre 2018.
 - « Entre 2008 et 2016, les réformes sociales et fiscales ont pesé sur le revenu des ménages mais ont renforcé le rôle d'amortisseur social du système redistributif », Pierre Madec, Paul Malliet, Mathieu Plane, Raul Sampognaro et Xavier Timbeau, *France, portrait social*, édition 2018 - *Insee Références*.
- Le Pôle a également contribué à l'analyse du budget 2018 et à des billets de blog sur différents sujets :
- « Aides sociales » : un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté monétaire en France », Pierre Madec et Mathias André, *Blog de l'OFCE*, juin 2018.
 - « Pouvoir d'achat : les retraités mal traités ? », Pierre Madec, *Blog de l'OFCE*, septembre 2018.
 - « Prime d'activité : une ambition varloquée », Pierre Madec et Raul Sampognaro, *Blog de l'OFCE*, octobre 2018.

« Politique publique et compétitivité des entreprises, PPCE »

- **Responsables** : Sarah Guillou et Lionel Nesta
- **Chercheur-e-s OFCE** : Mattia Guerini, Sarah Guillou, Benjamin Montmartin, Lionel Nesta, Evens Salies, Francesco Vona,
- **Chercheur associé** : Patrick Sevestre
- **Chercheur-e-s partenaires sans association** : Catherine Laffineur (Université Nice Sophia-Antipolis, GREDEG), Patrick Musso (Université Nice Sophia-Antipolis, GREDEG), Stefano Schiavo (Université de Trento, Italie)

Descriptif

Le pôle de recherche PPCE a deux objectifs. Le premier est l'analyse de la dynamique du tissu productif rendues possibles par la microéconométrie de données d'entreprises. Le second est relatif à l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur le tissu productif (par exemple Evaluation CICE, CIR, IS).

Objectifs scientifiques

Les recherches effectuées dans le cadre de ce pôle traitent des opportunités et des difficultés que rencontrent les entreprises confrontées à des changements structurels, qu'il s'agisse de ruptures technologiques, de changements dans les qualifications requises, de nouvelles réglementations, d'ouverture des marchés, d'arrivée de nouveaux concurrents, de développement de nouvelles sources d'énergie ou de nouvelles matières premières. Plus précisément, il s'agit de mettre l'accent sur *l'hétérogénéité* des entreprises et sur les mécanismes de *coordination* ou de *sélection* qui orientent leur performance et la dynamique industrielle. Deux grands champs de recherche peuvent être identifiés. Le premier, très large, regroupe l'ensemble des analyses de la dynamique du tissu productif rendues possibles par la microéconométrie de données d'entreprises. Le second, plus précis dans la méthode, est relatif à l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur le tissu productif.

Analyse du tissu productif : croissance, investissement, compétitivité des entreprises en réponse à des chocs sur leur environnement

Il s'agit d'étudier le fonctionnement des marchés des produits et des facteurs, d'analyser la croissance des entreprises, cette dernière étant le résultat de gains de productivité et d'un processus de concurrence entre entreprises qui peut s'écarter d'une concurrence pure et parfaite. Ces études couvriront les champs suivants :

- La contrainte financière des entreprises: mesures, interprétations, impact ;

- L'imperfection des marchés des produits et des facteurs ;
- Les déterminants de la croissance des entreprises (productivité, investissement) ;
- L'analyse des effets du changement technique et de l'innovation ;
- Les logiques d'internationalisation et d'adaptation à la globalisation.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité de recherche est relative à l'évaluation des politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. Ces évaluations peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), la réforme de l'Impôt sur les Sociétés (IS), ou encore la réforme de la fiscalité du capital – et comprendre plus largement comment les politiques industrielles, commerciales et environnementales affectent les dynamiques industrielles et les performances des entreprises.

Activités contractuelles

Les recherches relevant du pôle de recherche sont déjà fortement contractualisées (France Stratégie, ISIGrowth, INNOPATH, DGE France, DG Grow Europe, ACSEL). Nous entendons poursuivre cette tradition avec diverses institutions nationales ou internationale, comme dans des contrats H2020 et des contrat-cadres avec la Commission Européenne.

« Enjeux économiques du vieillissement démographique, ECONAGE »

- **Responsables** : Gilles Le Garrec et Vincent Touzé
- **Autres membres de l'équipe** : Frédéric Gannon (Université du Havre, chercheur associé) et Antoine Parent (Sciences Po Lyon, chercheur affilié).

Descriptif

Le vieillissement de la population est un sujet incontournable en raison de ses répercussions économiques majeures qui s'inscrivent dans le temps long. Dans le cadre du pôle ECONAGE, ce sujet sera principalement abordé sous les trois angles suivants :

- Impact du vieillissement sur les finances publiques (système de retraite, dépendance, santé, territoires, choix politiques, équité entre les générations, ...)
- Stagnation séculaire (excès d'épargne ou sous-investissement, déflation, ZLB, trappe à liquidité, équilibres multiples et complexité, ...)
- Lien entre choc démographique et croissance de long terme (cycle de vie et choix d'épargne, accumulation de capital physique et humain, impact de la guerre, cliométrie, flux internationaux de capitaux, ...).

Les résultats de cette recherche ont vocation à être publiés dans des revues académiques ainsi qu'à s'insérer dans le débat public sous la forme de rapports, *policy briefs*, articles de presses, etc.



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

International Workshop et débat public, "Building a Fair and Sustainable Pension Scheme: What are the Key Principles for Reform?", OFCE-Sciences Po, Paris, 28 - 29 mars 2019.

8th International Conference on Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance (Madrid, Avril 2018). Organisation d'une session « Aging, uncertainty, savings and pensions » et participation au comité scientifique

« New Views on Aging » Conference, 14th & 15th September 2017, U. Paris-Diderot, Paris (France).



PUBLICATIONS

- Gannon F., F. Legros et V. Touzé, "Automatic Balancing Mechanisms in Practice: What Lessons for Pension Policy Makers?", in *Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance* (A. Grané, ed.), Springer, 2018.
- Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé, "L'Europe des retraites : des réformes sous la pression de populations vieillissantes", in *L'économie européenne 2019*, Repère, La découverte, 2018.
- Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé, "Réformer le système de retraite : pourquoi, comment?", in *L'économie française 2019*, Repère, La découverte, 2018.
- Le Garrec G., "Fairness, Social Norms and the Cultural Demand for Redistribution", *Social Choice and Welfare*, 50, 2018.
- Parent, A., "We Did Not Repeat the Errors of the Past. Lessons drawn from the Fed's policy during the Great Depression", *Ten Years After the Crash*, Columbia University Press, New-York, forthcoming.

« Network and agent based computational analysis of economic systems, NETACE »

- **Responsible** : Mauro Napoletano
- **OFCE research fellows**: Jean-Luc Gaffard, Mattia Guerini
- **Affiliated research fellows**: Andrea Roventini (Scuola Superiore Sant'Anna), Tania Treibich (University of Maastricht)

Scientific Objectives

Research in this group aims to study financial stability, and macroeconomic dynamics by using novel methods coming from complex networks analysis and from agent-based computational economics. It will also use the same methods to evaluate public policies that can improve either financial stability or promote sustainable economic growth.

All research works of this group will put emphasis on two key features of modern financial and economic systems: i) the heterogeneity agents, ii) the fact that price and non-price interactions occur through complex financial and real networks.

The above characteristics are inherent to financial systems, which are structured as systems populated by agents having different characteristics (e.g. in terms of balance sheets situations) or having different nature and objectives (e.g. banks, hedge funds, pension funds, etc). In addition, agents are interconnected via dense webs of financial contracts with very different characteristics.

A similar picture is observed in real sectors of activity, where firms persistently differ in their size and growth rates, productivity and/or net-worth, and where households have different skills, job status, levels of income and wealth. In addition, firm transactions occur through networks of input-output or trade linkages.

The above two features have great importance for a wide range of issues in economic analysis. The list includes (but it is not limited to)

Financial stability and emergence of systemic risk

- The analysis of business cycles
- The transmission and impact of monetary and fiscal policies
- The impact of micro- and macro-prudential policies.
- The dynamics of income and wealth inequality
- The analysis of sustainable growth and green transitions

Research contracts activity in 2018

- EU H2020 project “DOLFINS”, 2015-2018

- EU H2020 project “ISIGrowth”, 2015-2018
- EU H2020 project “GROWIMPRO”, 2019-2021

Other Projects proposals submitted in 2018

- “ACME21”, submitted to the European AXIS Joint Call for Transnational Collaborative Research Projects 2018. Proposal passed the 1st stage of the evaluation. Waiting for the final evaluation
- ORA project “EVALSIM”. Proposal passed the 1st stage. It was rejected at the 2nd stage



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

Workshop OFCE “Financial Stability: Challenges and Insights from New Tools”, 11 Juin 2018
 2nd Conference on Financial Networks and Sustainability, University of Zürich, 17-19 Janvier 2018
 Conference “Securities Markets: Trends, Risks and Policies”, Bocconi University, 2 Mars 2018
 Conference “Computing in Economics and Finance 2018”, Catholic University of Milan, 20-22 Juin 2018



PUBLICATIONS

Guerini, M., Moneta, A., Napoletano M., Roventini, A. (2018). The Janus-Faced Nature of Debt: Results from a Data-Driven Cointegrated SVAR approach. *Macroeconomic Dynamics*, forthcoming

Lamperti, M., Napoletano M., Roventini A. (2018). Preventing environmental disasters: market based vs command and control policies. *Macroeconomic Dynamics*, forthcoming

“Some Reflections on Inflation Targeting, Monetary-Fiscal Policy Interactions, and Non-Standard Monetary Policies” (with M. Napoletano and S. Battiston), *European Journal of Economics and Economic Policies*, 15 (2), 2018.

“Faraway, so close: An agent-based model for climate, energy and macroeconomic policy”, Lamperti, F., Dosi, G., Napoletano, M., Roventini, A., Sapio, S, *Ecological Economics*, Volume 150, August 2018, pp. 315-339, 2018

“No Man Is an Island: The Impact of Heterogeneity and Local Interactions on Macroeconomic Dynamics”, Guerini, M., Napoletano, M., Roventini, A., *Economic Modelling*, Volume 68, January, pp. 82-95, 2018.

“Towards a non walrasian macroeconomics” Gaffard, J.L., Whither the Economy’, *Revue de l’OFCE* 157, 2018.

« Sociologie »

- **Responsable** : Maxime Parodi
- **Chercheur associé** : Michel Forsé

Descriptif

Ce pôle se consacre à des recherches sociologiques. Il étudie notamment les perceptions des inégalités et les sentiments de justice en France et au-delà et nourrit un dialogue avec la philosophie morale, les sciences politiques et les sciences économiques.

Au cours de l'année 2018, un numéro de la *Revue de l'OFCE* (mai 2018, n°156) a été publié à partir des contributions de la journée d'études sur les *Aspects des transmissions familiales entre générations*, organisée par le pôle sociologie, et édité par Michel Forsé et Maxime Parodi.

L'article « Pourquoi les inégalités de patrimoines sont-elles mieux tolérées que d'autres ? » de Michel Forsé, Alexandra Frenod, Caroline Guibet-Lafaye et Maxime Parodi a été publié dans ce numéro.

Le manuscrit « Le sens du juste. Enquête sur les représentations de la justice sociale », écrit par Michel Forsé et Maxime Parodi, va paraître aux éditions Hermann dans les mois à venir.

Plusieurs travaux de recherches sont actuellement engagés en 2018 et se poursuivront en 2019 :

- Une étude des discriminations de sexe au sein des orchestres et des effets de la pratique du paravent sur les choix de recrutement. Cette recherche a reçu un financement ANR sous le titre *Prodige*) et est menée avec Hélène Périvier, Hyacinthe Ravet (Directrice de recherche, CNRS, Iremus) et Régina Hatzipetrou (Docteure en musicologie, Iremus, Lettres Sorbonne Université).
- Une étude des parcours des étudiants depuis leur entrée à Sciences Po jusqu'à, pour certain, leur sortie de l'ENA et leur accès aux grands corps d'Etat. Il s'agit d'analyser les choix d'orientation des étudiants et des étudiantes en fonction de leurs résultats tout au long de leur parcours et de mettre au jour les éléments qui nourrissent, ou non, l'ambition d'entrer dans un des grands corps d'Etat. Cette recherche est menée avec Hélène Périvier et Fabrice Larat (Directeur du CERA, ENA).
- Une étude sur le populisme en Europe à partir des enquêtes ESS (*European Social Survey*), menée avec Cyril Jayet (Maître de conférences, Paris IV Sorbonne).
- Par ailleurs, une journée d'études sera organisée au cours de l'année 2019 sur le thème « Identité et solidarité – immigration et redistribution ». Il s'agira de revenir sur cette question, objet d'un débat récurrent : l'immigration et la diversité ethnique fragilisent-elles le soutien populaire à l'Etat-providence ? L'une des explications de la faiblesse de l'Etat-providence aux Etats-Unis s'appuie précisément sur cette idée que l'immigration et la diversité ethnique ont constitué des freins aux sentiments de fraternité ou de solidarité

nationale sur le sol américain au cours du 20^{ème} siècle (Putnam, 1995 ; Gilens, 1999), tandis qu'en Europe l'Etat-providence se serait développé parce que les nations européennes se percevaient chacune comme relativement homogènes sur les plans culturels et ethniques.

Cette explication très schématique est depuis longtemps débattue. Pour certains, elle tombe sous le sens (Milton Friedman : « *It's just obvious that you can't have free immigration and a welfare state* ») et elle permet de prédire, notamment, que les Etats-providences européens vont subir de sévères cures d'amaigrissements en réponse au défi posé par l'immigration sur leur territoire (Alesina et Glaeser, 2004 ; Collier, 2013). Pour d'autres, en revanche, ce lien empirique entre solidarité et identité, entre Etat-providence et fragmentation culturelle, ou encore entre redistribution et immigration est loin d'être vérifié partout et toujours (Banting et Kymlicka, 2006). Au fond, il n'y aurait pas de lien univoque entre ces dimensions et il faudrait mobiliser d'autres concepts pour savoir comment elles s'articulent. Par exemple, pour Markus Crepaz (2008) il faudrait regarder d'abord les institutions qui produisent de la confiance interpersonnelle car, selon lui, la présence d'immigrés n'entraînerait pas de baisse de la solidarité au sein d'une société *confiante*.

L'objet de la journée d'étude est de savoir comment s'articulent l'immigration et la redistribution, l'identité et la solidarité ? Quels sont les facteurs sociaux et institutionnels susceptibles de créer ou d'annihiler, de renforcer ou d'affaiblir ce lien entre ces deux dimensions ? Cette question ouvre vers un débat plus large encore, qui est de savoir si une société ouverte peut maintenir un niveau élevé de cohésion sociale. Que devient la question sociale au sein d'une société ouverte qui favorise logiquement une pluralisation des valeurs, des identifications de plus en plus diverses mais aussi fait naître de nouvelles stratégies de passager clandestin à l'égard des Etats-providence ?

Dans la perspective de cette journée, Michel Forsé (Directeur de recherche, CNRS, CMH) et Maxime Parodi mènent une étude sur ce lien entre immigration et redistribution à partir des enquêtes ESS (*European Social Survey*).



PUBLICATIONS

« Aspects des transmissions familiales entre générations », *Revue de l'OFCE*, 156, juin 2018.

Le sens du juste. Enquête sur les représentations de la justice sociale, Michel Forsé et Maxime Parodi, Editions Hermann, à paraître.

« Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales »

- **Responsable** : Hélène Périvier
- **Autres membres de l'équipe** : Guillaume Allègre, Muriel Pucci (Université Paris 1) et Grégory Verdugo (chercheur associé).

Descriptif

Ce pôle propose de renforcer les travaux menés à l'OFCE sur l'analyse des politiques sociales, familiales et fiscales (fiscalité des ménages) dans une perspective de redistribution, de lutte contre les inégalités économiques sociales et des inégalités femmes-hommes. Il s'agit de mettre en avant les enjeux associés à ces politiques publiques en mettant l'accent sur les questions de lutte contre la pauvreté, plus généralement de redistribution et de redéploiement de la politique familiale de sorte à accompagner les mutations des normes familiales (familles recomposées, séparations, diversité des statuts familiaux qui conduisent à des traitements différents par le système fiscal-social, pauvreté des enfants...).

Plus globalement, il s'agit d'interroger la place respective de l'individu et de la famille dans le système redistributif : comment et dans quelle mesure les solidarités familiales sont-elles intégrées dans les politiques publiques de redistribution ? sous quelles conditions ? (Système de quotient conjugal et familial dans le cadre de l'IRPP, mais aussi la mise en œuvre des conditions de ressources pour les prestations sociales et familiales etc.). Ce pôle visera également à analyser l'articulation entre prestations sociales et marché du travail : par exemple en étudiant le rôle du congé parental sur les parcours d'activité des mères de jeunes enfants, ou encore en analysant le profil des allocataires du RSA et l'impact de la prime d'activité, et de son doublement, attendu sur les comportements d'activité.

Travaux réalisés en 2018

« Imposition des couples en France et statut marital. Simulations de réformes du quotient conjugal », Guillaume Allègre, Hélène Périvier et Muriel Pucci

Cet article s'inscrit dans la lignée des travaux de microsimulation visant à évaluer les effets du quotient conjugal sur le montant d'impôt dont les ménages doivent s'acquitter en fonction de leur configuration familiale en intégrant les dernières réformes de l'IRPP (notamment la suppression de la prime pour l'emploi, la réforme de la décote, l'introduction de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus et la réduction d'impôt sous condition de ressources). Après avoir présenté le fonctionnement du quotient conjugal et les critiques dont il fait l'objet, nous évaluons trois scénarios de réforme : l'individualisation de l'IRPP, la baisse du nombre de parts attribué aux couples mariés/pacsés à 1.5 au lieu de 2 parts avec option d'individualisation, et le plafonnement de l'avantage associé au quotient conjugal au même niveau que celui du quotient familial.

Travaux prévus pour 2019

Évaluation des réformes du congé parental 2014 et 2015

Une recherche permettant l'exploitation des fichiers administratifs de la Cnaf, portant sur l'évaluation des réformes du congé parental en 2014 (Hélène Périvier et Grégory Verdugo) commencera début janvier 2019. La convention de partenariat avec la Cnaf est signée.

L'étude du recours à l'allocation de congé parental permet de comprendre comment les parents et en particulier les mères articulent vie familiale et professionnelle lors de la venue d'un enfant. Pour évaluer ces politiques, il est central de connaître la façon dont les prestations familiales affectent les décisions d'activité. En 2014, le montant de l'allocation a été réduit pour les foyers dont les ressources dépassent un certain seuil (celui de l'allocation de base de la PAJE). En 2015, le CLCA est devenu la PreParE, Prestation partagée d'éducation de l'enfant, qui limite à 24 mois par parent le recours à l'allocation jusqu'aux 3 ans de l'enfant. Pour un enfant de rang 3 et plus, la PrePare peut être majorée et versée sur une durée plus courte (8 mois), ce dispositif correspondant au ColCA (Complément optionnel de libre choix d'activité, introduit en 2006). Plus généralement, depuis 2007, on observe une baisse du recours à l'allocation de congé parental et une baisse du nombre d'allocataires. Or, même si la dynamique des naissances s'est ralentie, elle ne permet pas d'expliquer cette tendance. Quelles sont les causes de cette baisse ? La conjoncture défavorable depuis 2007 constitue-t-elle une explication possible ?

Analyse de la situation socio-économique des parents isolés.

Le projet s'inscrit dans la réponse à un appel d'offre de la DGCS et du Ministère des droits des femmes. Il vise à analyser les facteurs de précarité auxquels les parents isolés doivent faire face du fait de leur configuration familiale (niveau de vie et logement, jeunes enfants à charge...) ou du fait de leur situation sur le marché du travail (participation, chômage, type de contrat, temps de travail...), en adoptant une perspective sexuée. Il s'agira également d'analyser la façon dont les politiques socio-fiscales répondent à ces spécificités et aident ces familles à surmonter les difficultés économiques et sociales qu'elles rencontrent. Afin d'identifier les facteurs de précarité spécifiques aux foyers monoparentaux, un état des lieux des conditions de vie des parents isolés sera présenté. Puis nous proposerons une évaluation de l'effet des politiques publiques sur le niveau de vie des parents isolés, l'accès au logement fera l'objet d'une attention particulière (taux d'effort, accès au parc social, aides personnelles, ...). Enfin une analyse des conditions d'accès au marché du travail des parents isolés ainsi que celle du lien entre isolement d'une part et chômage ou précarité dans l'emploi d'autre part sera réalisée. Elle permettra de mieux comprendre les dynamiques de précarité de ces personnes et d'identifier des pistes pour améliorer leur situation.



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

Présentation en séminaire interne, le 10/12/2018 « Imposition des couples en France et statut marital.

Simulations de réformes du quotient conjugal », Guillaume Allègre, Hélène Périvier et Muriel Pucci

Présentation au séminaire Inégalités de l'INSEE, février 2019 « Imposition des couples en France et statut marital. Simulations de réformes du quotient conjugal », Guillaume Allègre, Hélène Périvier et Muriel Pucci

« Modèles à agents hétérogènes »

- **Responsable** : Xavier Ragot
- **Autres membres de l'équipe** : Edouard Challe (chercheur associé) et Alaïs martin-Baillon (OFCE)

Descriptif

L'objectif de ce pôle est de développer des modèles et des outils afin d'introduire l'hétérogénéité et les inégalités dans l'analyse économique. Ce type de modèle permet de considérer les inégalités entre les ménages, les entreprises et les Etats avec les mêmes outils.

Le but de ces modèles est de faire le lien entre les analyses macroéconomiques et les données microéconomiques de plus en plus utilisées à l'OFCE, notamment avec le modèle INES, ou encore les données de la BCE relatives aux inégalités entre les ménages des différents pays européens.

A terme, le but est de développer des modèles permettant l'évaluation des politiques publiques au niveau français et européens.

Programme 2019

Pour l'année 2019, l'objectif est de construire un modèle calibré pour l'économie française et US. Par ailleurs, un modèle introduisant une structure réaliste de commerce international entre pays sera construit pour approfondir notre compréhension des divergences européennes.



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

GT Economie de la fiscalité, *Optimal fiscal policy with heterogeneous agents and aggregate shocks*, avec François Le Grand, Paris, 9 mars 2018.

T2M Theories and methods in macroeconomics, Chairperson de la session *Special session on heterogeneity in macroeconomics* et présentation *Optimal fiscal policy with heterogeneous agents and aggregate shocks*, avec François Le Grand, Université Paris Dauphine, 16 mars 2018.

3rd International Conference on Financial Markets and Macroeconomic Performance, *What is monetary policy about? Optimal monetary policy with heterogeneous agents*, avec François Le Grand et Alaïs Martin-Baillon, Goethe University, Francfort, 8 mai 2018.

Center for Macroeconomic Research, *The history-representation of heterogeneous agent models*, Université de Cologne, 9 mai 2018.

Schumpeter Seminar, *Optimal fiscal policy with heterogeneous agents and aggregate shocks*, avec François Le Grand, Humboldt University, Berlin, 26 juin 2018.

Society for Economic Dynamics, Annual Meeting, *Sovereign default and liquidity: the case for a world safe*, Mexico, 28 juin 2018.

Zurich Center for Computational Financial Economics, *The history-representation to solve and derive optimal policies in heterogeneous agent models with aggregate shocks*, avec François Le Grand, Université de Zurich, Suisse, 4 juillet 2018.

4ème Oxford/Banque fédérale de réserve de New York, *Conférence sur l'économie monétaire*, Université d'Oxford/Nuffield College/Banque fédérale de réserve de New York, *Trinity College, Royaume-Uni*, 27 septembre 2018.

Sorbonne Université, Colloque international: une solidarité européenne est-elle encore possible? *L'union européenne: de la convergence à la solidarité?* Paris, Sorbonne, 2 octobre 2018.

University of Cambridge, Macroeconomic seminar, *Managing inequality in the business cycle : optimal policies with heterogeneous agents and aggregate shocks*, Royaume-Uni, 30 octobre 2018.



PUBLICATIONS

Challe E. et X. Ragot, « France-Allemagne : retour au travail », *Revue de l'OFCE*, 158, pp. 149-169.

« Environnement »

- **Responsable** : Aurélien Saussay
- **Chercheur-e-s** : Adeline Guéret, Gissela Landa-Rivera, Paul Malliet, Frédéric Reynès

Descriptif

Le pôle environnement se focalise sur l'analyse de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique sous les angles macro et microéconomiques. Plus généralement, ses chercheurs traitent la question de la perception du changement climatique, de l'impact différencié des politiques environnementales et des conséquences des catastrophes naturelles, tant sur l'emploi que sur les conditions de vie.

Dans ce cadre, l'OFCE développe en particulier depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et NEO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Activités 2018

Le pôle environnement a conduit une mise à jour en profondeur de son principal outil d'évaluation des politiques environnementales et énergétiques, le modèle macroéconomique *ThreeME*. Ce travail de grande ampleur doit mener à la construction de la troisième version principale du modèle, qui sera finalisée en 2019. En parallèle, le pôle a mené de nombreux projets avec succès. Le partenariat avec l'AFD et le ministère de l'énergie mexicain, SENER, s'est poursuivi pour une cinquième année consécutive. Il a conduit à l'extension de l'adaptation mexicaine du modèle *ThreeME*, ainsi qu'à la formation de nouveaux experts mexicains maîtrisant l'utilisation du modèle. En France, le modèle *ThreeME* a pu à nouveau démontrer sa flexibilité en réalisant l'évaluation macroéconomique d'un scénario de transition énergétique en Occitanie. Par ailleurs, le pôle a également développé l'analyse de la transition énergétique sous un angle plus microéconomique. En particulier, il a réalisé la modernisation du modèle de micro-simulation des choix de rénovations énergétiques Menfis pour le compte de l'ADEME. Enfin, le pôle a entrepris le Carbon Consumption Survey, également réalisé pour l'ADEME, qui vise à construire un modèle de simulation de politiques fiscales qui se base sur une cartographie des flux d'émissions de carbone qui soit la plus détaillée possible.

Programme 2019

Le pôle environnement va conclure la réalisation de la troisième version du modèle *ThreeME*. Celle-ci permettra une adaptation du modèle à d'autres périmètres géographiques (notamment

à l'étranger) grandement facilitée. Par ailleurs, le découpage sectoriel utilisé dans le modèle deviendra entièrement paramétrable, ce qui permettra de l'adapter aux besoins des différents scénarios étudiés. Sur le plan institutionnel, le pôle environnement va accompagner la Direction Générale du Trésor dans son adoption du modèle ThreeME. A l'international, le pôle démarrera le projet d'évaluation des impacts macroéconomiques de la transition énergétique en Tunisie, en partenariat avec le PNUD et l'Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie tunisienne. Le pôle renforcera également ses partenariats avec l'ADEME et le CIRED à travers un nouveau projet d'évaluation des impacts matières de la transition énergétique. Il renforcera enfin ses capacités en matière de micro-simulation avec l'articulation du modèle spécialisé sur la rénovation dans le résidentiel, Menfis, avec les autres outils de micro-simulation utilisés à l'OFCE.



SÉMINAIRES, CONFÉRENCES

- Young Energy Economists and Engineers Seminar – Spring 2018 Edition, Delft University of Technology, Pays-Bas, 11-12 Avril 2018, "Estimating the Elasticity of Substitution between the Capital & Energy from the Marginal Abatement Cost Curve", Paul Malliet.
- World Congress of Environmental and Resource Economists, Göteborg, Suède, 25-29 Juin 2018, « The impacts of energy prices on industrial foreign investment location: evidence from global firm level data », Aurélien Saussay
- Séminaire ThreeME-GEMMES, AFD, Paris, France, 17 Octobre 2018, « La modélisation du marché des capitaux dans ThreeME », Frédéric Reynès.
- Séminaire ThreeME-GEMMES, AFD, Paris, France, 17 Octobre 2018, « Présentation du projet ThreeMe-Mexique », Gissela Landa.
- 6e séminaire de plateforme de modélisation de la Chaire Modélisation Prospective au service du Développement Durable : Les risques d'investissement et des mécanismes financiers dans les modèles, CIRED, Nogent sur Marne, France, 21 Novembre 2018, « La modélisation du marché des capitaux dans ThreeME », Frédéric Reynès.
- Florence School of Regulation Climate Workshop, Florence, Italie, 26-27 Novembre 2018, « Dynamic heterogeneity: rational habits and the heterogeneity of household responses to gasoline prices », Aurélien Saussay



PUBLICATIONS

Frédéric Reynès, "A new perspective on homogeneous functions through the lens of output elasticities", *Mathematical Social Sciences*, vol. 97, 11-17, janvier 2019.

Aurélien Saussay, Misato Sato, *The impacts of energy prices on industrial foreign investment location: evidence from global firm level data*, LSE, Grantham Research Institute Working Paper 311, décembre 2018

Aurélien Saussay, *Dynamic heterogeneity: rational habits and the heterogeneity of household responses to gasoline prices*, décembre 2018

Adeline Guéret, Paul Malliet, Aurélien Saussay, Xavier Timbeau, *An explorative evaluation of the climate debt*, 11 décembre 2018

Aurélien Saussay, Paul Malliet, Gissela Landa, Frédéric Reynès, *Building a consistent European climate-energy policy*, in *Report on the State of the European Union*, janvier 2019.

Publications

97	<i>articles dont 81 dans des revues à comité de lecture</i>
42	<i>documents de travail</i>
7	<i>ouvrages</i>
47	<i>contributions à des ouvrages</i>
10	<i>rapports, études</i>
74	<i>billets du blog</i>
24	<i>Policy Brief</i>

Publications

L'OFCE dispose de supports de publication diversifiés, chaque support répondant à un type de travaux (actualités économiques et sociales, recherche académique) et s'adressant à un type de lecteurs (décideurs politiques, journalistes, chercheurs, ...).

L'ensemble des publications est en accès libre et gratuit sur le site de l'OFCE, www.ofce.fr

Les publications de l'OFCE (hors billets de Blog, voir *infra*) font l'objet d'un nombre important de consultations. A titre d'exemple, selon les statistiques SPIRE qui répertorient la production scientifique de Sciences Po, les publications de l'OFCE ont été consultées 5 897 fois en 2018 (et téléchargés 1 030 fois). A noter que ces statistiques n'incluent pas les consultations ou téléchargements *via* Google, REPEC etc. Ce sont avant tout les articles (à hauteur de 38 %), puis les *Working Papers* (à hauteur de 16 %) qui font l'objet de consultations et de téléchargements selon les statistiques SPIRE

Organisation des publications de l'OFCE

Xavier Ragot, directeur des publications

Sandrine Levasseur, rédactrice en chef des publications

Guillaume Allègre, rédacteur en chef du blog et des *Policy briefs*

Le Comité de rédaction de *La Revue de l'OFCE* est composé de : Guillaume Allègre, Luc Arrondel, Frédérique Bec, Christophe Blot, Carole Bonnet, Julia Cagé, Eve Caroli, Virginie Coudert, Anne-Laure Delatte, Brigitte Dormont, Bruno Ducoudré, Michel Forsé, Guillaume Gaulier, Sarah Guillou, Florence Legros, Eloi Laurent, Mauro Napoletano, Hélène Périvier, Mathieu Plane, Franck Portier, Corinne Prost, Romain Rancière et Raul Sampognaro.

Laurence Duboys-Fresney, secrétaire de rédaction des publications

Najette Moumni, responsable de fabrication des publications

Claudine Houdin, adjointe à la responsable de fabrication des publications

Revue de l'OFCE

La *Revue de l'OFCE* participe depuis plus de trente ans au débat public et scientifique en publiant des articles d'économie, alliant accessibilité et rigueur académique. Elle publie aussi des articles de sociologie.

L'année 2018 a été une année importante pour *La Revue de l'OFCE* avec la publication d'un numéro spécial « Améliorer la construction européenne » regroupant les contributions d'une quarantaine de chercheurs, dont douze contributeurs extérieurs à l'OFCE. Par ailleurs, *La Revue de l'OFCE* a poursuivi ses activités éditoriales habituelles au travers de la publication semestrielle de ses prévisions économiques, de ses articles VARIA en économie et sociologie.



Ouvrages

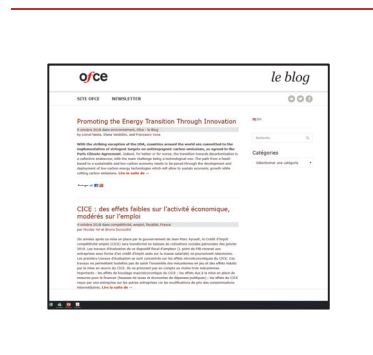
Chaque année, l'OFCE propose dans la collection *Repères* un bilan accessible et rigoureux de l'économie française. L'édition 2018 a présenté l'état de la conjoncture, les principales tendances et les grands problèmes. L'un des dossiers thématiques a porté spécifiquement sur l'évaluation du programme présidentiel pour le quinquennat 2017-2022.

L'OFCE propose un bilan annuel de l'économie européenne. L'édition 2018 présente l'histoire de l'intégration européenne, y compris les négociations du *Brexit*, ainsi que l'analyse de la conjoncture, les évolutions de la mobilité du travail en Europe, la politique climatique, les réformes politiques et économiques.



Blog

Le *Blog de l'OFCE* existe depuis octobre 2011. Son objectif est de donner la possibilité aux chercheurs de l'OFCE de participer au débat public de manière très réactive en publiant des billets sur l'actualité économique française et internationale. Les billets portent sur des thématiques très variées : politique sociale et fiscale, chômage, croissance, Europe... La plupart des billets sont traduits en anglais de façon à asseoir la visibilité internationale de l'OFCE. En 2018, le Blog de l'OFCE a publié 68 billets, soit une moyenne de 5 billets par mois. Le nombre de pages vues sur le *Blog de l'OFCE* a été de 200 023, soit environ 16 000 pages vues par mois.



Documents de travail

En 2018, l'OFCE a publié 39 documents de travail. Ces travaux ont été de nature très différente : à la fois « très technique » avec la publication de travaux d'évaluation des politiques économiques ; certaines fois, avec un angle d'analyse très macroéconomique et d'autres fois, avec un angle très microéconométrique. Enfin, certains documents de travail ont proposé des réflexions sur des thèmes importants : économie numérique, concurrence, bien-être, etc...



Policy Brief

A la rentrée 2016, l'OFCE a créé un nouveau support de publication, *OFCE Policy brief*, dans le but de fournir une expertise sur les politiques publiques en matière économique. L'année 2018 a ainsi été marquée par la publication de 16 *Policy brief* sur des sujets d'actualité (fiscalité, changement climatique, tissu productif, salaire minimum) ainsi que sur les prévisions économiques.



Revue de l'OFCE

- Aghion Philippe et Céline Antonin, « Technical progress and growth since the crisis », *Revue de l'OFCE. Whither the economy?* vol. 157, p. 55-68, septembre, 2018.
- Aldama Pierre et Jérôme Creel, « Les règles budgétaires : une analyse empirique sur données révisées et en temps réel », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 281-306, décembre, 2018.
- Allègre Guillaume et Julien Pellefigue, « Quel rôle peut jouer l'Europe dans l'imposition des multinationales ? », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 333-354, décembre, 2018.
- Antonin Céline, Sandrine Levasseur et Vincent Touzé, « L'union bancaire face au défi des prêts non performants », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 227-254, décembre, 2018.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Normalisation de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne : vers quel(s) objectif(s) ? », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 207-226, décembre, 2018.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Une analyse de la contribution de la politique monétaire à la croissance économique », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 231-254, décembre, 2018.
- Blot Christophe, Paul Hubert et Rémi Odry, « Où en sommes-nous des bulles de prix d'actifs en zone euro ? », *Revue de l'OFCE*, vol. 158, *Améliorer la construction européenne*, p. 185-206, novembre, 2018.
- Blot Christophe, Paul Hubert et Rémi Odry, « Taux de change euro/dollar : un effet BCE ou réserve fédérale ? », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 335-354, avril, 2018.
- Cabau François, Eric Heyer, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Olivier Vigna et Christine Riffart, « Débat sur les perspectives économiques », *Revue de l'OFCE Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 255-266, décembre, 2018
- Challe Edouard, « Is the study of business-cycle fluctuations « scientific? » », *Revue de l'OFCE. Whither the economy?* vol. 157, p. 151-166, septembre, 2018.
- Challe Edouard et Xavier Ragot, « France-Allemagne : retour au travail », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 149-170, décembre, 2018.
- Clavel Laurent, Éric Heyer, Paul Hubert, Paola Monperrus-Veroni, Mathieu Plane, Xavier Ragot et Xavier Timbeau, « Débat sur les perspectives économiques », *Revue de l'OFCE, Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 353-366, avril, 2018.
- Ducoudré Bruno, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Raül Sampognaro, Francesco Saraceno et Xavier Timbeau, « Refonte des règles budgétaires européennes », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 307-332, décembre, 2018.
- Ducoudré Bruno, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « L'ampleur des désajustements nominaux en zone euro en 2017 », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 103-126, décembre, 2018.

- Ducoudré Bruno, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Taux de change d'équilibre et ampleur des désajustements internes à la zone euro », *Revue de l'OFCE, Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 303-334, avril, 2018.
- Forsé Michel, Alexandra Frénod, Caroline Guibet-Lafaye et Maxime Parodi, « Pourquoi les inégalités de patrimoine sont-elles mieux tolérées que d'autres ? », *Revue de l'OFCE, Aspects des transmissions familiales entre générations*, vol. 156, p. 97-122, juin, 2018.
- Forsé Michel et Maxime Parodi, « Aspects des transmissions familiales entre générations. Introduction », *Revue de l'OFCE*, vol. 156, p. 5-10, juin, 2018.
- Gaffard Jean-Luc, « Towards a non-walrasian macroeconomics », *Revue de l'OFCE. Whither the economy?* vol. 157, p. 235-256, septembre, 2018.
- Gaglio Cyrielle et Sarah Guillou, « L'Europe numérique : entre singularités, faiblesses et promesses », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 13-36, décembre, 2018.
- Guérini Mattia, Mauro Napoletano et Lionel Nesta, « Convergence des structures productives et synchronisation des cycles industriels dans l'Union Européenne », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 127-148, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Pierre Madec, « Le(s) marché(s) du travail européen », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 37-58, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Cycle de productivité et emploi : retour sur les ajustements depuis la crise », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 85-92, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Endettement public et privé : état des lieux », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 141-148, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « France : retour à meilleure fortune. Perspectives 2018-2019 pour l'économie française », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 171-268, avril, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « L'inflation se dérobe », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 101-108, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « La fin d'un cycle ? Perspectives 2018-2019 pour l'économie mondiale et la zone euro », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 17-170, avril, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Les choix budgétaires divergent dans les économies avancées », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 119-127, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Les écarts de croissance sont-ils refermés ? », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 77-83, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Perspectives 2018-2020 pour l'économie mondiale et la zone euro. Synthèse : croissance sous tensions », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 19-37, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Politique monétaire : concordance des cycles », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 109-117, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Présentation générale », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 5-16, avril, 2018.

- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Stabilité sur fond de tensions géopolitiques », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 93-99, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Tensions financières dans les émergents », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 129-140, décembre, 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Tour du monde de la situation conjoncturelle », *Revue de l'OFCE. Perspectives économiques 2018-2020*, vol. 159, p. 39-76, décembre, 2018.
- Hubert Paul et Mathilde Le Moigne, « La désinflation manquante. Un phénomène américain uniquement? », *Revue de l'OFCE. Varia*, vol. 160, p. 1-29, décembre, 2018.
- Hubert Paul et Giovanni Ricco, « Imperfect information in macroeconomics », *Revue de l'OFCE. Whither the economy ?*, vol. 157, p. 181-196, septembre, 2018.
- Landa Gissela, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « The state of applied environmental macroeconomics », *Revue de l'OFCE. Whither the economy?* vol. 157, p. 133-150, septembre, 2018.
- Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Construire une politique énergétique et climatique européenne cohérente », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 385-402, décembre, 2018.
- Laurent Éloi, « Pour une Europe du bien-être », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 403-422, décembre, 2018.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Macroeconomics in the age of secular stagnation », *Revue de l'OFCE. Whither the economy?*, vol. 157, p. 69-92, septembre, 2018.
- Levasseur Sandrine, « Convergence et divergence nominales dans les PECO », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 59-76, décembre, 2018.
- Napoletano Mauro, « A short walk on the wild side: agent-based models and their implications for macroeconomic analysis », *Revue de l'OFCE. Whither the economy?* vol. 157, p. 257-282, septembre, 2018.
- Parent Antoine, « Les voies de la recherche cliométrique ouvertes par 'Le capital au XXIe siècle' », *Revue de l'OFCE. Varia*, vol. 160, p. 105-130, décembre, 2018.
- Parodi Maxime, « Une monnaie démocratiquement partagée entre des démocraties », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 421-436, décembre, 2018.
- Périer Hélène et Gregory Verdugo, « La stratégie de l'union européenne pour promouvoir l'égalité professionnelle est-elle efficace ? », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 77-102, décembre, 2018.
- Ragot Xavier, « Améliorer la construction européenne. Présentation générale », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 5-12, décembre, 2018.
- Ragot Xavier, « Introduction. Whither the Economy? », *Revue de l'OFCE. Whither the Economy?* vol. 157, p. 5-15, septembre, 2018.
- Sampognaro Raül, « Les effets de la politique budgétaire depuis 2008 dans six économies avancées », *Revue de l'OFCE, Perspectives économiques 2018-2019*, vol. 155, p. 269-302, avril, 2018.
- Saraceno Francesco, « The end of the consensus? The economic crisis and the crisis of macroeconomics », *Revue de l'OFCE, Whither the economy?*, vol. 157, p. 319-334, septembre, 2018.

Sterdyniak Henri, « L'impôt sur les sociétés peut-il survivre à la mondialisation et à l'intégration européenne ? », *Revue de l'OFCE. Améliorer la construction européenne*, vol. 158, p. 359-384, décembre, 2018.

Revue à comité de lecture

Aghion Philippe et Flora Bellone, « Introduction to the special issue '66^{ième} Congrès de l'AFSE' », *Revue d'Économie Politique*, 2018/5, vol. 128, p. 691-692.

Babutsidze Zakaria et Andreas Chai, « Look at me saving the planet! The imitation of visible green behavior in local regions and its impact on the climate value-action gap », *Ecological Economics*, vol. 146, p. 290-303, 2018.

Bellone Flora, « New impacts of globalization : introduction to selected papers presented at the 66th Annual Congress of the French Economic Association », *Économie et statistique*, 503-504, p. 79-85, 2018.

Blot Christophe, Jérôme Creel, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Les effets redistributifs des politiques monétaires de la BCE », *Revue d'économie financière*, vol. 128, n° 4, p. 165-180, janvier, 2018.

Cardaci Alberto et Francesco Saraceno, « Between Scylla and Charybdis: income distribution, consumer credit and business cycles », *Economic Inquiry*, publication en ligne [doi:10.1111/ecin.12749](https://doi.org/10.1111/ecin.12749), décembre, 2018.

Challe Edouard et Edouard Chrétien, « Market microstructure, information aggregation and equilibrium uniqueness in a global game », *European Economic Review*, vol. 102, p. 82-99, 2018.

Damette Olivier, Fredj Jawadi et Antoine Parent, « Can a Taylor rule better explain the Fed's monetary policy through the 1920s and 1930s? A nonlinear cointegration analysis », *Studies in Nonlinear dynamics & Econometrics*, vol. 22, n° 5, octobre, 2018.

Daudin Guillaume, Raphaël Franck et Hillel Rapoport, « Can internal migration foster the convergence in regional fertility rates? Evidence from 19th century France », *The Economic Journal*, publication en ligne [doi:10.1111/eoj.12623](https://doi.org/10.1111/eoj.12623), juin, 2018.

Dosi Giovanni, Francesco Lamperti, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Alessandro Sapio, « Faraway, so close: coupled climate and economic dynamics in an agent-based integrated assessment model », *Ecological Economics*, vol. 150, p. 315-339, 2018.

Dosi Giovanni, Marcello Pereira, Andrea Roventini et Maria Enrica Virgillito, « Causes and consequences of hysteresis: aggregate demand, productivity and employment », *Industrial and Corporate Change*, p. 1-30, avril, 2018.

Durand Cédric et Sébastien Villemot, « Balance sheets after the EMU: an assessment of the redenomination risk », *Socio-Economic Review*, p. 1-28, publication en ligne [doi:10.1093/ser/mvz004](https://doi.org/10.1093/ser/mvz004), 2018.

Farvaque Etienne et Gannon Frédéric, « Profiling giants: the networks and influence of Buchanan and Tullock », *Public Choice*, Springer, 175(3), p. 277-302, juin 2018.

- Farvaque Étienne, Antoine Parent et Piotr Stanek, « Debates and dissent inside the FOMC during WW2 », *Business history*, décembre, 2018.
- Fitoussi Jean-Paul et Francesco Saraceno, « Inégalités et compétitivité : quelques considérations », *Revue d'économie financière*, vol. 128, n° 4, p. 77-89, 2018.
- Forsé Michel et Luigi Tronca, « The French and the Italians in relation to the difference principle », *Revue Tocqueville*, vol. 39, n° 1, p. 179-197, 2018.
- Guerini Mattia, Francesco Lamperti et Andrea Mazzocchetti, « Unconventional monetary policy: between the past and future of monetary economics », *European Journal of Economics and Economic Policies*, vol. 15, n° 2, p. 122-131, 2018.
- Guerini Mattia, Alessio Moneta, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « The Janus-faced nature of debt: results from a data-driven cointegrated SVAR approach », *Macroeconomic Dynamics*, publication en ligne doi.org/10.1017/s1365100518000445, p. 1-31, 2018.
- Guerini Mattia, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « No man is an island: the impact of heterogeneity and local interactions on macroeconomics dynamics », *Economic Modelling*, vol. 68, p. 82-95, janvier, 2018.
- Guillot Olivier et Antoine Parent, « « Farewell life, farewell love »: analysis of survival inequalities among soldiers who « Died for France » during World War I », *Population*, vol. 73, n° 3, p. 411-414, 2018.
- Herrera Marcos, Nadine Massard et Benjamin Montmartin, « The impact of the French policy mix on business R&D: how geography matters », *Research Policy*, vol. 47, n° 10, p. 2010-2027, novembre, 2018.
- Hubert Paul et Fabien Labondance, « The effect of ECB forward guidance on the term structure of interest rates », *International Journal of Central Banking*, vol. 14, n° 5, p. 193-222, décembre, 2018.
- Iacopetta Maurizio et Raoul Minetti, « Asset dynamics, liquidity and inequality in decentralized markets », *Economic Inquiry*, vol. 57, n° 1, p. 537-551, 2018.
- Lamperti Francesco, Andrea Roventini et Amir Sani, « Agent-based model calibration using machine learning surrogates », *Journal of Economic Dynamics & Control*, vol. 90, p. 366-389, 2018.
- Laurent Éloi, « La protection sociale : de l'incertitude au risque, de l'Etat Providence à l'Etat social-écologique », *Revue française de socio-économie*, vol. 20, n° 1, p. 191-194, 2018.
- Le Garrec Gilles, « Fairness, social norms and the cultural demand for redistribution », *Social Choice and Welfare*, vol. 50, n° 2, p. 191-212, 2018.
- Le Héron Edwin et Nicolas Yol, « The macroeconomic effects of migrants' remittances in Moldova: a stock-flow consistent model », *European Journal of Economics and Economic Policies: intervention*, n° 2, p. 1-24, septembre, 2018.
- Martin Henri et Hélène Périvier, « Les échelles d'équivalence à l'épreuve des nouvelles configurations familiales », *Revue Économique*, vol. 69, n° 2, p. 303-334, 2018.
- Périvier Hélène, « Recession, austerity and gender », *International Labour Review*, vol. 157, n°1, p. 1-37, 2018.
- Popp David, Elena Verdolini et Francesco Vona, « Bridging the gap: fast-reacting fossil technologies facilitate renewable energy diffusion », *Energy Policy*, vol. 116, p. 242-256, 2018.

Raitano Michele et Francesco Vona, « From the Cradle to the Grave: the influence of family background on career path of Italian men », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol. 80, n°6, p. 1062-1088, mars, 2018.

Toma Sorona et Grégory Verdugo, « Can public housing decrease segregation ? Lessons and challenges from non-european immigration in France », *Demography*, vol. 55, n°5, p. 1803-1828, 2018.

Autres revues

Allègre Guillaume et Xavier Timbeau, « Grand Paris Express : mais pourquoi l'Etat prend-il de si mauvaises décisions ? », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février 2018.

Antonin Céline, « Les enjeux de l'économie des plates-formes », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février 2018.

Babutsidze Zakaria, « Pirated Economics », *South-Eastern Europe Journal of Economics*, vol. 16, n° 2, p. 209-219, 2018.

Babutsidze Zakaria, « The rise of electronic social networks and implications for advertisers », *Technological Forecasting and Social Change*, vol. 137, p. 27-39, 2018.

Bellone Flora et Mai T. H. Vu, « Productivity and wage premiums : evidence from Vietnamese ordinary and processing exporters », *International Economics*, Elsevier, vol 154(C), p. 48-67, 2018.

Blot Christophe et Paul Hubert, « Politique monétaire : vers la fin de la détente », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février 2018.

Caselli M., Lionel Nesta et Stefano Schiavo, « Markups and markdowns », *Economic Letters*, 73, p. 104-107, 2018.

Consoli Davide, Giovanni Marin, David Popp et Francesco Vona, « Environmental regulation and Green skills: an empirical exploration », *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*, vol. 5, n° 4, p. 713-753, octobre, 2018.

Cornilleau Gérard et Henri Sterdyniak, « Vers une grande réforme des retraites », *Variances*, juin, 2018.

Creel Jérôme, « Crise et solutions coopératives : la zone euro depuis 2008 », *Annales des Mines - Réalités industrielles*, vol. 3, p. 75-78, août, 2018.

Creel Jérôme, « Le fonds monétaire européen : nouvel instrument politique plutôt qu'économique », *Revue de l'euro*, vol. 52, 2018.

Creel Jérôme, « Réformes : il faut battre le fer pendant qu'il fait beau », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février 2018.

Ducoudré Bruno, « La flexibilité sans emplois à la clé », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février 2018.

Guerini Mattia et Sarah Guillou, « L'industrie européenne en quête d'avenir », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février 2018.

Guillou Sarah, « La spécialisation européenne : entre passé industriel et future numérique », *Les Cahiers Français*, vol. 407, novembre, 2018.

- Heyer Éric, « Faut-il supprimer les cotisations sociales sur les heures supplémentaires ? », *Liaisons Sociales*, vol. 192, mai, 2018.
- Heyer Éric et Sébastien Villemot, « Echanges mondiaux : des déséquilibres inquiétants », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.
- Landa Gissela, Paul Malliet et Aurélien Saussay, « Les renouvelables ont le vent en poupe », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.
- Laurent Éloi, « Refonder le débat budgétaire à l'aide d'indicateurs alternatifs », *Projet*, vol. 1, n° 362, février, 2018.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « La stagnation séculaire », *Ecoflash*, mars, 2018.
- Madec Pierre, « APL : quand la baisse des loyers réduit la solidarité », *Avec vous, Bulletin de liaison de la Fédération des OPH*, vol. 99, octobre, 2018.
- Madec Pierre, « Des inégalités à tous les étages », *Projet*, vol. 364, n° 3, p. 66-76, 2018.
- Madec Pierre, « La territorialisation de la politique du logement : un enjeu d'égalité », *Hérodote*, vol. 3, n° 170, p. 175-194, 2018.
- Madec Pierre, « Les emplois francs nouvelle formule peuvent-ils contribuer à améliorer l'emploi dans les quartiers difficiles ? », *Liaisons Sociales*, vol. 192, mai, 2018.
- Parodi Maxime, « Protection sociale : les Français solidaires, mais... », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.
- Péléraux Hervé, « La reprise se généralise », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.
- Plane Mathieu, « Baisser la fiscalité du capital est-il un bon moyen d'accélérer la croissance ? », *Le Drenche*, mars, 2018.
- Plane Mathieu, « Qu'est ce qui plombe le pouvoir d'achat ? », *Alternatives Economiques*, septembre, 2018.
- Plane Mathieu et Raül Sampognaro, « Budget 2018 : la reprise est sauve, mais les inégalités se creusent », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.
- Ragot Xavier, « L'économie respire, car nous avons arrêté d'appuyer sur le frein », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.
- Sterdyniak Henri, « La monnaie pleine, une fausse bonne idée », *Alternatives Economiques*, juin, 2018.
- Timbeau Xavier, « La reprise de l'économie française va-t-elle buter sur le chômage structurel ? », *Alternatives Economiques*, avril, 2018.
- Timbeau Xavier, « Etats-Unis-Chine : les vraies raisons d'une tempête commerciale », *Alternatives Economiques*, septembre, 2018.
- Timbeau Xavier, « Pas de retour de l'inflation mais une perte de pouvoir d'achat », *Alternatives Economiques*, novembre, 2018.
- Timbeau Xavier, « Les risques de l'euro fort », *Alternatives Economiques*, février, 2018.
- Timbeau Xavier, « Ne faisons pas de l'immobilier un coupable facile », *Constructif*, mars, 2018.
- Verdugo Gregory, « L'impact des robots sur les inégalités », *Questions internationales*, vol. 91, 2018.

Verdugo Gregory, « Les dangereuses mutations du travail et de l'emploi », *Alternatives Economiques Hors-série n°114*, février, 2018.

Documents de travail

Antonin Céline, « Les liens entre taux d'épargne, revenu et incertitude. Une illustration sur données françaises », *OFCE Working Paper*, 19, mai, 2018.

Barucca Paolo, Stefano Battiston, Mauro Napoletano et Duc Thi Luu, « Collateral unchained: rehypothecation networks, concentration and systemic effects », *OFCE Working Paper*, 7, janvier, 2018.

Blot Christophe, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Monetary policy and asset price bubbles », *OFCE Working Paper*, 37, novembre, 2018.

Bocqueho Géraldine, Marc Deschamps, Jenny Helstroffer, Julien Jacob et Majlinda Joxhe, « The risk and refugee migration », *OFCE Working Paper*, 10, mars, 2018.

Chiaromonte Francesca, Matteo Coronese, Francesco Lamperti et Andréa Roventini, « Natural disaster risk and the distributional damages of damages », *LEM Working Paper Series*, 22, août 2018.

Cornand Camille et Paul Hubert, « On the external validity of experimental inflation forecasts: a comparison with five categories of field expectations », *GATE Working paper*, 1821, 2018.

Dibiaggio Ludovic, Benjamin Montmartin et Lionel Nesta, « Regional alignment and productivity growth », *OFCE Working Paper*, 25, septembre, 2018.

Dosi Giovanni, Francesco Lamperti, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Alessandro Sapio, « And then he wasn't a she: climate change and green transitions in an agent-based integrated assessment model », *OFCE Working Paper*, 28, septembre, 2018.

Dosi Giovanni, Andrea Roventini et Emanuele Russo, « Endogeneous growth and global divergence in a multi-country agent-based model », *OFCE Working Paper*, 2, janvier, 2018.

Dosi Giovanni, Mauro Napoletano, Andrea Roventini et Tania Treibich, « The debunking the granular origins of aggregate fluctuations: from real business cycles back to Keynes », *OFCE Working Paper*, 29, septembre, 2018.

Dosi Giovanni, Marcelo C Pereira, Andrea Roventini et Maria Enrica Virgillito, « The labour-augmented K+S model: a laboratory for the analysis of institutional and policy regimes », *OFCE Working Paper*, 27, septembre, 2018.

Dosi Giovanni, Marcelo C Perreira, Andrea Roventini et Maria Enrica Virgillito, « What if supply-side policies are not enough? The perverse interaction of flexibility and austerity », *OFCE Working Paper*, 4, janvier, 2018.

Ducoudré Bruno, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « The magnitude of euro area misalignments in 2017 », *OFCE Working Paper*, 45, décembre, 2018.

Ducoudré Bruno, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Raul Sampognaro, Francesco Saraceno et Xavier Timbeau, « Refonte des règles budgétaires européennes », *OFCE Working Paper*, 43, décembre, 2018.

- Gaffard Jean-Luc, « De la responsabilité sociale : à propos des rôles respectifs de l'entreprise et de l'Etat », *OFCE Working Paper*, 38, novembre, 2018.
- Gaffard Jean-Luc, « Le débat de théorie et de politique monétaire revisité », *OFCE Working Paper*, 39, novembre, 2018.
- Gaffard Jean-Luc, « Les réformes structurelles : philosophie sociale et choix politique », *OFCE Working Paper*, 15, avril, 2018.
- Gaffard Jean-Luc, « Monetary theory and policy: the debate revisited », *OFCE Working Paper*, 40, novembre, 2018.
- Gaffard Jean-Luc et Mauro Napoletano, « Market disequilibrium, monetary policy and financial markets: insights from new tools », *OFCE Working Paper*, 21, juin, 2018.
- Guillou Sarah, « En quoi la dépense d'investissement des entreprises française est-elle énigmatique ? », *OFCE Working Paper*, 42, décembre, 2018.
- Hasenzagl Thomas, Filippo Pellegrino, Lucrezia Reichlin et Giovanni Ricco, « A model of the Fed's view on inflation », *OFCE Working Paper*, 3, janvier, 2018.
- Havet Nathalie, Xavier Joutard et Alexis Penot, « Les pratiques d'activité réduite et leurs impacts sur les trajectoires professionnelles : une revue de littérature », *OFCE Working Paper*, 41, décembre, 2018.
- Jouzel Jean et Éloi Laurent, « La transition du bien-être : mesurer ce qui compte pour protéger ce qui compte », *OFCE Working Paper*, 35, octobre, 2018.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu et année de transition : quel impact pour les finances publiques et l'équité générationnelle ? », *OFCE Working Paper*, 20, mai, 2018.
- Levasseur Sandrine, « Quota de logements sociaux et coûts liés à la scolarisation des jeunes enfants », *OFCE Working Paper*, 8, février, 2018.
- Marin Giovanni et Francesco Vona, « Climate policies and skill-biased employment dynamics: evidence from EU countries », *OFCE Working Paper*, 23, juin, 2018.
- Marty Frédéric, « Plateformes de commerce en ligne et abus de position dominante : réflexions sur les possibilités d'abus d'exploitation et de dépendance économique », *OFCE Working Paper*, 33, octobre, 2018.
- Marty Frédéric, « Pouvoirs économiques privés et ordre concurrentiel : une application à l'économie numérique », *OFCE Working Paper*, 16, avril, 2018.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Euro area macroeconomics, where do we stand twenty years later? », *OFCE Working Paper*, 44, décembre, 2018.
- Matteo Coronese, Francesco Lamperti, Francesca Chiaromonte et Andrea Roventini, « Natural disaster risk and the distributional dynamics of damages », *OFCE Working Paper*, 26, septembre, 2018.
- Miranda-Agrippino Silvia et Giovanni Ricco, « Bayesian vector autoregressions », *OFCE Working Paper*, 18, mai, 2018.
- Miranda-Agrippino Silvia et Giovanni Ricco, « Identification with external instruments in structural VARs under partial invertibility », *OFCE Working Paper*, 24, juin, 2018.

- Mojon Benoît et Xavier Ragot, « The labor supply of baby-boomers and low-inflation », *OFCE Working Paper*, 9, janvier, 2018.
- Mondello Gérard et Evens Saliès, « The unilateral accident model under a constrained Cournot-Nash duopoly », *GREDEG Working Paper*, 14, 2018.
- Montmartin Benjamin, Marcos Herrera et Nadine Massard, « The impact of the French policy mix on business R&D: how geography matters? », *OFCE Working Paper*, 12, mars, 2018.
- Napoletano Mauro et Jacopo Staccioli, « Un modèle basé sur les agents de la dynamique intra-journalière des marchés financiers », *OFCE Working Paper*, 34, octobre, 2018.
- Nesta Lionel et Stefano Schiavo, « International competition and rent sharing in french manufacturing », *OFCE Working Paper*, 14, avril, 2018.
- Nesta Lionel, Elena Verdolini et Francesco Vona, « Threshold policy effects and directed technical change in energy innovation », *OFCE Working Paper*, 5, janvier, 2018.
- Raitano Michele et Francesco Vona, « Nepotism vs. specific skills: the effect of professional liberalization on returns to parental background of italian lawyers », *OFCE Working Paper*, 36, novembre, 2018.
- Sato Misato et Aurélien Saussay, « The impacts of energy prices on industrial foreign investment location : evidence from global firm level data », LSE, *Gratham Research Institute Working Paper*, 311, décembre 2018.
- Schwenninger Alice, « La Chine à travers le spectre de la balance des paiements », *OFCE Working Paper*, 22, juin, 2018.
- Staccioli Jacopo et Mauro Napoletano, « Un modèle basé sur les agents de la dynamique intra-journalière des marchés financiers », *OFCE Working Paper*, 34, octobre, 2018.

Ouvrages

- Allègre Guillaume et Philippe Van Parijs (dir.), *Pour ou contre le revenu universel ?* PUF Collection *La vie des idées*, 112 pages, 2018.
- Creel Jérôme (dir.), *OFCE, L'économie européenne 2018*. La Découverte, Collection Repères, 125 pages, 2018.
- Creel Jérôme, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux (dir.), *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe*, Palgrave Macmillan, 227 pages, 2018.
- Driant Jean-Claude et Pierre Madec (dir.), *Les crises du logement*. PUF Collection *La vie des idées*, 116 pages, 2018.
- Heyer Éric, Eric Lokiec et Dominique Meda, *Une autre voie est possible. Le modèle social français n'est pas mort !* Flammarion, 364 pages, 2018.
- Laurent Éloi, *L'impasse collaborative. Pour une véritable économie de la coopération*. Les Liens qui Libèrent, 192 pages, 2018.
- Saraceno Francesco, *La scienza inutile. Tutto quello che non abbiamo voluto imparare dall'economia*. Luiss University Press, 176 pages, 2018.

Contributions à des ouvrages

- Allègre Guillaume, « Croissance », in *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale*, (dir. P. Savidan), PUF, Dictionnaires Quadrige, 2018.
- Allègre Guillaume, « Mitigating the inequality crisis », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe*, (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 133-149, 2018.
- Allègre Guillaume, « Mondialisation », in *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale*, (dir. P. Savidan), PUF, Dictionnaires Quadrige, 2018.
- Allègre Guillaume, « Patrimoine », in *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale*, (dir. P. Savidan), PUF, Dictionnaires Quadrige, 2018.
- Blot Christophe, « La situation conjoncturelle européenne », in *L'économie européenne 2018*, (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 5-18, 2018.
- Blot Christophe, Jérôme Creel, Bruno Ducoudré, Raül Sampognaro, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Pour une croissance soutenable en Europe : analyse des déséquilibres européens et réflexion sur une stratégie européenne pour les atténuer », in *Un retour des nations en Europe ? Réflexions sur la crise politique de l'Union européenne*, (dir. J.C. Barbier et RFAS), La Documentation française, p. 163-182, 2018.
- Blot Christophe, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Quelles réformes pour la Banque Centrale Européenne ? », in *L'économie européenne 2018*, (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 97-109, 2018.
- Blot Christophe, Paul Hubert et Fabien Labondance, « Reforming the European Central Bank », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe*, (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 83-96, 2018.
- Coquet Bruno, « Où va l'assurance chômage ? », in *L'économie française 2019*, (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 112-119, 2018.
- Courprie Hélène et Xavier Joutard, « Travail à temps partiel des jeunes en début de carrière : évaluation de l'impact de la crise de 2008 », in *7 ans de vie professionnelle des jeunes : entre opportunité et contraintes* (dir. A. Dupray et E. Quenson), Octarès, 2018.
- Creel Jérôme, « Introduction », in *L'économie européenne 2018*, (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 3-4, 2018.
- Creel Jérôme et Francesco Saraceno, « Fiscal policy: a useful tool after all? », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 65-81, 2018.
- Creel Jérôme et Francesco Saraceno, « Les réformes budgétaires dans la zone euro », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 81-96, 2018.

- Creel Jérôme et Francesco Saraceno, « The future of the euro area: the possible reforms », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 115-130, 2018.
- Creel Jérôme, « The first twenty year: institutions, policy and performance », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 29-46, 2018.
- Creel Jérôme, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, « Conclusion : where is the compass pointing to? », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 219-222, 2018.
- Creel Jérôme, Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, « Introduction: once more unto the Breaches », in *Report on the State of the European Union. Vol 5 : The Euro at 20 and the futures of Europe* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 1-9, 2018.
- Ducoudré Bruno, « Emploi et chômage », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 48-62, 2018.
- Forsé Michel, « Perception des inégalités », in *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale* (dir. P. Savidan), PUF, p. 1267-1272, 2018.
- Gaglio Cyrielle et Sarah Guillou, « Des biens aux données : la numérisation des activités productives françaises », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 78-85, 2018.
- Gannon Frédéric, Gilles Le Garrec et Vincent Touzé, « Réformer le système de retraite : pourquoi, comment ? », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 86-97, 2018.
- Gannon Frédéric, Legros Florence et Vincent Touzé, « Automatic balancing mechanisms in practice : what lessons for pension policy makers », in *Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance* (ed. A. Grané), Springer, 2018.
- Heyer Éric, « Améliorer la compétitivité de l'économie française », in *Les politiques publiques*, La Documentation Française, 2018.
- Heyer Eric, « Introduction », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 3-4, 2018.
- Heyer Éric, « La gestion des finances publiques », in *Les politiques publiques*, La Documentation Française, 2018.
- Heyer Eric et Xavier Timbeau, « L'économie française depuis un demi-siècle », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 18-30, 2018.
- Landa Gissela, Paul Malliet, Frédéric Reynès et Aurélien Saussay, « Building a consistent European climate-energy policy », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 171-185, 2018.
- Laurent Éloi, « La politique climatique européenne : vers une nouvelle ambition ? », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 56-68, 2018.
- Laurent Éloi, « Toward a well-being Europe », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 187-202, 2018.

- Laurent Éloi, « Une brève histoire de l'intégration économique européenne », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 18-31, 2018.
- Levasseur Sandrine, « La City de Londres et le Brexit », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 110-121, 2018.
- Madec Pierre, « Logement : une loi ELAN controversée », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 120-123, 2018.
- Madec Pierre, Paul Malliet, Mathieu Plane, Raül Sampognaro et Xavier Timbeau, « Entre 2008 et 2016, les réformes sociales et fiscales ont pesé sur le revenu des ménages mais ont renforcé le rôle d'amortisseur social du système redistributif », in *France, portrait social*, Collection Insee Références, p. 105-120, 2018.
- Madec Pierre, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Premier budget du quinquennat d'Emmanuel Macron : quel impact sur la croissance et le pouvoir d'achat », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 105-111, 2018.
- Madec Pierre, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Quel impact redistributif des mesures du budget 2018-2019 ? », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 98-104, 2018.
- Madec Pierre et Xavier Timbeau, « Achat d'une résidence principale : entre 2004 et 2015 la crise est passée par là », in *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Insee Référence, p. 81-90, 2018.
- Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : comment le Royaume-Uni et l'Union européenne vont-ils rebondir ? », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 32-43, 2018.
- Parodi Maxime, « A currency democratically shared among democracies », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 203-217, 2018.
- Parodi Maxime, « L'Union européenne : une démocratie de démocraties », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 69-80, 2018.
- Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Analyse historique et prospective », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 5-17, 2018.
- Péléraux Hervé et Mathieu Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 63-78, 2018.
- Pérvier Hélène, « La réciprocité dans l'aide sociale », in *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale* (dir. P. Savidan), PUF, Dictionnaires Quadrige, 2018.
- Pérvier Hélène, « Les inégalités professionnelles », in *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale* (dir. P. Savidan), PUF, Dictionnaires Quadrige, 2018.
- Pérvier Hélène et Gregory Verdugo, « A dynamic towards gender equality? Participation and employment in European labour markets », in *Report on the State of the European Union* (dir. J. Creel, E. Laurent, J. Le Cacheux), Palgrave Macmillan, p. 151-169, 2018.
- Plane Mathieu et Raül Sampognaro, « Analyse macroéconomique », in *L'économie française 2019* (dir. E. Heyer), La Découverte, Collection Repères, p. 31-47, 2018.

Ragot Xavier et Olivier Rozenberg, « France : supporting the jobless. A job for Europe », in *The future of Europe : views from the capitals*, (ed. M Kaefing, J. Pollak et P. Schmidt), p. 37-40, Springer, juillet 2018.

Villemot Sébastien, « La mobilité du travail en Europe », in *L'économie européenne 2018* (dir. J. Creel), La Découverte, Collection Repères, p. 44-55, 2018.

Rapports, études

Babutsidze Zakaria, Graham. Bradley, Andreas Chai, Thomas Dietz, Robert Hales, Ezra Markowitz et Lionel Nesta, « Public perceptions and responses to climate change in France », Research Report, Université Côte d'Azur, Skema Business School et Griffith University, 94 pages, octobre 2018.

Coquet Bruno et Éric Heyer, « Pour une régulation économique des contrats courts sans contraindre les entreprises, en préservant l'assurance chômage. Rapport du Sénat, Délégation sénatoriale aux entreprises », décembre 2018.

Dato Prudence, Arpik Kirakocian et Evens Saliès, « Technologie numérique et efficacité énergétique », in *La transformation numérique et l'économie française. Rapport intermédiaire phase 1 pour ASCEL*, 2018, p. 14.

Gaglio Cyrielle, Sarah Guillou, Frédéric Marty et Evens Saliès, « La transformation numérique de l'économie française. Rapport pour ASCEL », 2018.

Guillou Sarah, « Etude de l'effet du CICE sur l'investissement corporel des entreprises à travers son impact sur la contrainte financière. Rapport pour France Stratégie dans le cadre du CICE », 21 septembre 2018.

Guillou Sarah, « General characteristics of French investment. Rapport pour la Commission Européenne », 2018.

Laurent Éloi, « Participation au Report of the Independent Commission for Sustainable Equality (ed. Marcel Mersch) », 2018.

Madec Pierre, « Quelles plus-values économiques et sociales du logement social ? Rapport au 78ème Congrès de l'USH », 2018.

Nesta Lionel, « Structural reforms in France », Rapport pour la Commission Européenne, 225 pages, décembre 2018.

OFCE, « Impôts sur les sociétés : état des lieux et effets différenciés de la réforme », Rapport pour l'Assemblée nationale, 18 pages, octobre 2018.

Billets de blog

Allègre Guillaume, « L'expérimentation du revenu universel est-elle possible ? », *OFCE Le Blog*, 22 janvier 2018.

Allègre Guillaume, « RSA : un non-recours de 35% », *OFCE Le Blog*, 10 janvier 2018.

Antonin Céline, « Dette italienne : plus de peur que de mal ? », *OFCE Le Blog*, 16 octobre 2018.

Antonin Céline, « Livret A : un placement sans intérêt », *OFCE Le Blog*, 3 mai 2018.

Antonin Céline, « Mesurer l'épargne de précaution liée au risque de chômage », *OFCE Le Blog*, 31 mai 2018.

Antonin Céline, Sandrine Levasseur et Vincent Touzé, « Les prêts non 'performants' : un danger pour l'union bancaire ? », *OFCE Le Blog*, 26 novembre 2018.

Blot Christophe, « La politique budgétaire de Trump : une hypothèque sur le futur ? », *OFCE Le Blog*, 28 mai 2018.

Blot Christophe, « La réserve fédérale hausse le ton », *OFCE Le Blog*, 14 juin 2018.

Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « La BCE et sa politique de collatéral », *OFCE Le Blog*, 5 juillet 2018.

Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « La BCE reste préoccupée par la faiblesse de l'inflation », *OFCE Le Blog*, 13 avril 2018.

Blot Christophe, Paul Hubert et Rémi Odry, « Le faucon et la colombe : quel impact des décisions de la Fed et de la BCE sur le taux de change euro/dollar ? », *OFCE Le Blog*, 19 juin 2018.

Consoli Davide, Giovanni Marin et Francesco Vona, « Green employment: what, where and how much? », *OFCE Le Blog*, 19 octobre 2018.

Creel Jérôme, « L'économie européenne 2018 : l'hymne aux réformes », *OFCE Le Blog*, 27 février 2018.

DAP, « Economie française : ralentissement durable ou passager ? », *OFCE Le Blog*, 27 avril 2018.

DAP, « La fin d'un cycle ? », *OFCE Le Blog*, 18 mai 2018.

Dauvin Magali et Christine Riffart, « Quelle croissance en 2019 et 2020 pour la France ? Les enseignements de l'OFCE, un panel de prévisions », *OFCE Le Blog*, 25 octobre 2018.

Driant Jean-Claude et Pierre Madec, « Les crises du logement », *Le blog d'Alter Eco*, 22 octobre 2018.

Ducoudré Bruno, « Emploi : recrutements sous tension », *OFCE Le Blog*, 30 mai 2018.

Ducoudré Bruno, « Les soubresauts du taux de chômage », *OFCE Le Blog*, 24 mai 2018.

Ducoudré Bruno, Xavier Timbeau et Sébastien Villemot, « Des ajustements d'ampleur à attendre pour la zone euro », *OFCE Le Blog*, 20 juin 2018.

Ducoudré Bruno et Éric Heyer, « Désocialisation des heures supplémentaires : pouvoir d'achat pour les actifs, perte d'emplois pour l'économie », *OFCE Le Blog*, 1 octobre 2018.

Ducoudré Bruno et Éric Heyer, « Quel nouveau sentier de croissance de la productivité du travail ? », *OFCE Le Blog*, 2 février 2018.

Ducoudré Bruno et Pierre Madec, « Au-delà du taux de chômage... », *OFCE Le Blog*, 3 juillet 2018.

Ducoudré Bruno et Pierre Madec, « Taux d'activité et durée du travail : des impacts différenciés sur le taux de chômage », *OFCE Le Blog*, 11 juin 2018.

Ducoudré Bruno et Nicolas Yol, « CICE : des effets faibles sur l'activité économique, modérés sur l'emploi », *OFCE Le Blog*, 4 octobre 2018.

Gaglio Cyrielle et Sarah Guillou, « On voit du numérique partout sauf... », *OFCE Le Blog*, 17 juillet 2018.

Guerini Mattia, Alessio Moneta, Mauro Napoletano et Andrea Roventini, « Sur la double nature de la dette », *OFCE Le Blog*, 24 janvier 2018.

Guillou Sarah, « Haro sur les investisseurs chinois ! », *OFCE Le Blog*, 30 janvier 2018.

Guillou Sarah, « La singularité immatérielle de l'investissement des entreprises en France », *OFCE Le Blog*, 26 octobre 2018.

Guillou Sarah, « Les dilemmes du capitalisme immatériel », *OFCE Le Blog*, 1 janvier 2018.

Hasenzagl Thomas, Filippo Pellegrino, Lucrezia Reichlin et Giovanni Ricco, « Une inflation faible pour longtemps ? », *OFCE Le Blog*, 8 mars 2018.

Heyer Éric, « Que doit-on déduire des chiffres d'inflation ? », *OFCE Le Blog*, 5 juin 2018.

Jacob Leal Sandrine et Mauro Napoletano, « Trading à haute fréquence et régulation économique, un arbitrage inéluctable entre stabilité et résilience des marchés financiers », *OFCE Le Blog*, 26 janvier 2018.

Le Bayon Sabine et Christine Riffart, « La croissance française en 2018-2019 : ce qu'en disent les prévisionnistes... », *OFCE Le Blog*, 8 février 2018.

Madec Pierre, « 'Exonération de taxe d'habitation pour tous' : quand justice fiscale rime avec inégalités », *Le blog d'Alter Eco*, 4 octobre 2018.

Madec Pierre, « Investissement des ménages : en attendant l'ELAN », *OFCE Le Blog*, 6 juin 2018.

Madec Pierre, « Logement social : une certaine idée de la « Nation française » », *Le blog d'Alter Eco*, 24 janvier 2018.

Madec Pierre, « Logements insalubres, la France frappée d'indignité », *The Conversation*, 5 décembre 2018.

Madec Pierre, « Loi ELAN : les risques d'une impulsion mal maîtrisée », *Le blog d'Alter Eco*, 5 avril 2018.

Madec Pierre, « Politique du logement, faut-il tirer sur l'ambulance ? », *politiquedulogement.fr*, 2018.

Madec Pierre, « Pouvoir d'achat : les retraités maltraités ? », *OFCE Le Blog*, 27 septembre 2018.

Madec Pierre, « Taxe d'habitation, taxe foncière : un équilibre d'apparence ! », *Le blog d'Alter Eco*, 3 juillet 2018.

Madec Pierre et André Mathias, « 'Aides sociales' : un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté monétaire en France », *OFCE Le Blog*, 21 juin 2018.

Madec Pierre et Mathieu Plane, « Budget 2018-2019 : quel impact des mesures socio-fiscales sur le taux d'épargne des ménages ? », *OFCE Le Blog*, 7 juin 2018.

Madec Pierre et Raül Sampognaro, « Prime d'activité : une ambition varloquée », *OFCE Le Blog*, 30 octobre 2018.

Mathieu Catherine, « Banque d'Angleterre : 'wait and see' », *OFCE Le Blog*, 6 juillet 2018.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Après la déclaration de Meseberg... », *OFCE Le Blog*, 27 juin 2018.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : l'accord du 25 novembre », *OFCE Le Blog*, 30 novembre 2018.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Brexit : voies sans issue ? », *OFCE Le Blog*, 11 septembre 2018.

Mathieu Catherine et Henri Sterdyniak, « Politique économique et économie politique dans l'Union européenne après la crise », *OFCE Le Blog*, 27 août 2018.

Montmartin Benjamin, « Le policy-mix français de soutien à la R&D privée : quelles réalités pour quels résultats ? », *OFCE Le Blog*, 4 mai 2018.

Nesta Lionel, Elena Verdolini et Francesco Vona, « Promoting the energy transition through innovation », *OFCE Le Blog*, 8 octobre 2018.

Péléraux Hervé, « Comptes nationaux : du provisoire qui ne dure pas », *OFCE Le Blog*, 28 juin 2018.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : baisse de régime de l'économie française », *OFCE Le Blog*, 25 mai 2018.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : l'amarre est haute », *OFCE Le Blog*, 22 février 2018.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : la reprise sur de bons rails », *OFCE Le Blog*, 26 janvier 2018.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : pas de retournement du cycle de croissance », *OFCE Le Blog*, 25 avril 2018.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : pas de signal de fin de cycle », *OFCE Le Blog*, 22 juin 2018.

Péléraux Hervé, « L'indicateur avancé : trou d'air au premier semestre », *OFCE Le Blog*, 23 mars 2018.

Péléraux Hervé, « La reprise de - et par - l'investissement », *OFCE Le Blog*, 7 février 2018.

Périer Hélène, « Pourquoi rendre le congé de paternité obligatoire ? », *OFCE Le Blog*, 1 février 2018.

Plane Mathieu, « Croissance : une embellie en demi-teinte », *The Conversation*, 18 octobre 2018.

Plane Mathieu, « Quel impact direct des mesures socio-fiscales sur le pouvoir d'achat en 2019 ? », *OFCE Le Blog*, 20 septembre 2018.

Ragot Xavier, « Comment sauver l'Europe ? Comment changer de paradigme ? », *OFCE Le Blog*, 28 mars 2018.

Riffart Christine, « Espagne : un budget 2018 dans les clous, n'en déplaise à la Commission », *OFCE Le Blog*, 13 juin 2018.

Riffart Christine et Alice Schwenninger, « La Chine se normalise et son commerce devient ordinaire », *OFCE Le Blog*, 12 juillet 2018.

Sampognaro Raül, « Le montant des recettes publiques en 2018 réserve-t-il une surprise ? », *OFCE Le Blog*, 26 juin 2018.

Sterdyniak Henri, « Monnaie pleine, la votation du 10 juin 2018 », *OFCE Le Blog*, 1 juin 2018.

Timbeau Xavier, « La France (presque) « championne du monde » de la dépense sociale et de la baisse de la pauvreté », *OFCE Le Blog*, 21 juin 2018.

Timbeau Xavier, « Prix des carburants, pourquoi il nous faut un Grenelle de la fiscalité ? », *The Conversation*, novembre 2018.

Timbeau Xavier, « La croissance verte est-elle une illusion ? », *Philonomist*, décembre 2018.

Timbeau Xavier, « La France est-elle en faillite ? », *Pour l'éco*, mai 2018.

Touzé Vincent, « Réforme des retraites : simplifier, c'est complexe », *The Conversation*, 4 octobre 2018.

Verdugo Gregory, « Le logement social diminue-t-il la ségrégation ? Les leçons ambiguës de l'immigration non-européenne en France », *OFCE Le Blog*, 23 mai 2018.

Policy Brief

- Allègre Guillaume et Bruno Ducoudré, « Prime d'activité : quelle efficacité redistributive et incitative ? », *OFCE Policy Brief*, 37, 16 octobre 2018.
- Antonin Céline, Christophe Blot, Paul Hubert et Catherine Mathieu, « Europe : le temps des incertitudes », *OFCE Policy Brief*, 41, 12 novembre 2018.
- Babutsidze Zakaria et Lionel Nesta, « Le changement climatique en France : croyances, comportements, responsabilités », *OFCE Policy Brief*, 43, 11 décembre 2018.
- Battiston Stefano, Mattia Guerini, Mauro Napoletano et Stobova Veronika, « Financialization in the EU and its consequences », *ISIGrowth Policy Brief*, 36, juillet 2018.
- Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « The effects and risks of ECB collateral framework changes », *Parlement européen. Monetary Dialogue*, juin 2018.
- Blot Christophe, Jérôme Creel et Paul Hubert, « Why does the recovery show so little inflation? », *OFCE Policy Brief*, 33, 15 mars 2018.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Central bank communication during normal and crisis times », *Parlement européen. Monetary Dialogue with the ECB*, septembre 2018.
- Blot Christophe et Paul Hubert, « Monetary policy with transitory vs. permanently low growth », *Parlement européen. Monetary Dialogue with ECB*, novembre 2018.
- Chagny Odile, Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak, « Salaire minimum: du coût salarial au niveau de vie. Une comparaison France, Allemagne et Royaume-Uni », *OFCE Policy Brief*, 34, 23 mars 2018.
- Creel Jérôme, « Convergence in EMU: what and how? », *Parlement européen. Monetary Dialogue*, avril 2018.
- Darvas Zsolt, Philippe Martin et Xavier Ragot, « Réformer les règles budgétaires européennes : simplification, stabilisation et soutenabilité », *Les notes du Conseil d'Analyse Économique*, vol. 47, septembre, 2018.
- Dauvin Magali, Hervé Péléraux et Christine Riffart, « Une comparaison des prévisions macroéconomiques 2018-2020 sur la France », *OFCE Policy Brief*, 42, 5 décembre 2018.
- Ducoudré Bruno et Éric Heyer, « Transformation du CICE : des effets faibles attendus sur l'emploi, nuls sur l'activité économique », *OFCE Policy Brief*, 40, 18 octobre 2018.
- Ducoudré Bruno, Mathieu Plane, Xavier Ragot, Raül Sampognaro et Xavier Timbeau, « Simulation of a fiscal public expenditure rule dependent on the level of public debt », *Les notes du Conseil d'Analyse Économique*, vol. 23, septembre, 2018.
- Gaglio Cyrielle et Sarah Guillou, « Le tissu productif numérique en France », *OFCE Policy Brief*, 36, 12 juillet 2018.
- Guéret Adeline, Paul Malliet, Aurélien Saussay et Xavier Timbeau, « Une évaluation exploratrice de la dette climatique », *OFCE Policy Brief*, 44, 11 décembre 2018.

- Guerini Mattia, Sarah Guillou, Lionel Nesta, Xavier Ragot et Evens Saliès, « Impôt sur les sociétés : état des lieux et effets différenciés de la réforme », *OFCE Policy Brief*, 38, 16 octobre 2018.
- Guillou Sarah, « Doit-on s'inquiéter de la stratégie industrielle de la Chine ? », *OFCE Policy Brief*, 31, 30 janvier 2018.
- Guillou Sarah, Rémi Lallement et Catherine Mini, « L'investissement des entreprises françaises est-il efficace ? », *Les notes de la Fabrique*, La Fabrique de l'Industrie, octobre 2018.
- Heyer Éric et Xavier Timbeau (dir.), « Perspectives économiques 2018-2010 », *OFCE Policy Brief*, 39, 18 octobre 2018.
- Le Bayon Sabine et Christine Riffart, « Une comparaison des prévisions macroéconomiques sur la France », *OFCE Policy Brief*, 32, 8 février 2018.
- Le Garrec Gilles et Vincent Touzé, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu : peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients », *OFCE Policy Brief*, 24, 6 septembre 2018.
- Madec Pierre, Mathieu Plane et Raül Sampognaro, « Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités », *OFCE Policy Brief*, 30, 15 janvier 2018.
- Vona Francesco, « Job losses and the political acceptability of climate policies: an amplified collective action problem », *OFCE Policy Brief*, 35, 7 mai 2018.

Actualités scientifiques

Des rendez-vous réguliers séquentent l'actualité scientifique de l'OFCE : séminaires, Lunch Seminar ainsi que des conférences et journées d'études. La recherche repose aussi sur des partenariats scientifiques et des réseaux européens décrits ci-après.

Séminaires

Les séminaires de l'OFCE sont un évènement scientifique régulier permettant la présentation de travaux de recherche en cours et contributions scientifiques de haut niveau de chercheurs français et étrangers. Les séminaires sont le plus souvent ouverts au public et permettent un échange de qualité. Les thématiques couvertes sont nombreuses : macroéconomie, finances publiques, marché de l'emploi, fiscalité, inégalités, environnement, etc.

Organisateur/contact : Paul Hubert (paul.hubert@sciencespo.fr)

- The Effect of House Prices on Household Borrowing: A New Approach, James Cloyne (UC Davis), 18 décembre 2018
- The engines of sectoral labor productivity growth, Zsofia Barany (Sciences Po), 11 décembre 2018
- The Heterogeneous Effects of Government Spending: It's All About Taxes, Axelle Ferriere (PSE), 27 novembre 2018
- Public Expenditure Multipliers in Recessions: Evidence from the Eurozone, Andrea Boitani (Cattolica), 20 novembre 2018
- Inflation Expectations and Choices of Households, Mirko Wiederholt (Goethe Frankfurt), 13 novembre 2018
- Uncertainty Shocks and Firm Creation: Search and Monitoring in the Credit Market, Fabien Tripier (Evry), 30 octobre 2018
- Derivatives Markets Reform: Unequal Progress and Regulatory Arbitrage, Ouarda Merrouche (Nanterre), 23 octobre 2018
- Identification of the bloc bourgeois, Bruno Amable (UNIGE), 16 octobre 2018
- Fundamental Moments, Jean Imbs (PSE), 9 octobre 2018
- Banks Defy Gravity in Tax Havens, Anne-Laure Delatte (CEPII), 2 octobre 2018
- Firm Size and the Gains from Input Trade, Claire Lelarge (Université Paris-Sud), 25 septembre 2018
- Quelle réforme pour la réversion en France ?, Anne Lavigne (COR), 18 septembre 2018
- Returns to Scale, Productivity Measurement, and Trends in U.S. Manufacturing Misallocation, Dimitrije Ruzic (U. Michigan), 11 septembre 2018
- If I Were a Boy: Gender Stereotypes at School, Majda Benzidia (AMSE), 4 septembre 2018

- Retirement and unexpected health shocks, Bénédicte Apouey (PSE), 10 juillet 2018
- Shocks and Adjustments: The View through Okun's Macroscopic, John Fernald (INSEAD), 3 juillet 2018
- Euro Tragedy, A Drama in Nine Acts, Ashoka Mody (Princeton), 25 juin 2018
- Fiscal Rules as Bargaining Chips, Alessandro Riboni (Polytechnique), 19 juin 2018
- Currency Union with or without Banking Union, Mariana Rojas-Breu (Paris Dauphine), 12 juin 2018
- Firms' Exports, Volatility and Skills: Micro-evidence from France, Pamela Bombarda (Cergy-Pontoise), 5 juin 2018
- How Useful is Behavioural Macroeconomics?, Paul De Grauwe (LSE), 29 mai 2018
- The Cost of Non-Europe, Revisited, Thierry Mayer (Sciences Po), 22 mai 2018
- Family Firms and the Gender Wage Gap, Maxime To (UCL & IPP), 15 mai 2018
- Does Firm Size matter for Aggregate Fluctuations?, Fergus Cumming (Bank of England & Oxford), 24 avril 2018
- The Armistice of the Sexes: Gender Complementarities in the Production Function, Raphael Espinoza (IMF), 10 avril 2018
- Réformer l'Europe: quel projet pour l'Europe ?, Agnès Bénassy-Quéré (PSE), Philippe Martin (Sciences Po & CAE) et Jean Pisani-Ferry (Sciences Po, Hertie School of Governance, EUI, Bruegel), 27 mars 2018
- Crisis in the European Monetary Union: A Core-Periphery Perspective, Dario Guarascio (National Institute of Public Policy Analysis) et Annamaria Simonazzi (La Sapienza), 5 février 2018
- A dynamic model of financial balances for the UK, Antoine Godin (Agence Française de Développement), 23 janvier 2018

Lunch Seminar

Le *Lunch Seminar* organisé le lundi de 12h30 à 13h30 constitue le lieu de présentation des travaux en cours de la communauté de recherche de l'OFCE, ou de manière exceptionnelle de chercheurs extérieurs.

Organisatrice/contact : Gissela Landa (gissela.landa@sciencespo.fr)

- Imposition des couples en France et statut marital: simulation de réformes du quotient conjugal, Guillaume Allègre (SciencesPo, OFCE), Hélène Périvier (SciencesPo, OFCE) et Muriel Pucci (CES, Paris 1), 10 décembre 2018
- Corporate Governance and Phases of development, Maurizio Iacopeta (SKEMA Business School and OFCE Science Po) and Pietro F. Peretto (Duke University), 7 décembre 2018
- Negative interest rate, bank profitability and risk taking, Whelsy Boungou (Université de Bordeaux), 26 novembre 2018
- Quelle est la contribution de la politique monétaire à la croissance économique? Une analyse pour 6 pays, Christophe Blot et Paul Hubert, 19 novembre 2018
- "Good" labour-market structural reforms for smart and inclusive growth: results from the K+S agent-based model, Andrea Roventini, 29 octobre 2018
- Réformer les retraites: pourquoi, comment? Vincent Touzé, Frédéric Gannon et Gilles Le Garrec, 15 octobre 2018
- Nowcasting and forecasting of GHG emissions using VARs, Lorenzo Kaaks et Aurélien Saussay, 1 octobre 2018
- The end of the Lucas paradox? A topology of international financial integration, Antoine Parent (Science Po Lyon, LAET CNRS, OFCE) et Cécile Bastidon (LEAD, Université de Toulon, CAC-IXXI, ENS Lyon), 17 septembre 2018
- A model of the Fed's view on Inflation, G. Ricco, T. Hasenzagl, F. Pellegrino, et L. Reichlin, 3 septembre 2018
- Analyse de la balance des paiements de la Chine, Alice Schwenninger et Christine Riffart, 16 juillet 2018
- Heterogeneous habits: rational habits and the heterogeneity of household to gasoline prices, Aurélien Saussay, 9 juillet 2018
- Can Public Housing Decrease Segregation? Lesson and Challenge from Non-European Immigration in France, Gregory Verdugo (Centre d'Economie de Paris, Université Paris 1,

SciencePo, OFCE), Sorana Toma (CREST, ENSAE, Université Paris Saclay, Palaiseau Institut National d'Etudes Démographiques), 2 juillet 2018

- Entre 2008 et 2016 le système socio fiscal a amorti les effets de la crise sur les inégalités, Pierre Madec, Paul Malliet, Mathieu Plane, Raul Sampognaro, Xavier Timbeau, 18 juin 2018
- Le tissu productif numérique, Sarah Guillou et Cyrielle Gaglio, 4 juin 2018
- Quota de logements sociaux et coûts liés à la scolarisation des jeunes enfants, Sandrine Levasseur, 28 mai 2018
- Les déterminants de l'acquisition du logement, Pierre Madec et Xavier Timbeau, 9 avril 2018
- Investissement des entreprises et CICE, Sarah Guillou, 26 mars 2018
- La dépendance au cycle des révisions de PIB, Bruno Ducoudré, Paul Hubert et Guilhem Tabarly (Dauphine), 12 mars 2018
- Revenu universel: des fondements philosophiques à la microsimulation, Guillaume Allègre, 5 mars 2018 :
- The interest rate pass-through during the ELB: has the ECB lost control on the retail-banking markets?, Christophe Blot (OFCE) et Fabien Labondance (CRESE, OFCE), 19 février 2018
- Salaires minimums en Europe, de quoi parle-t-on? Une comparaison France-Allemagne-Royaume-Uni, Odile Chagny (IRES), Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu et Henri Sterdyniak, 29 janvier 2018
- Quel nouveau sentier de croissance de la productivité du travail ? Une analyse pour 6 grands pays développés, Bruno Ducoudré et Eric Heyer, 22 janvier 2018 :
- Faut-il une nouvelle réforme de retraites ?, Gérard Cornilleau et Henri Sterdyniak, 15 janvier 2018
- OFCN - Analyse des prévisions France de différents instituts, Sabine Le Bayon et Christine Riffart, 8 janvier 2018

Journées d'études, conférences



Où va l'économie ?

Paris, OFCE, 25 janvier 2018

L'économie est en pleine mutation : Croissance ou stagnation séculaire ? Comment éviter le retour des crises et cycles économiques ? Comment la question environnementale doit-elle changer notre façon de faire de l'économie ? Qu'apprendre de l'histoire économique ? Que faire de l'ensemble des nouvelles données disponibles avec les outils numériques ? Connaît-on un nouvel âge des inégalités ?

Pour répondre à ces questions, *La Revue de l'OFCE* organise un débat avec des économistes qui présenteront à la fois les résultats récents et les nouvelles questions ouvertes.



Réformer l'Europe : quel projet pour l'Europe ?

Paris, OFCE, 27 mars 2018

La discussion sur le projet européen a pris une forme concrète depuis les propositions précises de 14 économistes, 7 français et 7 allemands. Ces propositions contribuent au débat sur ce qui est nécessaire, souhaitable et possible en Europe.

L'OFCE vous invite à un débat avec les auteurs autour de ces propositions, sous les règles de Chatham House.

Avec les contributions et publications de ses chercheurs, l'OFCE anime le débat public en économie et favorise le dialogue et les échanges sur les défis et problématiques en Europe.



Workshop on Economic Growth, Innovation and Finance

Sophia Antipolis, 14 et 15 juin 2018

Maurizio Iacopetta (OFCE & SKEMA), Florencio Lopez-de-Silanes (SKEMA), Pietro Peretto (Duke University) et Armin Schwienbacher (SKEMA)



Workshop on Financial stability: Challenges and insights from new tools

OFCE, 11 juin 2018

The workshop will address the relations between the architecture of financial networks and their ability to amplify shocks both in a static and in an endogenous link formation setting. The results are relevant for pricing the impact of systemic effects on the obligation of financial counterparties and to evaluate the contribution of investors to financial stability. Furthermore, while most central banks' mandate is focused on price stability, a major legacy from the Great Recession has been that price stability requires one to look also at financial stability, and from a systemic point of view. The workshop will discuss how financial network and agent-based models can usefully be employed to analyze the impact of financial stability and macro-prudential policies, and what challenges regulators must address in terms of both data and concepts.

The workshop will include interventions of central bankers and of academic scholars working on the relations between financial networks, agent-based models, systemic risk and macro-prudential policies.



Workshop Empirical Monetary Economics 2018

Paris, OFCE, 3-4 décembre 2018

The purpose of this workshop is to provide the opportunity to discuss and promote topical empirical research related to all areas of monetary economics. Some particularly relevant topics are:

The domestic and international transmission channels and macroeconomic effects of both conventional and unconventional monetary policies

→ Policy implementation, communication strategies, the role of expectations and forward guidance

→ Risks associated to the normalization of monetary policy

→ Central bank design, goals, monetary policy tools, accountability and interaction with fiscal policy

→ Financial stability, the interaction between monetary policy, macro- and micro-prudential tools

→ Market structures, regulation and the conduct of monetary policy

→ Central banking and long-term challenges (digital currencies, secular stagnation, inequality)

Partenariats



20-23 mars 2018, l'OFCE est partenaire du Printemps de l'Économie.

Le Printemps de l'Économie est un cycle annuel d'événements autour de l'économie destiné aux jeunes. Le thème de l'édition 2018 est « Démondialisation ? DES mondialisations ! ». L'OFCE, partenaire de l'événement, participe aux débats : Peut-on faire le bilan de la mondialisation ?, Mondialisation et inégalités.



6,8 novembre : l'OFCE est partenaire des JÉCO

Les chercheurs de l'OFCE, par leurs interventions : *Prévision de croissance : mission impossible ? La remontée des taux d'intérêt, Faut-il augmenter les droits d'inscription à l'Université ? Plan Juncker : quel impact local ?*, participent de manière active et constructive aux débats proposés sur le thème : « Que sait-on de notre futur ? ».

Les JÉCO est un événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

L'économie en tant que discipline souffre d'un manque de compréhension, de diffusion et d'accessibilité. Le contexte économique est tel que le besoin d'information et d'analyse économique est fort. Les journées de l'Économie se proposent de présenter une véritable pédagogie de l'économie, qui permette à tous une meilleure appréhension des mécanismes économiques.

Réseaux européens

AIECE

L'OFCE est membre de l'**AIECE** : Association d'Instituts Européens de Conjoncture Économique.



L'OFCE est membre depuis l'origine du réseau européen **EUROFRAME**, qui rassemble dix instituts économiques indépendants européens : CASE (Varsovie) ; CPB (La Haye) ; ETLA (Helsinki) ; DIW (Berlin) ; ESRI (Dublin) ; IFW (Kiel) ; NIESR (Londres) ; OFCE (Paris) ; Prometeia (Bologne) ; WIFO (Vienne).

EUROFRAME réalise depuis 1998 des études sur les questions importantes qui se posent pour nos économies européennes, des prévisions communes et produit un indicateur de croissance trimestrielle de la zone euro.

EUROFRAME organise régulièrement des conférences sur les questions de croissance et de politique économique européenne.

La Conférence de juin 2018 avait pour thème : « Economic Policies and Political Economy in the EU after the Crisis », et s'est tenue à Milan (Italie) le 8 juin 2018.



L'OFCE est membre du réseau d'excellence européen **RECOWE** (Reconciling Work and Welfare in Europe), financé par la Commission européenne.

Médias

Cette partie dresse un bilan de la présence de l'OFCE et des chercheurs dans les médias ainsi que la liste des conférences de presse, lieu d'échange et de confrontation des analyses sur les grandes questions économiques (prévisions, budget, Europe, climat, inégalités...) entre les chercheurs de l'OFCE et les journalistes.

Médias

Contact : Sylvie Le Golvan (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

En 2018, les chercheurs de l'OFCE sont intervenus 2 982 fois dans les médias : presse écrite, audiovisuel et internet. En 2018, les médias ont parlé de l'OFCE plus de 8 fois par jour.

Les chercheurs de l'OFCE sont sollicités pour donner leur point de vue dans la presse écrite. Ils sont les invités réguliers des émissions qui comptent dans les débats de politique économique, animées par les journalistes les plus percutants :

- sur les radios du service public : France culture (les Matins), France inter (Le 7/9, Le téléphone sonne, On n'arrête pas l'éco, un jour dans le monde), France Info (le7/9, le Journal de l'éco), RFI (Carrefour de l'Europe, Eco d'ici Eco d'ailleurs) et autres : Europe 1 (Journal, C'est arrivé cette semaine), RTL, RMC (Bourdin direct)
- sur les plateaux des chaînes de télévision, journal de 20h de TF1, France 2, France 3, M6, Arte (le 28 minutes) Canal + (L'info du vrai) et d'information continue : BFM Business-BFMTV (Les Experts), C News (Carrefour de l'info), TF1-LCI (Le Club de l'économie, 24h Pujadas, l'info en questions), France 24 (La semaine de l'éco, Le journal de l'éco)
- dans les émissions grand public de débat du service public : (C' dans l'air, France 5) ; les chaînes des assemblées parlementaires : Public Sénat, LCPAN
- sur les médias internet .fr : Euractiv.fr (site européen), boursorama.com (Ecorama), sur les sites d'information et blogs divers
- dans les grands médias de la presse écrite nationale : tribunes et interviews dans Le Monde, les Echos, Libération, L'Expansion, Challenges, Capital...et dans les grands titres de la presse régionale.

Chaque année, en janvier, les chercheurs de l'OFCE s'expriment, à travers des contributions sur les sujets qui font ou feront débat, dans le Hors-Série : « L'état de l'économie » d'*Alternatives Économiques*, en partenariat avec l'OFCE.

Les conférences de presse

Rendez-vous incontournable de la presse française, européenne et internationale, les conférences de presse de l'OFCE sont un lieu d'échange et de confrontation des analyses sur les grandes questions économiques (prévisions, budget, Europe, climat, inégalités...) entre les chercheurs de l'OFCE et les journalistes. Elles rencontrent un vif succès. Le 10 Juin 2018, un questionnaire de satisfaction sur les conférences de presse de l'OFCE est créé et adressé par courrier électronique à l'ensemble des journalistes économiques qui assistent régulièrement aux conférences de presse de l'OFCE.

15 janvier 2018

L'OFCE évalue l'impact des mesures du Budget pour 2018-2019

Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités

Quel sera l'impact économique des mesures du budget sur la croissance et le niveau de vie des ménages en 2018 et 2019 ?

C'est à cette question essentielle que l'OFCE répond en proposant un panorama de la politique fiscale et budgétaire pour 2018-2019. Le détail des mesures votées, leur montée en charge et leur impact macroéconomique sur la croissance et le pouvoir d'achat en 2018 et 2019 sont analysés et leurs effets redistributifs évalués.

12 avril 2018

Présentation des Perspectives économiques 2018-2019 - Monde - Zone euro – France

La reprise d'après 2008 se poursuit et se renforce globalement. En 2018, les effets de la crise ne sont pourtant pas totalement résorbés, comme l'attestent les marchés du travail ou les dettes publiques et privées dans la plupart des pays. L'inflation se normalise mais reste particulièrement en zone euro en deçà de la cible de la banque centrale. La question est de savoir si le cycle de reprise va prendre fin alors que des déséquilibres subsistent ?

En zone euro, l'Allemagne n'est plus le seul moteur de la croissance. Malgré la perspective du *Brexit*, la reprise s'amplifie et se généralise. La baisse des déficits publics des Etats membres est réalisée tandis que la BCE devrait engager la normalisation de sa politique monétaire.

En France, la question de savoir si l'on a touché le point haut de la reprise est cruciale et la mise en œuvre des politiques publiques s'avère déterminante dans ce contexte. Quelles

sont les marges de croissance et à quel moment l'économie française va-t-elle buter sur ses capacités de production ? Quelle stratégie budgétaire et quel impact sur le pouvoir d'achat des ménages et la situation financière des entreprises ? Quid de l'évolution du taux de chômage mais aussi de la compétitivité des entreprises et des finances publiques ?

18 octobre 2018

Présentation des Perspectives économiques 2018-2020 pour l'économie mondiale, européenne et française

12 novembre 2018

L'Europe sous tension

L'Europe connaît une nouvelle période d'incertitudes et de divisions. L'incertitude autour d'un *Brexit* devient de plus en plus élevée. Pour la première fois, le budget d'un État membre - l'Italie - vient d'être rejeté par la Commission européenne et les marchés s'inquiètent de l'évolution de la dette publique. Ces menaces peuvent-elles amplifier le ralentissement conjoncturel au moment où la BCE s'apprête à normaliser la politique monétaire et s'inquiète d'éventuelles bulles de prix d'actifs ? La zone euro va-t-elle connaître une nouvelle phase de tensions financières ? Les perspectives de croissance en Europe, La BCE face au risque de bulles, Croissance et dette publique en Italie : quelles perspectives, quels risques ? Les conséquences d'un *Brexit*, les principaux enjeux.

11 décembre 2018

Le changement climatique : de l'inquiétude à l'action :

À l'occasion de la tenue de la COP 24, 24^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 3 contributions d'économistes de l'OFCE qui mettent en perspective les bouleversements et les enjeux du changement climatique sont présentées à la presse et proposées à la discussion : une évaluation des dettes climatiques, l'hétérogénéité de l'empreinte carbone des ménages français et le changement climatique en France : croyances, comportements, responsabilités

Activités contractuelles

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
<i>International</i>	AFD Mexique Agence Française de Développement	01/12/2016	30/11/2018	Modélisation macroéconomique du Mexique.
<i>Européen</i>	SUPERA Supporting the Promotion of Equality in Research and Academia	01/06/2018	31/05/2022	Soutenir la promotion de l'égalité dans la recherche et le monde universitaire
<i>Européen</i>	INNOPATH Innovation pathways, strategies and policies for the Low-Carbon Transition in Europe	01/12/2016	30/11/2020	Etude portant sur les ambitions de décarbonisation de l'UE et sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont susceptibles de mener.
<i>Européen</i>	DOLFINS Distributed Global Financial Systems for Society	01/03/2015	31/05/2018	Comment parvenir à la stabilité financière et faciliter les investissements à long terme pour une transition vers une économie plus durable, plus innovante, moins inégale et plus écologique de l'UE.
<i>Européen</i>	ISIGrowth Innovation-fuelled, Sustainable, Inclusive Growth	01/05/2015	30/04/2018	Élaboration d'un diagnostic complet des relations entre l'innovation, la dynamique de l'emploi et la croissance dans une économie plus mondialisée et financiarisée.

Européen	iAGS – Groupe Socialistes et Démocrates du Parlement européen	13/11/2018	31/12/2018	Élaboration d'un rapport annuel indépendant sur la croissance en Europe.
Européen	DG Growth Commission européenne	01/01/2018	06/12/2018	Réformes structurelles 2013-2017 en France.
Européen	Monetary Experts Panel – Parlement européen Contrat-cadre avec le Parlement européen (Direction des affaires économiques et monétaires)	01/02/2015	31/12/2018	Analyse critique et indépendante de la politique monétaire de la BCE et évaluation de l'intégration économique et monétaire de l'UE.
National	Commissariat général à la stratégie et à la prospective France Stratégie	27/04/2017	27/04/2018	Poursuite des travaux sur l'impact du CICE sur les exportations : l'arbitrage prix-taux de marge des exportateurs (cf. appel d'offre évaluation du CICE sur les comportements des entreprises).
National	Commissariat général à la stratégie et à la prospective France Stratégie	26/07/2018	27/01/2020	Evaluation macroéconométrique de l'impact du CICE par une méthode hybride et l'utilisation de l'information macrosectorielle
National	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	01/12/2017	30/11/2018	Amélioration de la spécification du modèle ThreeMe et simulation de divers scénarios de politiques environnementales sur la croissance, l'emploi et les émissions de gaz à effet de serre.
National	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	04/11/2016	31/05/2019	Etude du contenu Carbone de la consommation des Français

National	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	21/11/2017	21/03/2018	Evaluation macro-économique, à l'aide de l'outil de modélisation ThreeME, d'un déploiement des Réseaux électriques intelligents
National	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	02/11/2017	02/12/2018	Etude portant sur l'amélioration de la fonctionnalité et l'analyse critique du modèle technico-économique du secteur résidentiel de l'ADEME
National	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	02/11/2018	02/11/2019	Etude sur l'impact sur l'emploi et l'économie de la Transition Energétique et de la transition vers une Economie Circulaire en Grand Est
National	Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement et ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie	23/12/2015	02/03/2018	Conception et développement d'un outil informatique permettant de modéliser l'impact des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements sur l'économie générale
National	Direction Générale des Entreprises et Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	23/03/2017	23/05/2018	Etude portant sur la qualification de défaillances de marché de financement des entreprises
National	Ville de Paris	01/09/2017	01/09/2018	Analyse de l'effet économique de l'investissement public local : une application à la politique d'investissement de la collectivité parisienne

National	Assemblée nationale	25/07/2018	05/1/2018	Etude de l'impact, pour les entreprises, de la modulation des cotisations patronales à l'assurance-chômage en fonction du nombre de lins de contrat de travail, telle que prévue par l'article L. 5422-12 du code du travail, dans sa rédaction issue de l'article 52 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.
National	Sénat	11/10/2018	11/12/2018	Etude de l'impact, pour les entreprises, de la modulation des cotisations patronales à l'assurance-chômage en fonction du nombre de lins de contrat de travail, telle que prévue par l'article L. 5422-12 du code du travail, dans sa rédaction issue de l'article 52 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.
National	ANR PRODIGE	01/10/2017	30/09/2021	Projet de Recherche Sur les Orchestres, les Discriminations et le Genre.
National	Association de l'Economie Numérique	23/12/2017	23/12/2019	Etude portant sur le numérique et la transformation de l'économie française.

Les activités scientifiques des chercheurs

Guillaume ALLÈGRE
guillaume.allegre@sciencespo.fr
@g_allegre



**Fonctions actuelles : Économiste, Département des études (inégalités et politiques publiques) ;
Rédacteur en chef du blog et des *Policy briefs* de l'OFCE**

Séminaires, conférences :

Printemps de l'économie, « mondialisation et inégalités »

Autres activités :

Membre du comité de rédaction de la *Revue de l'OFCE*

Co-rédaction en chef du numéro spécial Alternatives économiques, *L'état de l'économie 2018*

Média : « Revenus et fiscalité sont-ils les raisons de la colère ? », *Le Monde*, 17 décembre 2018 ; « Et si la sélection à l'université était la solution ? », *Les Echos*, 9 mars 2018 ; « Revenu universel : l'impossible expérimentation », *Les Echos*, 10 janvier 2018

Céline ANTONIN
celine.antonin@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Économiste senior, DAP (épargne, banques, fiscalité du capital, zone euro, pétrole, économie numérique) ; Chercheure associée au Collège de France

Séminaires, conférences :

Conférence "Où va l'économie ?", "Progrès technique et croissance depuis la crise", OFCE, 25 janvier 2018.

Conférence « Que sera la banque de demain ? », Comité Français d'Organisation et de Normalisation Bancaires/Fédération Bancaire Française, 5 octobre 2018.

Autres activités :

Maître de conférences à Sciences Po

Enseignement :

Cours électif d'Économie numérique, 2^{ème} année Sciences Po Paris, 24 h (janv.- avril 2018) avec Nadia Antonin

Média : 22 interventions dans la presse écrite et à la radio ; 21 interventions télévisées : France 24 (participation régulière à la « Semaine de l'économie »), Arte, Public Sénat, France 5, LCI, CNews, France TV, Canal + , BFM.

Zakaria BABUTSIDZE
zakaria.babutsidze@sciencespo.fr
<https://sites.google.com/site/zakbabutsidze/home>
[@babutsidze](#)



Fonction actuelle : Économiste, DRIC (économie de la consommation)

Séminaires, conférences :

Kennedy School of Government, Harvard University - Invited seminar
Boston (US) - Eastern Economic Association Annual Conference
Sophia Antipolis (FR) - Inter-disciplinary Workshop on Green Consumer Behavior

Autres activités :

Associate Professor at SKEMA Business School
Director, MSc Digital Business, Data Analysis and Management at SKEMA Business School

Enseignement :

Courses obligatoire (pour MSc Digital Business, Data Analysis and Management chez SKEMA Business School Sophia Antipolis):
Managerial Economics - 30h
Statistics - 36h
Data and its value - 24h
Cours Electif (Pour 2eme année SciencesPo Menton):
Digital Governance 24h

Christophe BLOT
christophe.blot@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Directeur adjoint, DAP (prévision zone euro, politique monétaire, gouvernance de la zone euro, stabilité financière), Professeur associé à l'Université de Paris Nanterre ; Co-responsable, avec Paul Hubert du pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière »

Séminaires, conférences :

6-7 décembre : Conférence organisée sur « La numérisation de l'argent liquide : la fin du cash ? Enjeux juridiques et politiques » présentation sur « Politique monétaire et existence du cash ».
12 novembre : conférence de presse OFCE.
18 octobre : conférence de presse OFCE, prévisions octobre 2018.
7-8 juin : GDR Monnaie, Banque, Finance, présentation de l'article «The interest rate pass-through during the ELB period: has the ECB lost control over the retail-banking markets?», Aix-en-Provence.
12 avril : conférence de presse OFCE, prévisions avril 2018.
29 mars : Séminaire EconomiX, présentation de l'article « Monetary Policy and Asset Price bubbles », Université Paris Nanterre.
27 février : présentation « Les défis de l'UEM après la crise des dettes souveraines », Cycle de conférence Europe organisée par l'IRA de Metz.

19 février : Séminaire de l'OFCE, présentation de l'article « The interest rate pass-through during the ELB period: has the ECB lost control over the retail-banking markets? », Paris.

22 janvier : Séminaire du LAREFI, présentation de l'article « The interest rate pass-through during the ELB period: has the ECB lost control over the retail-banking markets? », Université de Bordeaux.

Autres activités :

Co-organisation du 6^{ème} Workshop on Empirical Monetary Economics 3-4 décembre 2018.

Questionnaires : Survey of Professional forecasters de la BCE (fréquence : trimestrielle)

Référés pour *International Economics*, *North American*, *Journal of Economics and Finance*, *Revue de l'OFCE*.

Participation au jury de thèse de Asma Ben Saad Lakhal (Université d'Orléans)

Participation au jury du prix de l'Université du Conseil départemental du Val de Marne.

Enseignement :

La politique budgétaire après la crise, cours 3h Master 1 (Université de Besançon).

Economie monétaire internationale, cours 21h Master 2 – Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture (Université de Paris Nanterre).

Bulles, crises et cycles financiers, cours 21h Master 2 – Banques et marchés financiers (Université de Paris Nanterre).

Instabilités financières et crises de change, cours-séminaire (20h en 2018)

Média : La Tribune, RFI, Marianne, Le Figaro, Libération, bfmbusiness.com, Agefi, BFM Business, Radio Méditerranée, Ouest France, lemonde.fr, france24.fr

Edouard CHALLE
edouard.challe@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Chercheur associé (*macroéconomie*) ; Directeur de recherche CNRS CREST, Professeur d'économie à Polytechnique

Séminaires, conférences :

Discussion, Monetary policy and inequality under labor market frictions and capital-skill complementarity, BdF EUI, 18 et 19 octobre 2018.

Discussion Efficient bubbles ?, Bdf, 6 et 7 juillet 2018.

Discussion Resolving the missing deflation puzzle, Frontiers in international macroeconomics, juin 2018.

Discussion Real Keynesian models and sticky prices, Konstanz seminar 2018.

Jérôme CREEL
jerome.creel@sciencespo.fr
<https://sites.google.com/view/jeromecreel>



Fonctions actuelles : Directeur du Département des études (économie européenne, politique économique, macroéconomie) ; Professeur associé à ESCP Europe

Séminaires, conférences :

Séminaire EPOG (Université Paris 7), 23 janvier 2018
Congrès de l'AFSE (PSE), 16 mai 2018
Colloque à Berlin, 7-8 juin 2018
Audition, Commission des affaires étrangères, Assemblée nationale, 13 juin 2018
Preparatory meeting, Monetary Dialogue, Parlement européen, 28 juin 2018
Conférence, Annales de Mines, Ministère de l'économie, 20 septembre 2018
Conférence à l'université de Cracovie, 21-22 septembre 2018
Workshop, université de Lille 1, 16 novembre 2018
Preparatory meeting, Monetary Dialogue, Parlement européen, 22 novembre 2018
Séminaire EPOG (Université Paris 7), 7 décembre 2018

Autres activités :

Membre du Comité scientifique des JECO (Journées de l'économie)
Membre du Comité directeur de l'AFSE (Association française de sciences économiques)
Membre du Comité de rédaction de la *Revue de l'euro*
Membre du International Advisory Board of *Entrepreneurial Business and Economics Review* (EBER)
Membre du World Economy Survey Expert Group du CESifo

Enseignement :

Directeur académique et intervenant du European Studies Programme, Sciences Po.
Cours d'économie internationale (30h) en année pré-master et responsable des cours d'économie en année pré-master ; cours de macroéconomie (15h) en master 1 et co-responsable des cours d'Economics for managers ; cours de question d'économie internationale (30h) en master 2
Co-coordonateur du Département Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
Intervenant et responsable du Séminaire Europe de l'EMBA

Média : Citations dans 20 minutes, L'express, La Tribune, Libération, Sud-Ouest, Folha de S. Paulo ;
Apparitions dans : 28 Minutes d'Arte, 23 mai 2018 ; TV Canada, 6 juin 2018 ; RFI, 27 septembre 2018 ;
France Culture, 14 décembre 2018

Magali DAUVIN
magali.dauvin@sciencespo.fr



Fonction actuelle: Économiste DAP (économies émergentes, modélisation)

Autres activités :

Co-organisatrice de la journée OFCN 2018
Participation au rapport iAGS

Bruno DUCOUDRÉ
bruno.ducoudre@sciencespo.fr
[@BDucoudre](#)



Fonctions actuelles : Économiste DAP (modèles macroéconomiques, marché du travail, conjoncture France) ; Responsable du Pôle de recherche "Modélisation de l'économie française et de son environnement international"

Séminaires, conférences :

- « Emploi et chômage en France et en Europe depuis la crise de 2007, l'impuissance des politiques économiques ? », Conférence, Université de Besançon Franche-Comté, 12 février 2018.
- « Simulation macroéconomique des effets du CICE », Présentation au Comité de Suivi du CICE, séance plénière, France Stratégie, Paris, 24 septembre 2018.
- « Taux de change d'équilibre et ampleur des désajustements internes à la zone euro », OFCN, Paris, 17 octobre 2018.
- « Simulation macroéconomique des effets du CICE », Séminaire emploi IRES-OFCE, Paris, 14 décembre.

Autres activités :

Membre du comité de rédaction de la *Revue de l'OFCE*
Membre du comité de rédaction de la *Revue Travail et Emploi*
Co-organisateur du séminaire emploi IRES-OFCE

Enseignement :

Cours « Politique économique », L2 SES, Université Paris Diderot, janvier - avril 2018.

Média : Plusieurs interventions dans la presse écrite et internet (Lacroix, Le Monde, Le Parisien, l'Humanité, Le Figaro, 20 Minutes, L'Obs, Liaisons Sociales, AFP, La Dépêche du Midi, Asahi Shimbun), radios (France Culture, Europe 1, RTL, France Bleu, France Info), plusieurs interventions télévisées (France 24, Public Sénat)

Michel FORSÉ
michel.forse@sciencespo.fr
https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Fors%C3%A9
michel.forse@ens.fr



Fonctions actuelles : Chercheur associé à l'OFCE (Perception des inégalités, cohésion sociale, représentation de la justice sociale, comparaisons internationales et méthodes quantitatives en sociologie) ; Directeur de Recherche au CNRS (CMH)

Séminaires, conférences :

- Une théorie empirique de la justice sociale, *Conférence invitée*, ENS de Lyon, 27 septembre 2018.
- Du réalisme de l'hypothèse anthropologique de John Rawls sur le sens du juste, Séminaire *Inégalités et Solidarités*, ENS Paris, 13 novembre 2018.

Autres activités :

Membre comités de rédaction :
L'Année Sociologique (PUF)

Sociologia et Politiche Sociali (Franco Angeli, Milano)
Rédacteur en chef de The Tocqueville Review (The University of Toronto Press)
Organisation du colloque « Mobilité sociale et frustration » (avec M. Parodi), 14 octobre 2018
Réseaux Internationaux :
Official Representative de l'ICPSR (University of Michigan) pour l'ENS Paris, France.
Membre représentant la France à l'International Social Survey Programme (regroupant 50 pays dans le monde)

Enseignement :

Directeur du Master « Sociologie et Statistique » (EHESS, ENS)
Méthodes quantitatives en sociologie niveaux 1 et 2, EHESS et ENS (12 heures)
Représentations de la Justice Sociale, EHESS et ENS, (12 heures)

Cyrielle GAGLIO¹

cyrielle.gaglio@sciencespo.fr

https://www.researchgate.net/profile/Cyrielle_Gaglio



Fonction actuelle : Économiste, DRIC (Commerce international, Economie numérique)

Enseignement :

SciencesPo, Core Economics, Semestre 1

Frédéric GANNON²

frederic.gannon@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Chercheur associé (économie du vieillissement, financement des systèmes de retraites) ; Maître de conférences à l'Université du Havre

Séminaires, conférences:

Participation à la journée d'études « Financement des retraites et gestion des risques », Université d'Angers, 29 juin 2018.

Participation à la journée d'études : « Les morts de la Grande Guerre : Hasard ou déterminisme social ? », IHEDN – Ecole militaire, 10 octobre 2018.

Lunch seminar OFCE, « La réforme des retraites », 15 octobre 2018.

Membre du comité scientifique : Conference « Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance » (Madrid, 4-6 avril 2018).

Autres activités :

Référés pour des revues scientifiques

1 référé pour la revue *Social Sciences*

Insertion dans des réseaux professionnels et de recherche*

¹ CDD juin 2019

² Chercheur associé depuis le 1^{er} avril 2018

* Membre d'un réseau d'excellence, d'un projet de recherche type ANR, membre d'un organisme comme un Haut Conseil

Enseignement :

Université du Havre – responsable de la licence Economie-Gestion parcours bilingue.

Adeline GUÉRET³
adeline.gueret@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste DAP, Pôle environnement (*ThreeMe*)

Mattia GUERINI⁴
mattia.guerini@sciencespo.fr
mattia.guerini@gmail.com
www.mattiaguerini.com
https://twitter.com/Mattia_Guerini



Fonction actuelle : Post Doctorant (Project DG Grow), (*macroeconomics, Industrial dynamics, Agent-based models*)

Séminaires, conférences:

- 2018/12/14-16 - CFE (International conference in Computational and Financial Econometrics), Pisa University, Italy
- 2018/10/15 – Enno Schneider Seminar Series, Kiel University, Germany
- 2018/10/04-05 – ICEED (International Conference on Entrepreneurship and Economic Development), Bari University, Italy
- 2018/09/06-08 – EAEPE (Annual conference of the European Association for Evolutionary Political Economy), Nice University, France
- 2018/06-07/29-02 – WEHIA (Workshop of Economic with Heterogeneous Interacting Agents), Tokyo University, Japan
- 2018/06/19-21 – CEF (Annual Computing in Economics and Finance conference), Milano Catholic University, Italy
- 2018/04/12-14 – ISCEF (International Symposium in Computational Economics and Finance), Paris, France
- 2018/01/17-19 – FINEXUS (Conference on Financial Networks and Sustainability), University of Zurich, Switzerland

Autres activités :

- Scientific committee:* participation in the scientific committee of the “Académie d’Excellence” of the University of the Cote d’Azur – Academy of Complex Systems.
- Co-organizer:* EAEPE special session on credit markets and the effects on the real economy, Nice University, Nice, France
- Co-organizer:* KTO-GREDEG-OFCE Seminar series in Sophia-Antipolis.

³ Chercheur 4 juin 2019

⁴ CDD fin novembre 2019

Referee for peer reviewed journals: Journal of Economic Behavior and Organization, Economic Modelling, Journal of Economic Dynamics and Control, Ecological Economics, Computational Economics, Journal of Evolutionary Economics.

Enseignement :

2019 Spring: CORE Economics (SciencesPo – Menton Campus; 1st year course)

2018 Fall: Introduction to econometrics with R (SciencesPo – Menton Campus; 2nd year)

Sarah GUILLOU

sarah.guillou@sciencespo.fr

@Sarah_Guillou

<https://sites.google.com/site/sarahguilloueconomiste/home>



Fonctions actuelles : Directrice Adjointe DRIC (*économie industrielle internationale, économie des politiques publiques*) ; Co-responsable avec Lionel Nesta du Pôle de recherche « Politique publique et compétitivité des entreprises »

Séminaires et conférences :

Présentation : L'investissement des entreprises françaises au Séminaire de Travail sur « le Paradoxe de l'Investissement », 6 février 2018, France Stratégie Paris

Présentation de « *Assessing financial constraints at the firm level: a credit rationing approach* » (co-écrit avec Lionel Nesta et Patrick Sevestre) Workshop on Economic Growth, Innovation and Finance, Sophia-Juin Antipolis, June 14 et 15, 2018

JECO Table Ronde « Compétitivité : handicap majeur de l'économie française », 8 novembre Lyon.

JECO Table Ronde « Investissement des entreprises », 7 Novembre, Lyon

Participation au Jury de la Mission Fondation Nationale Entreprises et Performance 2018, « Cultivons notre industrie »

Table Ronde, Observatoire de l'Immatériel (8^{ème} JNAI), BPI le Lab, 16 Novembre Paris.

Audition Assemblée Nationale sur le CIR (Commission des affaires culturelles et de l'Education) avec Evens Salies, 9 octobre.

Autres Activités :

Référés pour *the World Economy*, *La Revue Economique*

Enseignement

International Economics, Cycle II, SciencesPo, Campus Moyen-Orient Méditerranée (48h)

Média : Emission Public Sénat, Un monde en docs, « Tissu local » 3 décembre 2018 (diffusion 8 décembre 21h) ; Emission Radio France Bleu (Belfort GE)/ France Culture (La politique industrielle de la Chine) ; Articles Atlantico.fr + interview Presse (Les Echos, L'express, La Croix)

Éric HEYER
eric.heyer@sciencespo.fr
[@HeyerEric](https://twitter.com/HeyerEric)



Fonctions actuelles : Directeur du DAP (*conjoncture internationale et française, marché du travail, modélisation macroéconomique*) ; Enseignant à Sciences po Paris et à l'Université de la Méditerranée

Séminaires, conférences :

- « Pour une régulation économique des contrats courts sans contraindre les entreprises, en préservant l'Assurance chômage », Rapport du Sénat, Délégation sénatoriale aux entreprises, décembre.
- « Les défis des entreprises dans l'économie mondiale », Conférence IHFI, 22 novembre 2018, Paris
- « Où va l'économie ? », Conférence IHEDN- 55ème session nationale Armement et économie de défense (SNAED), 28 septembre 2018, Paris
- « Un état des lieux de l'économie française : les 3 grands défis qui attendent l'économie et les entreprises françaises », Conférence ENA, 11 juin 2018, Strasbourg
- « Le marché du travail français dans la crise : enjeux et mécanismes », SciencesPo formation, 20 avril 2018, Paris
- « Exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires », Audition par la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée Nationale, 20 mars 2018, Paris
- « Situation de l'emploi, ses perspectives et une analyse des réformes en cours », CHEDE-IGPDE, 8 mars 2018, Paris
- « Le modèle social français est-il aussi généreux qu'on le dit ? », Vivre ensemble, 19 janvier 2018, Rennes

Enseignement :

- « Dynamique de l'économie mondiale », 2e année Sciences Po Paris
- « Politiques économiques en économie ouverte », Magistère d'Ingénieur Economiste, Université de la Méditerranée

Média : 213 interventions radio/télévision : 119 à la radio (BFM, Europe 1, France Culture, France info, France Inter, Radio classique, France Bleu, RCF, RFI, RMC info) ; 94 à la télévision (TF1, France 2, France 3, France 5, Canal +, CNews, LCI, TV5, M6, ARTE, Bloomberg, BFM TV, BFM Business, Public Sénat, LCP, France 24)

Paul HUBERT
paul.hubert@sciencespo.fr
<http://hubertpaul.free.fr>



Fonction actuelle : Économiste, Département des études (*macroéconomie, politique monétaire*) ; Co-responsable, avec Christophe Blot, du Pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière »

Séminaires, conférences et discussions :

"Central Bank Sentiment and Policy Expectations"

Bank of Canada Conference on Central Bank Communication, Ottawa, Septembre 2018
Séminaire Banque Centrale de Pologne (NBP), Varsovie, Novembre 2018

"State-Dependent Effects of Monetary Policy: the Central Bank Information Channel"

Conférence GDRE 2018, Aix-en-Provence, Juin 2018
Melbourne Macro Meetings, Melbourne, Octobre 2018

"Monetary Policy and Asset Price Bubbles"

Conférence AEA 2018, Philadelphie, Janvier 2018
Conférence T2M 2018, Paris, Mars 2018
Conférence AFSE 2018, Paris, Mai 2018

"The Intertwining of Credit and Banking Fragility"

Conférence ICMAIF 2018, Rethymno, Mai 2018

"State-Dependence of Output Revisions"

Lunch seminar OFCE, Paris, Mars 2018

"On the external validity of experimental inflation forecasts"

Conférence BEAM 2018, Amsterdam, Août 2018

"Central bank communication topics and private expectations"

Workshop "Le pouvoir des mots", Besançon, Octobre 2018

"Contribution de la politique monétaire au PIB"

Lunch seminar OFCE, Paris, Novembre 2018

Discussion "Monetary policy and the mortgage market: A New-Keynesian perspective"

Conférence T2M 2018, Paris, Mars 2018

Discussion "Common Banking across Heterogenous Regions"

Conférence ICMAIF 2018, Rethymno, Mai 2018

Discussion "The Effects of a Homogenous Unconventional Monetary Policy on a Heterogeneous Monetary Union"

Conférence GDRE 2018, Aix-en-Provence, Juin 2018

Autres Activités :

Chercheur invité à la Banque d'Angleterre

Organisateur du séminaire de l'OFCE

Membre du World Economy Survey Expert Group du CESifo

Co-organisateur, avec Christophe Blot, du Workshop **Empirical Monetary Economics**, 3-4 décembre 2018.

Membre du World Economic Survey Expert Group du CESifo depuis décembre 2015.

Rapports de référé : *International Journal of Central Banking* (x3), *Journal of Money Credit and Banking* (x3), *Economic Modelling*, *Journal of Macroeconomics* (x2), *Revue de l'OFCE*, *Bulletin of Economic Research* (x2), *Economics Bulletin*, *Journal of Banking and Finance*

Enseignement :

Sciences Po Formation continue : Macroéconomie

Université Nice – Scuola di Pisa: Empirical issues in monetary economics

Université de Besançon: Politique monétaire

Média : France24, 6 février 2018, Le Revenu Hebdo, 7 septembre 2018, Conférence de presse « l'Europe sous tension », 12 novembre 2018

Maurizio IACOPETTA
maurizio.iacopetta@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : *Économiste senior DRIC (économie de la croissance, innovation, macroéconomie) ; Professeur and Head of the Research Center in Innovation SKEMA ; Grant awarded in September 2018 by Université Côte d'Azur « Networks, information and digital society », Academy of Excellence.*

Séminaires, conférences :

Summer Workshop on Money, Banking, Payments and Finance that will take place in Ottawa at the Bank of Canada , 7-11 August, 2017, *Paper Presented: The emergence of money: A Dynamic Analysis Finance and Economic Growth in the Aftermath of the Crisis*" Conference, Milan, 11-13 September 2017, *Paper Presented: Corporate Governance and Phases of Development*
NYU Conference 2017, New York University, New York, September 16, 2017, *Paper Presented: Corporate Governance and Phases of Development*
DEGIT 2017 conference at Paris School of Economics, 7-8 September, 2017, *Paper Presented: Corporate Governance and Phases of Development*
66th INTERNATIONAL CONGRESS OF THE FRENCH ECONOMIC ASSOCIATION, Nice, France, June 19-21, *Paper Presented: Corporate Governance and Phases of Development*

Autres activités:

Co-organizer of International Workshop on Innovation, Finance, and Economic Growth, June 14-15, 2017 (joint with Florencio Lopez de Silanes (SKEMA Business School); Pietro F. Peretto (Duke University); Armin Schwienbacher (SKEMA Business School),

Enseignement :

Macroeconomics, Bachelor Program, SKEMA Business School, Fall '17, Fall '18, Spring '19
Innovation and Economic Transformation, SKEMA Business School, Spring 2018;

Xavier JOUTARD
xavier.joutard@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : *Chercheur associé OFCE, (économie du travail, politiques de l'emploi, méthodes d'évaluation, économétrie, formation) ; Professeur de Sciences-Economiques à Aix-Marseille Université, Directeur Adjoint du LEST, Membre Associé de l'AMSE*

Séminaires, conférences :

Colloque Vican5, Paris - juin 2018
12th European Conférence on Health Economics, Maastricht - Juillet 2018

Autres activités :

Expert HCERES, pour le LEMMA, Paris 2, 2018

Membre du Conseil Scientifique pour l'Institut National du Cancer (INCa), dans la cadre de la troisième enquête Cancer, VICAN5, 2018

Responsable du Séminaire TREMPIN au LEST, 2018

Rapporteur pour les revues en 2018: *Econometrics*, *International Journal of Manpower*, *Revue Economique*, *Revue d'Economie Politique*

Président du Comité de sélection Section 04 en Science Politique au LEST à Aix-Marseille université, septembre 2018

Participation au Comité de sélection Section 05 en Economie Politique à l'AMSE à Aix-Marseille université, mai 2018

Président du Jury de thèse: Audrey Etienne "Three Essays on Workers' Self-Selection" à AMSE-AMU, Novembre 2018 et Khalid Maman Waziri "A stochastic Earnings Frontier Approach to Investigating Labour Market Failures", AMSE-AMU, Juin 2018

Fabien LABONDANCE⁵

fabien.labondance@univ-fcomte.fr



Fonctions actuelles : Maître de conférences à l'université de Franche-Comté ; Chercheur affilié à l'OFCE, (macroéconomie monétaire, stabilité financière, économie européenne)

Séminaires, conférences :

GDR Monnaie, Banque, 7-8 juin 2018

Conférence ICMAIF, Rethymno, 23, 24, 25 mai.

Autres activités :

Responsable des séminaires et des conférences grand public du CRESE-Université de Franche-Comté (cf le lien <http://crese.univ-fcomte.fr/seminaires.html>)

Membre du comité scientifique pour le Workshop Empirical Monetary Economics, Sciences Po, Paris

Référés : *revue économie*, *revue de l'OFCE*

Membre du World Economic Survey Expert Group

Enseignement :

Cours : environ 300 h à l'université de Franche-Comté

⁵ Chercheur associé du 01/01/2018 au 01/09/2018.

Gissela LANDA
gissela.landa@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste, DAP (modélisation macroéconomique, économie climatique et environnementale, économie du développement)

Séminaires:

Séminaire interne OFCE/NEO du 23 au 26 juillet 2018
Séminaire AFD/OFCE ThreeME-Mex le 17 octobre 2018

Autres activités :

Convention de recherche ADEME ThreeME V3
Obtention du projet de "modélisation des scénarios de transition énergétique au Mexique"
Convention de recherche AFD/SENER/OFCE
Obtention du projet "études sur les impacts économiques de la levée des subventions énergétiques et l'introduction d'une taxe carbone pour alimenter les ressources du Fonds de transition Énergétique en Tunisie"
Plusieurs missions au Mexique dans le cadre du projet de coopération AFD/SENER/OFCE
Organisation du *Seminar lunch* à l'OFCE
Encadrement d'un CDD

Enseignement :

Formation au Mexique sur la modélisation avec ThreeME-Mex

Eloi LAURENT
eloi.laurent@sciencespo.fr
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/page.php?id=18>
<https://ideas.repec.org/f/pla209.html>



Fonctions actuelles : Économiste senior, Département des études (social-écologie, nouveaux indicateurs de bien-être, résilience et soutenabilité, développement soutenable, coopération et confiance, économie territoriale) ; Professeur invité, Stanford University ; Enseignant Ecole de Management et d'Innovation, Sciences Po

Séminaires, conférences :

"Well-being and economic equity: linkages and options for policy reform", "Moving Beyond Concept and Measurement: Advancing Well-Being in an Inequitable World", Bellagio, septembre 2018.

Autres activités :

Expert pour la FNRS (Belgique), membre des Commissions SHS-5 et Foresight
Personnalité qualifiée de l'Observatoire des Territoires, Commissariat général à l'égalité des territoires
Membre de la Independent Commission on Sustainable Equality, Parlement européen
Membre de la Commission internationale sur la santé et le bien-être, Robert Wood Johnson Foundation

Membre du comité scientifique de la Pensée Ecologique
Membre du comité de rédaction de la *Revue Tocqueville*

Enseignements :

« The Great Transition », Ecole de Management et d'Innovation de Sciences Po, (automne)
« Political economy of the environment », Ecole de Management et d'Innovation de Sciences Po, printemps
« L'avenir de la mondialisation », Stanford University in Paris, (automne)
"New indicators of well-being and sustainability", Stanford University (été)
European Studies Programme 2017, "The EU policy against Climate change", "EU and Biodiversity", (printemps)

Média : Interventions sur France Culture, tribune dans Libération, interview dans Le Monde, etc.

Sabine LE BAYON
sabine.lebayon@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste, DAP (*Allemagne*)

Autres activités :

Participation à l'organisation de la journée-débat « OFCN »

Média : Challenge, RFI, BFM Business...

Gilles LE GARREC
gilles.legarrec@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Économiste, département des études (*questions liées au vieillissement et aux politiques redistributives*) ; Co-responsable avec Vincent Touzé du Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE »

Séminaires, conférences :

« Où va l'économie », 25 janvier 2018, OFCE.
« Cliometrics and Complexity », 4-5 juin 2018, ENS Lyon.
« Les morts de la Grande Guerre : Hasard ou déterminisme social ? », 10 octobre, Ecole Militaire, Paris.
OFCE Lunch Seminar, 15 octobre 2018.

Autres activités :

Référés pour des revues scientifiques : *Revue de l'OFCE*, *Journal of Pension Economics and Finance*,

Social Choice and Welfare, Political Research Exchange

Insertion dans des réseaux professionnels et de recherche*

Membre de l'équipe « Dynamique du vieillir », Université Sorbonne Paris Cité

Enseignement :

Cours : Macroéconomie à Dauphine en 2^e année de Licence

Sandrine LEVASSEUR

sandrine.levasseur@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Économiste, Département des Etudes (questions européennes, économie du logement) ; Rédactrice en chef des publications de l'OFCE

Autres activités :

Membre du comité de suivi de la cotation des logements sociaux de la Ville de Paris

Enseignement :

Interventions en février et mars 2018 dans le cadre des « European Studies », Sciences po

Intervention en avril 2018 auprès de l'Institut Pratique du Journalisme (IPJ) de Paris Dauphine « Module journalisme et nombres : mesure la mixité sociale »

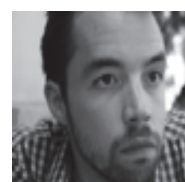
Interventions en septembre et octobre 2018 dans le cadre de l'Executive education, « Parcours des ESH et logement social », Sciences po.

Pierre MADEC

pierre.madec@sciencespo.fr

[@pmadec](#)

<http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/15t31rbisf89c9gclq1iq9n299?time=&sortColumn=type&sortDir=asc&lang=fr>



Fonction actuelle : Économiste, DAP (économie française, immobilier)

Séminaires, conférences :

Congrès des DG d'OPH, Lille, mars 2018.

Conférence citoyenne sur les conditions de logement des classes moyennes à Paris, Mars/Avril 2018

Audition par le groupe France Insoumise de l'Assemblée Nationale sur la loi ELAN, avril 2018

Formation Cidefe, avril 2018

Conférence Logement, Banque de France, mai 2018

Les voix de l'Economie, Lille, mai 2018

* Membre d'un réseau d'excellence, d'un projet de recherche type ANR, membre d'un organisme comme un Haut Conseil

UNAF, juin 2018

Seminar lunch de l'OFCE, juin 2018

Colloque Solidarité nouvelle pour le logement, Paris, juin 2018

Table ronde autour de la présidente-directrice générale de la Société d'habitation du Québec, juin 2018

Journées d'été d'Europe Ecologie les Verts, Strasbourg, août 2018

Journées d'été de la France Insoumise, Marseille, août 2018

Séminaire de rentrée des députés du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, septembre 2018

Rencontres économiques, Ministère de l'économie et des finances, septembre 2018

Observation Immobilier Habitat et Chambre de commerce et d'industrie PACA, Nice, septembre 2018

Audition par l'association des Maires d'Ile de France, septembre 2018

Assises du Logement d'abord, Amiens, septembre 2018

Audition auprès de la Rapporteuse spéciale sur les crédits de la mission Remboursements et dégrèvements de l'Assemblée Nationale, octobre 2018

Congrès HLM, octobre 2018

Colloque Oxfam, octobre 2018

Audition auprès de l'Uniopss, novembre 2018

Journée Logement de la CFDT, novembre 2018

Journée Logement de la CGT, novembre 2018

Conférence de presse de présentation du Portrait social de l'Insee, novembre 2018

Conférence interne de présentation du Portrait social de l'Insee, novembre 2018

Autres activités :

Membre du groupe de travail visant à l'élaboration d'un module Patrimoine dans Ines

Membre du groupe de travail « Reste pour vivre », DIHAL et Délégué Pauvreté

Membre du groupe d'exploitation de l'enquête nationale logement 2013 de l'INSEE

Membre du groupe d'exploitation de l'enquête Patrimoine de l'INSEE

Membre du comité de suivi du projet de recherche ASHA

Paul MALLIET

paul.malliet@sciencespo.fr

@PaulMalliet



Fonctions actuelles : Économiste, DAP (modélisation macroéconomique, fiscalité environnementale, climat, énergie) ; Doctorant Economix-Paris Nanterre

Séminaires, conférences :

Estimating the Elasticity of Substitution between the Capital & Energy from the Marginal Abatement Cost Curve: Young Energy Economists and Engineers Seminar – Spring 2018 Edition, Delft University of Technology, 11-12 Avril 2018

L'empreinte carbone de la consommation des ménages français. Séminaire bas carbone des entreprises et des institutions financières ADEME ; Paris 14 Juin 2018

L'hétérogénéité de l'empreinte carbone des ménages français. Conférence de Presse OFCE « Le changement climatique : de l'inquiétude à l'action » Paris le 11 Décembre 2018

Catherine MATHIEU

catherine.mathieu@sciencespo.fr

<http://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/mathieu.htm>



Fonction actuelle : Économiste, DAP (prévision et questions internationales, Royaume-Uni et questions européennes)

Séminaires, conférences :

Présentation de « Brexit: Taking back control? », avec Henri Sterdyniak, CEPN Workshop « The European Union: no future? », Université Paris 13, Saint Denis, 24 janvier 2018.

« Coût du travail et pouvoir d'achat d'un salarié au salaire minimum en France, en Allemagne et au Royaume-Uni », avec Odile Chagny, Sabine Le Bayon, Henri Sterdyniak, Séminaire déjeuner OFCE, 29 janvier 2018.

Séminaire : « Brexit: Taking back control? », Université Paris 10 - EPOG, 2 février 2018.

Conférence « Brexit : Où en est-on ? », Université pour tous, Versailles, 13 avril 2018.

Réunion de l'AIECE (Association d'Instituts Européens de Conjoncture Economique), Varsovie, 4-5 mai 2018.

2nd DGB/FES/IMK Conference, "Europe after the euro crisis: where is the economic and monetary union headed?", Invitation : podium discussion 'Recovery in Europe – the outcome of successful crisis policies', Berlin, 12 juin 2018.

3rd TUREC workshop, Intervention invitée : Fiscal governance in EMU, Madrid 5-6 juin 2018.

15^e Colloque EUROFRAME – 15th EUROFRAME Conference on economic policies in the European Union - « Economic policy and political economy in the EU after the crisis », Milan, 9 juin 2018: organisation scientifique du colloque ; présidente de session ; présentation de : "Euro area macroeconomics, where do we stand?" avec Henri Sterdyniak).

Réunion de l'AIECE (Association d'Instituts Européens de Conjoncture Economique), Bruxelles, 15-16 novembre 2018.

Autres activités :

Présidente de l'AIECE (Association d'Instituts Européens de Conjoncture Economique)

Membre d'EUROFRAME, Réseau d'instituts de prévision européens, secrétariat scientifique de la Conférence annuelle d'EUROFRAME sur les questions de politique économique en Europe, indicateur de croissance EUROFRAME (depuis mars 2017)

FMM Fellow - Réseau de recherche de l'IMK (Macroeconomic Policy Institute) de la Fondation Hans Boeckler, Düsseldorf.

Evaluation d'articles pour la *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs et pour la Revue d'économie politique*

Média : Nombreuses interventions sur les thèmes du Brexit et de l'avenir de l'Europe (65 pour les plus importantes, 30 à la radio - France Culture, France Info, France Inter, RTL, RFI, Radio Notre Dame, 20 à la télévision (France 5 - C dans l'air, France 24 - débats, semaine de l'éco...), 10 articles de presse écrite, 5 presse internet)

Benjamin MONTMARTIN
benjamin.montmartin@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste DRIC (évaluation politique publique, économétrie spatiale, dynamique macroéconomique)

Séminaires, conférences:

2nd IDEA Workshop, Sophia-Antipolis, May 24-25, 2018

4th Geography of Innovation Conference, Barcelona, Espagne, February 1-2, 2018

Enseignement :

Advanced Econometrics, PhD in Finance, SKEMA Business School

Statistics, Msc Research in Management, SKEMA Business School

Quantitative Methods, L3 PGE, SKEMA Business School

Microeconomics, BBA, SKEMA Business School

Derivative products, Msc Banking & Finance, Université Côte d'Azur

Mauro NAPOLETANO
mauro.napoletano@sciencespo.fr
<https://mauronapoletano.org/>
[@mnapoletano1](#)



**Fonctions actuelles : Économiste senior, DRIC (Dynamique industrielle, macroéconomie) ;
Responsable du Pôle de recherche « Network and agent based computational analysis of
economic systems »**

Séminaires, conférences :

Second Conference on Financial Networks and Sustainability, University of Zürich, 17-19 janvier 2018

Conference "Securities Markets: Trends, Risks and Policies", Bocconi University, 2 Mars 2018

Seminar, Bielefeld University (Allemagne), 10 Avril 2018

Lectures on Agent-Based Integrated Assessment Models at the summer school on "Exploring Climate
Change Challenges and Solutions in the Real World: From Research

To Practice", Sofia (Bulgarie), 18-27 Mai 2018

Conference "The New European Deal: A Policy Plan for Innovation-Fuelled, Sustainable and Inclusive
Growth", European Commission, Bruxelles, 19 juin 2018

Conference "Computing in Economics and Finance 2018", Catholic University of Milan, 20-22 Juin 2018

Lecture on "The coupled climate and economic dynamics" at the IANUA Summer School 2018

organized by the IANUA-ISSUGE Scuola Superiore of the University of Genova, Italy, 14 Juillet 2018

Lecture on Agent-Based Macroeconomics, Marie-Curie EXIDE Research Training School on "Agent-based
Modeling", Bielefeld University, 12 Septembre 2018

Autres activités :

Organisation du Workshop OFCE "Financial Stability: Challenges and Insights from New Tools", 11 Juin
2018

Associate Editor, Journal of Economic Behavior and Organization

Coordinateur du programme doctoral UCA-Scuola Superiore Sant'Anna (Pisa).

Coordinateur local pour Sciences Po des projets européens H2020 "DOLFINS", "ISIGrowth" et « GROWIMPRO »

Activité de rapporteur pour plusieurs revues internationales : Journal of Money Credit and Banking, The B.E. Journal of Theoretical Economics, Ecological Economics, Economic Modelling, Journal of Economic Dynamics and Control, Journal of Economic Behavior and Organization, Macroeconomic Dynamics, Journal of Economic Interaction and Coordination, Journal of Evolutionary Economics, Industrial and Corporate Change, Papers in Regional Science, Journal of Economic Geography, Economics of Innovation and New Technology, Structural Change and Economic Dynamics, Advances in Complex Systems, Complexity.

Enseignement :

Course on « Aggregate Consumption, Aggregate Investment and Introduction to Open Macroeconomics » International Ph.D. in Economics, Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, Italy.

Cours « Introduction to Economics », premier semestre 2017-2018, 1ère année, Programme Anglophone, Sciences Po, Campus de Menton.

Cours « Intermediate Macroeconomics », premier semestre 2017-2018, 2ème année, Programme Anglophone, Sciences Po, Campus de Menton.

Média : une dizaine d'interventions dans la presse écrite et à la radio, une vingtaine d'interventions télévisées (participation mensuelle voire bimensuelle au Club de l'économie de LCI ; émission 28 Minutes d'Arte, France 24, BFM, BFM Business, LCP, Public Sénat)

Lionel NESTA

lionel.nesta@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Directeur du DRIC (*dynamique industrielle, imperfection des marchés, productivité*) ; Professeur à l'Université Sophia Antipolis ; Co-responsable avec Sarah Guillou du Pôle de recherche « Politique publique et compétitivité des entreprises »

Séminaires, conférences :

Présentation du rapport intermédiaire sur « Structural Reforms in France », Rapport pour la Commission Européenne, 5 février 2018, DG GROW, Commission Européennes, Bruxelles, Belgique.

Présentation du rapport intermédiaire sur « Structural Reforms in France », Rapport pour la Commission Européenne, 6 juin 2018, DG GROW, Commission Européennes, Bruxelles, Belgique.

Enseignement :

Présidence du Jury Habilitation à Diriger la Recherche, HDR de M. Z. Babutsidze « Communication and consumer behavior », 21 janvier 2019, Université Côte d'Azur

Macroéconomie, Université Côte d'Azur, Licence Economie-gestion, première année, 60 heures

Econométrie des données de panel, Université Côte d'Azur, Master 2, 39 heures

Econométrie des données qualitatives, Université Côte d'Azur, Master 2, 30 heures

CORE Economics, SciencesPo Paris, Campus de Menton, première année, 48 heures.

Intermediate microeconomics, SciencesPo Paris, Campus de Menton, Deuxième année, 72 heures

Maxime PARODI
maxime.parodi@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Sociologue, Département des études (*changement social, justice sociale et sociologie de la connaissance*) ; Responsable du Pôle de recherche « Sociologie »

Séminaires et conférences :

13 avril, journée d'études à Sciences Po Lille sur "Impôts et légitimité"

Autres :

Juré aux Grands Oraux de Sciences Po

Enseignement :

Cycle de formation pour les professeurs de SES sur la Justice sociale (Lycée Lavoisier, Paris)

Cours FSESG, préparation à l'agrégation de Sciences sociales sur le thème "Justice et injustices sociales"

Cours Master SocStat sur les Modèles loglinéaires.

Hervé PÉLERAUX
hervé.peleraux@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste senior, DAP (*prévisions France, modélisation, indicateurs avancés*)

Hélène PÉRIVIER
helene.perivier@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Économiste, département des Etudes (*marché du travail, inégalités femmes-hommes, politiques sociales et familiales, discriminations*) ; Directrice, Gender Studies program of Sciences po, PRESAGE ; responsable du pôle de recherche « Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales »

Séminaires, conférences :

Audition par la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale, « Réforme Fiscale et Egalité femmes-hommes », 22 octobre 2018

Audition par l'IGAS, « Le congé de paternité », 06 mars 2018

Autres activités :

Référés pour des revues scientifiques et activités d'édition : *Economie et Statistique* ; *Revue Economique*
Co-directrice du "Domaine Genre" aux Presses de Sciences Po, avec Janine Mossuz-Lavau, domaine créé en janvier 2016

Direction de programme et coordination de projets :

Directrice du programme PRESAGE, Sciences Po, OFCE, depuis 2010

Le Programme de Recherche et d'Enseignement des SAVoirs sur le GENre, est un programme centré sur les études de genre. Il couvre différentes disciplines (économie, droit, sociologie, histoire, science politique) et valorise la recherche et les enseignements en études de genre au sein de Sciences Po

Coordinatrice du projet ANR PRODIGE, Projet de Recherche sur les Orchestres, les Discriminations et le Genre, AAPG 2017 (Comité Inégalités, discriminations, migrations, radicalisation), 1^{er} mars 2018

Insertion dans des réseaux professionnels et de recherche :

Depuis 2014 : membre du Conseil scientifique de l'Observatoire National de la Petite Enfance

Depuis 2013 : membre du Haut conseil à la famille, à l'enfance et à l'âge

Depuis 2018 : Membre du conseil scientifique de la délégation interministérielle à la stratégie de lutte contre la pauvreté

Enseignement :

Depuis 2016 : « Covering Egg freezing cost for female employees and work-life balance policies: a tool to promote gender equality in the workplace or a new form of oppression? », Case Study, Ecole d'Affaire Publique, Sciences Po, Paris (6 séances)

Depuis 2016 : « Is a gender equal society possible ? », Formation commune Master, Sciences Po, Paris

Depuis 2010 : « L'économie au défi du genre », cours séminaire au collège universitaire Sciences Po, Paris, majeure d'économie

Participation à des jurys de soutenance de thèse ou d'HDR : Jury de soutenance d'HDR de François Bonnet, Sciences Po,

Encadrement de stagiaires :

Morgane Fridlin, mémoire de master M1, Ecole Normale Supérieure Paris-Saclay,

Master in Economics de l'école Polytechnique, « Garde des jeunes enfants et emploi des femmes : le rôle des politiques publiques », 2017-2018.

Media : Le téléphone sonne, France Inter, Faut-il allonger le congé de paternité ?, 29 janvier 2018
RMC info, Bourdin, Faut-il allonger la durée du congé de paternité obligatoire, 25 janvier 2018 ; Les Experts, Nicolas Doze, BFMTV, 09/01/2018 ; Les Experts, Nicolas Doze, BFMTV, 21/05/2018 ; Les Experts, Nicolas Doze, BFMTV, 11/10/2018 ; Les Experts, Nicolas Doze, BFMTV, 21/10/2018 ; On n'arrête pas l'éco, Alexandra Bensaid, 24/10/2018.

Mathieu PLANE
mathieu.plane@sciencespo.fr
<https://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/page.php?id=30>
[@MathieuPlane](#)



Fonction actuelle : Directeur adjoint au DAP (France, politique fiscale et budgétaire, finances publiques, entreprises, investissement...)

Séminaires, conférences:

OFCE, Conférence de Presse « Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités », Paris, 15 janvier.

France Stratégie, Séminaire sur l'Investissement « Les déterminants de l'investissement des entreprises en France. Une analyse économétrique de la FBCF agrégée et par produit », Paris, 6 février

Haut Conseil aux Finances Publiques, Audition « Perspectives économiques et budgétaires 2018-2019 », Cour des Comptes, Paris, 4 avril.

OFCE, Conférence de Presse « Prévisions économiques pour la France 2018-2020 : croissance en héritage », Paris, 12 avril.

CPME Haute-Loire, Conférence « Perspectives économiques 2018-2019 et les premières mesures du quinquennat d'E. Macron », Le Puy-en-Velay, 19 avril.

Université Lille 1, Séminaire politiques économiques « Perspectives économiques 2018-2019 et évaluation du premier budget du quinquennat d'E. Macron », 17 mai.

Haut Conseil des Finances Publiques, Audition « Perspectives économiques et budgétaires 2018-2020 », Cour des Comptes, Paris, 17 septembre.

Commission des finances, Assemblée Nationale, audition par Mme Christine Pires-Beaune, rapporteure spéciale sur les crédits de la mission *Remboursements et dégrèvements* "Impact des mesures du projet de loi de finances 2019", 15 octobre

Fondation Jean Jaurès, séminaire « Analyse du Projet de loi de finances pour 2019 », Paris, 8 octobre.

OFCE, Conférence de Presse « Prévisions économiques pour la France 2018-2020 : heurts supplémentaires sur la reprise », OFCE, Paris, 18 octobre.

IRES, Séminaire « Prévisions économiques pour la France 2018-2020 : heurts supplémentaires sur la reprise », OFCE, Paris, 19 octobre.

JECO, Conférence « Le SMIC est-il l'ennemi de l'emploi ? » Intervention « Impact d'un coup de pouce au SMIC sur l'emploi », Lyon, 7 novembre.

JECO, Conférence « Prévision de croissance : mission impossible ? » Intervention « Conjoncturel, structurel et cadrage macroéconomique pour la prévision », Lyon, 7 novembre.

Ministère de l'Economie et des Finances, Rencontres économiques de l'IGPDE «Quelle stratégie pour les dépenses publiques » Intervention « Existe-t-il un niveau optimal de la dépense publique ? », Bercy, Paris, 4 décembre

Autres activités :

Entretien semestriel Desk France Commission Européenne autour des Prévisions économiques de la France

Entretien à l'occasion de la *Staff visit* annuelle dans le cadre de l'Article IV du FMI

Entretien avec la délégation de la Commission européenne dans le cadre du Semestre européen et surveillance particulière dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macro-économiques

Enseignement :

Master Affaires Publiques de SciencesPo « Prévisions et politiques économiques »

Master COSI de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne « Economie, défis contemporains et politique économique »

Atelier conférences, formation professeurs SES de La Martinique « Perspectives économiques, évaluation du premier budget Macron et analyse de la dépense publique en France », 15-16 janvier

Atelier conférences, formation professeurs Gestion de La Martinique « Perspectives économiques, évaluation du premier budget Macron et analyse de la dépense publique en France », 17-18 janvier

Média: Télévisions : TF1, France-TV, Canal Plus, M6, BFM-TV, LCI, CNews, LCP, Public-Sénat, France 24... ; Radios : Radio France, Europe1, RTL, RMC, BFM, RCF, Radio Classique... ; Nombreuses citations et interviews (299 en 2018 selon logiciel Dow Jones Factiva) : Le Monde, Les Echos, Libération, Le Figaro, La Tribune, Le Parisien - Aujourd'hui en France, La Croix, Challenges, Capital, L'Obs, Le Point, L'express, Agence France Presse, Le Monde, Presse quotidienne régionale... ; Participation régulière à Ecorama de Boursorama, C dans l'air sur France 5, Experts de BFM-Business

Xavier RAGOT
xavier.ragot@sciencespo.fr
@xavierragot



Fonctions actuelles: Président de l'OFCE, Professeur à Sciences Po, Directeur de recherches au CNRS ; Responsable du Pôle de recherche « Modèles à agents hétérogènes »

Séminaires académiques :

GT Economie de la fiscalité, *Optimal fiscal policy with heterogeneous agents and aggregate shocks*, avec François Le Grand, Paris, 9 mars 2018.

T2M Theories and methods in macroeconomics, Chairperson de la session *Special session on heterogeneity in macroeconomics* et presentation *Optimal fiscal policy with heterogeneous agents and aggregate shocks*, avec François Le Grand, Université Paris Dauphine, 16 mars 2018.

3rd International Conference on Financial Markets and Macroeconomic Performance, *What is monetary policy about? Optimal monetary policy with heterogeneous agents*, avec François Le Grand et Alaïs Martin-Baillon, Goethe University, Francfort, 8 mai 2018.

Center for Macroeconomic Research, *The history-representation of heterogeneous agent models*, Université de Cologne, 9 mai 2018.

Schumpeter Seminar, *Optimal fiscal policy with heterogeneous agents and aggregate shocks*, avec François Le Grand, Humboldt University, Berlin, 26 juin 2018.

Society for Economic Dynamics, Annual Meeting, *Sovereign default and liquidity: the case for a world safe*, Mexico, 28 juin 2018.

Zurich Center for Computational Financial Economics, *The history-representation to solve and derive optimal policies in heterogeneous agent models with aggregate shocks*, avec François Le Grand, Université de Zurich, Suisse, 4 juillet 2018.

4ème Oxford/Banque fédérale de réserve de New York, *Conférence sur l'économie monétaire*, Université d'Oxford/Nuffield College/Banque fédérale de réserve de New York, Trinity College, Royaume-Uni, 27 septembre 2018.

Sorbonne Université, Colloque international: une solidarité européenne est-elle encore possible? *L'union européenne: de la convergence à la solidarité?* Paris, Sorbonne, 2 octobre 2018.

University of Cambridge, Macroeconomic seminar, *Managing inequality in the business cycle : optimal policies with heterogeneous agents and aggregate shocks*, Royaume-Uni, 30 octobre 2018.

JECO, *La remontée des taux d'intérêt*, Lyon, 7 novembre 2018.

Auditions :

Audition Conseil Economique, Social et Environnemental, *L'efficacité des investissements publics et privés*, 24 janvier 2018.

Audition Haut Conseil des Finances Publiques, *Prévisions 2018-2019 et perspectives de croissance à moyen terme*, Paris, 4 avril 2018.

Audition dans le cadre du rapport d'information sur le *Socle européen des droits sociaux*, Assemblée Nationale, Paris, 3 octobre 2018.

Séminaires institutionnels :

France Stratégie/Commission Européenne/OCDE/FMI, « Structural reforms 2.0 », *How to package and sequence structural reforms ? Where are the complementarities between policies ?*, Paris, 12 janvier 2018.

506th Meeting of the Economic Policy Committee and the Employment Committee, *Seminar on wage developments and dynamics*, Bruxelles, 31 janvier 2018.
Direction Générale du Trésor/FMI, *Transforming France's economy and completing the integration of the eurozone*, Paris, 15 février 2018.
Max Planck Institute for Tax and Public Finance & ESMT, *Is the euro sustainable – and what if not ?*, Berlin, 14 mars 2018.
New Economic Paradigm Workshop, Berlin, 20 mars 2018.
Joint BdF/EIB, *Investment and investment finance in France : gearing-up momentum*, Banque de France, Paris, 3 mai 2018.
Banque de France, *Penser le capitalisme avec Michel Aglietta*, Paris, 29 mai 2018.
Barcelona GSE Summer Forum, *Sovereign default and liquidity : the case for a world safe asset*, Barcelone, 18 juin 2018.
Sciences po/Banque de France/Banca d'Italia, *Money and capital in a persistent liquidity trap*, Banque de France, Paris, 5 juillet 2018.
Atelier commun de France Stratégie / Institut der Deutschen Wirtschaft / Konrad Adenauer Stiftung, *La future gouvernance de la zone euro. Perspectives de France et d'Allemagne*, Paris, 10 septembre 2018.
CEPII / INSTITUT CDC POUR LA RECHERCHE, *Transformer le régime de croissance*, Paris, 1^{er} octobre 2018.

Enseignement :

Graduate Macroeconomics 3 (Sciences po)
Macro economics of public policy (Sciences po)

Média : BFMTVBusiness.com (06/12/2018, 09/11/2018, 19/10/2018, 11/09/2018, 7/06/2018, 06/04/2018, 07/03/2018, 05/03/2018, 07/02/2018) ; CNEWS (10/12/2018) ; Lesechos.fr (12/12/2018, 07/02/2018) ; Latribune.fr (11/09/2018) ; Challenges.fr (11/09/2018) ; lemonde.fr (30/05/2018, 18/04/2018, 03/02/2018) ; Lenouveleconomiste.fr (11/05/2018) ; France Culture (12/04/2018).

Frédéric REYNÈS⁶

frederic.reynes@sciencespo.fr

https://www.researchgate.net/profile/Frederic_Reynes

<https://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/page.php?id=56>



Fonctions actuelles : Chercheur associé à l'OFCE, Directeur de NEO international, Conseiller scientifique à TNO (*Macroéconomie: modèle d'équilibre général, croissance potentielle, énergie et environnement : marché pétrolier, impact économique des politiques environnementales et climatiques, Marché du travail: NAIRU, courbe de Phillips, modèles WS / PS, chômage OCDE*)

Séminaires, conférences :

Séminaire ThreeME-GEMMES, AFD, Paris, 17 Octobre 2018, « La modélisation du marché des capitaux dans ThreeME », Frédéric Reynès.

6e séminaire de plateforme de modélisation de la Chaire Modélisation Prospective au service du Développement Durable : Les risques d'investissement et des mécanismes financiers dans les modèles, CIRED, Nogent sur Marne, 21 Novembre 2018, « La modélisation du marché des capitaux dans ThreeME », Frédéric Reynès.

⁶ Chercheur associé depuis le 01/06/2018.

Autres activités :

Coordinateur de la convention de recherche ADEME-OFCE sur les développements du modèle *ThreeME*
Coordinateur du projet PNUD sur les impacts économiques de la levée des subventions énergétiques et l'introduction d'une taxe carbone en Tunisie

Giovanni RICCO

giovanni.ricco@sciencespo.fr et G.Ricco@warwick.ac.uk

<https://ideas.repec.org/f/pri230.html>

<http://www.giovanni-ricco.com/>;

https://twitter.com/ricco_giovanni



Fonctions actuelles: Assistant Professor, University of Warwick ; Chercheur associé OFCE (macroéconomie, modélisation de l'information imparfaite, analyse des séries temporelles en économie, chocs de politique économique)

Séminaires, conférences :

2018: ASSA Meeting, Bilkent University, Indiana University, Workshop on 'Fiscal policies and sovereign debt' Banque de France, 2018 XX annual Inflation Targeting Conference of the Banco Central do Brasil, Nowcasting Meeting, French Ministère de l'Économie et des Finances,

2018-2019: OFCE-SciencesPo, NuCamp Oxford, Exeter College Oxford, the Paris School of Economics, and Université de Franche-Comté.

Discussant: NBER International Seminar on Macroeconomics, the Conference on the Applications of Behavioural Economics, and Multiple Equilibrium Models to Macroeconomic, at Bank of England, the Conference on Housing, Housing Credit, and the Macroeconomy, and the 8th Workshop on Exchange rates at Banque de France.

Autres activités :

Membre du comité, Workshop on Empirical Monetary Economics 2016, 2017 & 2018, Sciences Po Paris, France

Membre du comité, International Association for Applied Econometrics Conference 2017 & 2018

Referee:

Journal of Monetary Economics, Review of Economics and Statistics, Journal of International Economics, Journal of Applied Econometrics, IMF Economic Review, International Journal of Central Banking, Journal of Business & Economic Statistics, European Economic Review, The Accounting Review, Fiscal Studies, Empirical Economics, Bank of England Working Papers Series, Economic Research Southern Africa Working Papers Series.

Enseignement :**2018-2019**

EC9A2 Advanced Macroeconomics (MRes), University of Warwick

EC9A3 Advanced Econometrics (MRes), University of Warwick

EC340 Topics in Applied Economics (UG), University of Warwick

Econometric Methods III (MSc), Universitat Pompeu Fabra

Christine RIFFLART
christine.rifflart@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste sénior, DAP (questions internationales, États-Unis, Espagne, émergents, prévisions)

Séminaires, conférences:

Conférence OFCN, 17 octobre 2018

Autres activités:

Référé pour la revue *Economics Bulletin*

Membre du jury pour le prix du meilleur article financier 2018 (Bdf/AJEF et Lire l'économie)

Evens SALIÈS

evens.salies@sciencespo.fr
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/page.php?id=32>



Fonction actuelle : Économiste, DRIC (évaluation des politiques publiques)

Enseignement :

Initiation à Stata, Master 1, ISEM, Université de Nice-SA (18h)

Les données du web, Master 1, ISEM Université de Nice-SA (6h)

Rapporteur de revues à comité de lecture :

Energy Economics, Eastern European Economics, International Journal of Electrical Power and Energy Systems

Coéditeur :

International Journal for Re-Views in Empirical Economics

Média : 1 entretien par la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée Nationale.

RAUL SAMPOGNARO
raul.sampognaro@sciencespo.fr
[@rsampognaro1982](https://twitter.com/rsampognaro1982)
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pages-chercheurs/page.php?id=109>



Fonction actuelle : Économiste, DAP (*finances publiques, zone euro*)

Média : Une dizaine d'interventions dans la presse écrite (Ouest France, Alternatives Economiques, Les Echos) et à la radio (France culture, RMC, RFI), tribune dans lemonde.fr, interventions TV ; Les Echos (14/12/2018).

Francesco SARACENO
francesco.saraceno@sciencespo.fr
[@fsaraceno](https://twitter.com/fsaraceno)



Fonction actuelle : Directeur adjoint du département des études (*investissement public, politique budgétaire, économie européenne, débat sur le futur de la macroéconomie*)

Séminaires, conférences :

Journée débat sur les élections italiennes, Sciences Po, 7 mars
The European Crisis ten years after, Chicago, Center for European Studies, 11 avril
Conférence sur "enseigner l'économie" Premio Marco e Alberto Ippolito, Costanza, 28 avril
A debate on Francesco Saraceno's "La scienza inutile", Genova, STOREP conference, 30 juin
Conférence sur les relation franco-italiennes à Sciences Po, 5 juillet
La scienza inutile: presentazione del Volume di Francesco Saraceno (Università Cattolica) 24 septembre
Serve ancora l'economia? E quale economia? Invited Lecture, Torino, Campus Einaudi, 4 Ottobre
Il futuro della macroeconomia: Palermo, Facoltà di giurisprudenza, 22 Novembre
Europa: Terreno di scontro: ARCI Palermo 22 Novembre
Cosa abbiamo imparato? Conversazione sulla macroeconomia: Pavia Collegio Ghislieri, 27 novembre
L'urgenza di ripensare l'economia – Rethinking economics, Roma Università Roma 3, 5 dicembre
Presentazione del libro "la scienza inutile" Roma, Università La Sapienza, 7 dicembre
La scienza inutile a Più libri più liberi, Luiss OPEN, 9 dicembre
La scienza inutile, ne parliamo con l'autore, Università di Firenze, 18 dicembre

Autres activités :

Prix « Marco e Alberto Ippolito » pour l'excellence économique, Constanza Roumanie, 28 Avril
Membre du Conseil scientifique du CRANEC (Cattolica)
Membre du Conseil scientifique de Confindustria
Membre du Conseil scientifique de la School of European Political Economy (LUISS)
Membre du Conseil scientifique de Sciences Po
Responsable de la filière EPP du Master d'Affaires Européennes
Responsable académique du programme *European Affairs Northwestern-Sciences Po* (NUSP)

Enseignement :

Advanced Economics of the European Union (MAE, Sciences Po) printemps
The Political Economy of the European Union (NUSP, Sciences Po) automne
European Macroeconomics (SEP, Luiss) automne
Macroeconomics in the Global Environment INSEAD, Mai

Média : Une quinzaine d'interventions dans la presse écrite (*Le Monde*, *Il Sole 24 Ore*, *EastWest*, *La Repubblica*, *Rivista del Mulino*), et une trentaine d'interventions à la télé (Mediaset, Rai, Rainews, Skynews, ClassCNBC, Mediapart, France 24, Xerfi)

Aurélien SAUSSAY
aurelien.saussay@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Économiste DAP ; Responsable du Pôle environnement (ThreeMee)

Séminaires, conférences :

UKNEE Envecon 2018, Londres, Mars 2018
IPWSD 2018, Columbia University, NYC, Avril 2018
EMEE 2018, Milan, Juin 2018
WCERE 2018, Göteborg, Juin 2018
FAERE 2018, Aix-en-Provence, Août 2018
FAEE Winter Workshop 2018, Paris, Novembre 2018
FSR Climate Workshop 2018, Florence, Novembre 2018

Autres activités :

Membre de la Commission sur la révision de la valeur tutélaire du carbone (Commission Quinet 2)

Enseignement :

Interventions à la Sorbonne et à l'IFPEN (Institut Français du Pétrole - Energies Nouvelles)

Xavier TIMBEAU
xavier.timbeau@sciencespo.fr
[@XTimbeau](#)



Fonction actuelle : Directeur principal

Questions européennes : gouvernance, stabilité des finances publiques, modélisation, déséquilibres internes

Questions environnementales : indicateurs de soutenabilité environnementale et sociale, suivi de la transition environnementale, budget carbone, économie politique du carbone, outils du prix du carbone, compensation, actifs&emplois échoués (stranded jobs&assets)

Questions françaises : conjoncture, chômage d'équilibre, croissance potentielle, écart de croissance, modélisation macroéconomique, règles budgétaires, logement, inégalités, fiscalité et politiques sociales, microsimulation

Séminaires, conférences :

Présentation iAGS « Repair the Roof when the Sun is Shining » Chambre des Salariés, Luxembourg, 22 février 2018

Printemps de l'économie, table ronde sur la mondialisation, 15 mars 2018

New Paradigm Shift, Berlin, 10 octobre 2018, Présentation sur les aspects finances publiques

Colloque OXFAM sur les inégalités, 15 octobre 2018

Is euro sustainable ? Conférence organisée par l'Ambassade de France, Zagreb, 20 octobre 2018

Groupe de réflexion « Démocratisation de la monnaie unique » organisé par Positive Money, Bruxelles, 6 novembre 2018

JECO, Lyon, interventions (Plan Juncker, Financement du supérieur), 7 novembre 2018

Orienter l'épargne vers l'économie réelle, Conférence Harvest PSE, 15 novembre 2018

Le retour des Nations en Europe, présentation de l'ouvrage, CNAM, 6 décembre 2018

Autres activités :

Membre du comité scientifique de la Revue Economique

Membre du comité scientifique de l'AFSE

Membre du comité scientifique de l'Institut Open Diplomacy

Membre du conseil scientifique du Conseil Français de l'Energie

Membre du Conseil Economique pour le Développement Durable

Membre de la Commission de recrutement du département d'Economie de l'Ecole Polytechnique (Palaiseau)

Membre du Groupe d'Experts sur le marché du travail auprès de Muriel Pénicaud, Ministre du Travail

Président de la Commission Développement Durable du CNIS

Enseignement :

Introduction à la macroéconomie, CentraleSupélec, 24h, en français et en anglais

Environmental Economics, Master Affaires Européennes, Sciences Po, 24h

Economie de l'environnement, Electif CentraleSupélec, 12h

Média : Chroniqueur à AlterEco ; Interventions hebdomadaires à Ecorama (Boursorama), AfterBusiness (BFM Business) ; Nombreuses interventions presse écrite (2 à 5 par semaine) ; Nombreuses interventions télévisées et radio (1 par semaine) : LCI ; émission 28 Minutes d'Arte, France 24, BFM, BFM Business, LCP, Public Sénat, Matinale France Culture, ...

Vincent TOUZÉ
vincent.touze@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Économiste senior, Département des études (*financement des systèmes de retraite, économie du vieillissement, stagnation séculaire, fiscalité du capital, régulation bancaire européenne*) ; Co-responsable avec Gilles Le Garrec du Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE »

Séminaires, conférences :

Conférence « Où va l'économie ? », OFCE, Paris, 25 janvier 2018.
Conférence organisée par France SilverEconomie, Paris, mars 2018.
Conférence « Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance », Madrid, 4-6 avril 2018.
Conférence sur les retraites, organisée par la CAVP, Paris, avril 2018.
Conférence chaire TDTE « L'épargne retraite pour favoriser les pensions, la croissance et le régime unique ? », 25 mai 2018.
Conférence « Cliometrics and Complexity », Lyon, 4-5 juin 2018.
Pension Workshop, Université d'Angers, 29 juin 2018.
Chaire TDTE, Symposium International « Protection sociale et croissance », Paris, 9 et 10 juillet 2018.
Journée d'étude: « Les morts de la Grande Guerre : Hasard ou déterminisme social ? », IHEDN – Ecole militaire, 10 octobre 2018.
Lunch seminar OFCE, « La réforme des retraites », 15 octobre 2018.
Journée nationale de la silver économie, Université Paris Descartes, 13 décembre 2018.
Membre du comité scientifique : conférence « Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance » (Madrid, 4-6 avril 2018).

Autres activités :

Insertion dans des réseaux professionnels et de recherche*

Membre du programme de recherche pluridisciplinaire « Dynamique du vieillir », Université Sorbonne Paris Cité.
Membre du conseil scientifique du LIED (Université de Paris-Diderot, CNRS).

Enseignement :

Encadrement de stagiaire : Ilona Hoggs, University of Exeter (UK).

Média : France 5 (« C'est dans l'air », 11 avril 2018) La Tribune.fr (31 août 2018), La Croix (30 août 2018), La Dépêche (10 oct. 2018), Notre Temps (4 septembre 2018), Capital (17 oct. 2018), L'Alsace (1 sept. 2018), Le Monde (10 avr. 2018), RFI (1^{er} septembre 2018), "Quel est le véritable agenda de la réforme des retraites ?", BFM Business TV, 13 décembre 2018, "Retraite : peut-on vivre vieux et en bonne santé ?", BFM Business TV, 29 novembre 2018, "Retraite : peut-on continuer à travailler après 62 ans?", BFM Business TV, 23 novembre 2018, "Retraite : quels sont les différents modèles européens ?", BFM Business TV, 8 novembre 2018, "Les régimes de retraite : une histoire de France", parties 1 à 4, BFM Business TV, 4, 12, 19 et 26 octobre 2018, "Pouvoir d'achat de la pension de retraite : la grande érosion ?", BFM Business TV, 27 septembre 2018, "Réformer les retraites : le gouvernement nous consulte", BFM Business TV, 13 septembre 2018

* Membre d'un réseau d'excellence, d'un projet de recherche type ANR, membre d'un organisme comme un Haut Conseil

Grégory VERDUGO
gregory.verdugo@sciencespo.fr



Fonctions actuelles : Chercheur associé au Département des études ; Professeur des universités à l'Université Evry-Val-d 'Essonne

Séminaires, conférences :

Séminaire MaxPo (discutant), Université Paris Sud, Université Evry-Val-d 'Essonne,
Lunch séminaire OFCE

Autres activités :

Rapports de relecture pour des revues scientifiques : International Migration Review, Revue Française d'Economie, Urban Studies, European Economic Review, Labour Economics, Economie et Prévision, IZA Journal of Labor Economic, Economie et Statistiques

Coordinateur scientifique du projet JASI « Intégration spatiale et économique des immigrants et réfugiés » financé par l'ANR

Enseignement :

Economie du travail (L3), Université Evry-Val-d 'Essonne, responsable du cours, 36h

Econométrie (L3), Université Evry-Val-d 'Essonne, responsable du cours, 16h

Statistiques Appliquées (L3), Université Paris 1, responsable du cours, 36h

Francesco VONA

francesco.vona@sciencespo.fr
<https://sites.google.com/view/francescovona/home>



Fonctions actuelles : Économiste senior, DRIC (économie du travail, économie de l'environnement) ; Professeur associé Sciences po

Séminaires, conférences :

2018: LSE seminar (planned); 3 times OECD Economic Department (Paris); University of Rome, La Sapienza; SIE Italian Economic Society.

Autres activités :

Team Leader EU project INNOPATHS 2016-2020

Research Associate EU H2020 project ISIGrowth

Research associate, project on regional alignment UCA in action

Planned: visiting researcher London School of Economics 1 month

Enseignement (planned 2019) :

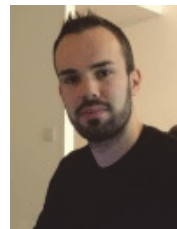
Natural resources economics h.25 (Ca' Foscari, Venice)

Introduction to microeconomics h.25 (Ca' Foscari, Venice)

Applied methods for environmental economics h.10 (Ph.D. Climate Change, Ca' Foscari, Venice)
Labor economics h.10-15 (joint Ph.D. UCA-OFCE-Sant'Anna)

Media : LSE Business Review, 2 blog posts **et** Etica ed Economia, 2 blog posts

Nicolas YOL⁷
nicolas.yol@sciencespo.fr



Fonction actuelle : Économiste, DAP (évaluation des politiques publiques, macroéconomie, économie du développement, croissance économique)

Séminaires, conférences :

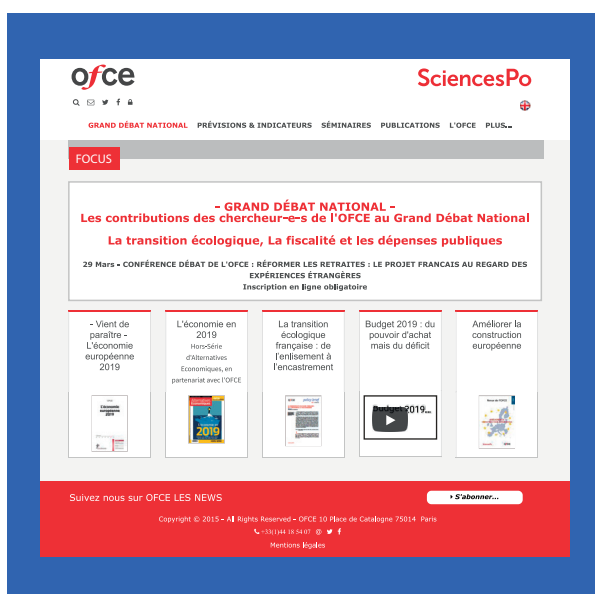
Junior Economist Workshop on Migration Research. « *The volatility effect of diaspora's location: A migration portfolio approach* » CESifo Munich, 19-20 juin 2018.

Séminaire de Recherche. « *Transferts monétaires des migrants et déséquilibres économiques : Une modélisation stock-flux cohérente de l'économie moldave* » Sciences-Po Bordeaux, 7 février 2018.

Journées inter-filières. « *Les différentes réalités des migrations* » Sciences-Po Bordeaux, 25-26 janvier 2018

⁷ CDD jusqu'en juillet 2019.

Suivez l'actualité de l'OFCE sur...



... NOTRE SITE INTERNET

Pour connaître l'ensemble des travaux de l'OFCE

www.ofce.sciences-po.fr

... NOTRE BLOG

Pour analyser l'actualité économique, venez débattre avec nous

www.ofce.sciences-po.fr/blog/

... FACEBOOK, TWITTER

Pour partager avec nos internautes

 www.facebook.com/ofcesciencespo.fr

Rendez-vous sur Twitter pour commenter notre actualité en temps réel

 [@ofceparis](https://twitter.com/ofceparis)

